

## Le détournement vers Chypre du Boeing koweïtien

# Les pirates de l'air ont tué un de leurs otages sur l'aérodrome de Larnaca

### Sinistre happening

L'extrémisme chéite n'a décidément pas fini de faire parler de lui. Car c'est bien lui, quelle que soit la nationalité des auteurs du détournement du Boeing des Kuwait Airways, qui est à l'origine de ce nouveau drame de la piraterie aérienne.

Bien qu'on n'en connaisse pas encore tous les tenants et aboutissants, l'affaire illustre une nouvelle fois l'hostilité fondamentale qui existe entre le Koweït et l'Irak. Force est de reconnaître en effet que les autorités irakiennes, quel qu'elles en disent, ont fait preuve d'une grande prévenance à l'égard des auteurs du détournement tant qu'ils étaient bloqués sur l'aéroport de Mechhed, réprimant avec complaisance leurs diatribes et leurs revendications concernant la libération des dix-sept terroristes chéites emprisonnés au Koweït pour leur participation à la vague d'attentats qui a frappé l'émirat en 1983.

En jouant ainsi les Pâques Filles, les Irakiens n'ont pas été mécontents de favoriser une entreprise de déstabilisation d'un pays qui compte une forte minorité chéite et qu'ils considèrent comme un allié objectif de leur ennemi héréditaire, l'Irak. Ne voulant — ou ne pouvant — pas aller plus loin, ils acceptèrent vendredi d'autoriser l'appareil à décoller, sachant parfaitement que les pirates voulaient aller poursuivre leur sinistre happening à Beyrouth, en plein cœur de cette banlieue sud-est du chéisme, dont certains d'entre eux sont sans doute originaires.

C'était sans compter avec la Syrie, dont la troupe a ravi le contrôle de l'aéroport au Hezbollah depuis un an déjà. Soucieux de respectabilité internationale bien qu'il en connaisse long lui aussi en matière de terrorisme, le président Assad a donc donné l'ordre à ses hommes d'interdire à l'appareil d'atterrir, quoi qu'il en coûte. D'où les heures d'angoisse de vendredi après-midi, lorsque l'avion a survolé la capitale libanaise, les pirates menaçant d'atterrir malgré les obstacles disposés sur la piste, parlant ensuite de s'abîmer dans la mer.

En faisant preuve d'une extrême fermeté, le président Assad n'était pas non plus mécontent de donner satisfaction au Koweït, dont la résolution paraît inébranlable, et de signifier à l'Irak que son alliance tactique avec le régime des ayatollahs a des limites qu'il n'est pas question de franchir, en particulier au Liban. Ce conflit larvé entre Damas et Téhéran se traduit régulièrement par des affrontements entre milices chéites rivales, Amal, qui reconnaît le « protectorat » syrien, et le Hezbollah, qui ne rêve que de transformer le Liban pluriconfessionnel en nouvel Etat islamique.

Dernière constatation : ce regain de violence n'est guère de bon augure pour les otages occidentaux encore détenus au Liban et pour lesquels certains ravisseurs ne veulent pas entendre parler de libération tant que le Koweït n'aura pas relâché les terroristes qu'il détient.

Les pirates de l'air qui ont détourné mardi dernier un Boeing-747 koweïtien ont tué, samedi matin 9 avril, l'un de leurs cinquante-cinq otages. La nouvelle a été confirmée par un porte-parole du gouvernement chypriote, qui a précisé : « Le réapprovisionnement en carburant est pour le moment leur seule exigence (...) Mais les Koweïtiens veulent que l'avion reste

Les autorités chypriotes ayant refusé à plusieurs reprises de leur fournir du carburant pour repartir, les auteurs du détournement — qui seraient au nombre de six ou sept — avaient menacé, tôt dans la matinée de samedi, de tuer un passager. Pour prouver leur détermination, les pirates avaient réclamé un cercueil et une ambulance.

« Nous avons mis notre même exécution en tuant un Koweïtien membre des services de sécurité », c'est par cette phrase que l'un des membres du commando a annoncé la mort de l'un des otages.

Certains de ceux-ci auraient, en outre, toujours selon les pirates, été battus. Une ambulance s'est aussitôt dirigée vers l'avion immobilisé sur la piste de l'aéroport

chypriote et les ambulanciers ont ramassé un corps gisant sur la piste.

Avant de diriger le Boeing vers Larnaca, les auteurs du détournement, qui réclament la libération de dix-sept chéites emprisonnés au Koweït à la suite d'une vague d'attentats dans l'émirat en 1983, avaient essayé de poser l'appareil à Beyrouth.

Mais ni leurs menaces ni les supplications du pilote n'avaient réussi à faire céder les Libanais et les Syriens — présents en force à Beyrouth. Ceux-ci avaient maintenu les obstacles disposés sur la piste, obligeant l'appareil à s'éloigner. Après avoir pris la direction de Damas, il avait finalement fait route vers Larnaca, où il s'est posé à 21 heures (18 heures GMT).

ici. » L'avion des Kuwait Airways avait atterri vendredi soir à Larnaca, après avoir quitté Mechhed, dans le nord-est de l'Irak, en début d'après-midi et vainement tenté de se poser à Beyrouth, où les autorités syriennes avaient fait bloquer les pistes de l'aéroport. Ainsi, l'appareil a-t-il tourné pendant plusieurs heures au-dessus de la capitale libanaise.

Dans la nuit, une délégation koweïtienne est à son tour arrivée à Chypre pour participer aux négociations engagées avec les pirates de l'air. L'un de ceux-ci au moins s'exprime en arabe, avec un accent irakien prononcé.

Aux commandes du Boeing, le commandant Youssef Sobhi Youssef, quarante-huit ans, de nationalité irakienne et de confession chrétienne, est considéré comme l'un des meilleurs instructeurs des Kuwait Airways, où il travaille depuis une quinzaine d'années, pilotant des Boeing-747 depuis neuf ans. Lors du dramatique survol de Beyrouth, vendredi, il avait fait plusieurs passages à très basse altitude au-dessus de l'aéroport, menaçant d'abîmer l'appareil en mer si la piste n'était pas dégagée.

(Lire nos informations page 16.)

## L'Union soviétique et l'accord sur l'évacuation de l'Afghanistan

# Pas de quoi pavoiser... Autopsie d'une erreur

MOSCOU  
de notre correspondant

A voir le journal télévisé du vendredi soir 8 avril, on a lire la Pravda de samedi matin, on ne croirait jamais que l'Union soviétique va bientôt tourner la page sur une erreur qui lui a coûté quinze mille de ses fils et huit années de difficultés internationales. A peine plus d'une minute en milieu de journal télévisé (réactions de la Pravda et de l'Union soviétique) et annonce de l'accord par M. Gorbatchev, un tiers de colonne en page 4 de la Pravda (titre : « Le paquet de Genève est prêt »), et c'est tout. A Moscou — formellement au moins — l'événement n'en est pas un car s'il est d'une formidable importance pour la politique étrangère de l'URSS et la stratégie des parti-

Après l'annonce, le vendredi 8 avril à Genève, d'un accord sur l'Afghanistan, Radio-Moscou a fait savoir que l'opération de retrait commencerait le 15 mai et pourrait se terminer avant la fin de l'année. Bien qu'il ait été rejeté par la résistance afghane, l'accord devrait être signé le 14 avril au plus tard.

sans de M. Gorbatchev, il est aussi très embarrassant.

L'erreur a beau avoir été celle d'un mort, Leonid Brejnev, il est toujours difficile à une grande puissance de reconnaître une défaite. Même l'Amérique du culte de la vérité s'obstine, en abandonnant le Vietnam, à jurer de la solidité du régime de Saigon, et, à défaut de pouvoir promettre très longue vie à celui de Kaboul, Moscou préfère la discrétion.

BERNARD GUETTA.  
(Lire la suite page 3.)

Comment en est-on arrivé là ? La question s'est longtemps posée aux Etats-Unis, pendant et après la guerre du Vietnam. Peu à peu, elle commence à être entendue en URSS à propos de l'invasion de l'Afghanistan. Nul doute, « glissement » aidant, qu'il en ira de plus en plus ainsi. Plusieurs indices permettent déjà de prévoir de sérieuses mises au point, sinon un grand « déballage » à propos des origines politiques de l'ennemi soviétique en Afghanistan. Si l'on fait exception des bruits qui ont couru à l'avènement de

Iouri Andropov, en 1982, selon lesquels l'ancien « patron » du KGB aurait été peu enthousiasmé par l'invasion de l'Afghanistan, il faut attendre octobre 1986 pour enregistrer un premier indice de la volonté soviétique de se dégager. C'est à cette époque, alors que M. Gorbatchev n'a succédé à Constantin Tchernomerkine que depuis quelques mois, qu'on assiste, passablement incrédule, au retrait d'environ huit mille hommes du contingent soviétique. Peu après commencent à apparaître dans certains journaux soviétiques des articles décrivant sous un jour « réaliste » l'engagement en Afghanistan : il y a de moins en moins question de l'exercice héroïque et idéologique du « devoir internationaliste » maintes fois exalté dans le passé par Brejnev.

JACQUES AMALRIC.  
(Lire la suite page 3.)

## Optimisme sur les marchés financiers

Pour la première fois depuis le krach du 19 octobre, les ministres des finances des sept grands pays industriels doivent se retrouver, le mercredi 13 avril à Washington. Le marché des changes anticipant un engagement du G-7 en faveur d'une stabilisation du dollar entre 120 yens et 130 yens, le billet vert est resté ferme. Les Bourses de Tokyo et de New-York ont retrouvé un certain optimisme.

La Bourse de Tokyo, s'appuyant sur une économie japonaise vigoureuse, a rejoint puis dépassé son précédent sommet historique du 14 octobre dernier. Vendredi, à Wall Street, après quatre séances consécutives de hausse, l'indice Dow Jones a retrouvé son niveau le plus élevé depuis le krach. Egalement en hausse, les marchés européens ont enregistré des progressions beaucoup plus modestes.

(Lire nos informations page 13.)

## Faire revivre des quartiers malades

# Mantes-la-Jolie, ville-laboratoire

Elle a le cheveu noir et le regard de velours des filles du Maghreb. Mais Rachida, née il y a seize ans sur les bords de la Seine, fait les mêmes rêves bourgeois que ses copines du lycée de Mantes-la-Jolie. Passer le bac, devenir employée de commerce, se marier, dénicher un appartement ici, près de ses parents et avoir deux enfants. Ce sont justement ces banalités exprimées d'une voix douce, en un français parfait, qui redonnent du courage à M. Paul Picard, maire de Mantes, quand il lui arrive de douter.

Né de père lorrain et de mère espagnole, ce pied-noir quadragénaire est l'homme de Mantes depuis 1977. Une véritable galère. Voici une petite ville de province située à 60 kilomètres à l'ouest de Paris dont les commerces se peletaient autour d'une collégiale gothique. En quelques décennies,

elle est passée de 19 000 habitants à 45 000, et elle porte aujourd'hui à son flanc, un monstrueux appendice de tours et de barres — la ZUP du Val-Fourré — où s'entassent 28 000 personnes aux revenus modestes, dont plus de 11 000 immigrants. Bien entendu, les gosses sont légion, et les licenciements de l'industrie automobile aidant, les chômeurs ne manquent pas. On imagine la suite : loyers impayés, dégradations, menues délinquances, échecs scolaires, début de formation d'un ghetto, réactions racistes, etc.

Le Val-Fourré n'est pas la seule bavure de l'urbanisme des années 60, mais après les célèbres Minguettes, à Lyon, et les quartiers nord de Marseille, c'est l'une des plus monumentales. Pour traiter ces plaies, le gouvernement Mauroy a lancé, en 1982, une politique dite de « développement

social des quartiers », qui concerne près de cent trente communes. Elle consiste à mobiliser les énergies et les concours financiers de multiples services publics pour attaquer le problème sous tous ses angles : social, scolaire, culturel, architectural, économique. Plus de trois milliards de francs ont déjà été dépensés dans la reconquête des grands ensembles, mais ce n'est pas cher payé si l'on sait qu'ils abritent un million et demi de personnes.

Il était temps. Au Val-Fourré, par exemple, plusieurs gratte-ciel que personne ne veut plus habiter sont vides. Faute de clients solvables, deux supermarchés ont tiré le rideau de fer. Ce cas de maladie urbaine et le traitement qu'on lui applique sont si spectaculaires, que Mantes en a acquis une sorte de célébrité.

MARC AMBROISE-RENDU.  
(Lire la suite page 8.)

7 F  
NUMERO  
D'AVRIL

## Le Monde

dossiers et documents

### LES ARCHIVES DE L'ACTUALITÉ

#### LES PRIVATISATIONS

- Une idée qui a fait son chemin.
- Une opération réussie et contestée.
- La chance a tourné.
- Une vague de fond interrompue.

#### LA QUESTION BASQUE

- La force d'une différence.
- Une identité qui résiste.
- Autonomie ou indépendance ?
- Un difficile règlement.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 2 \$ ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 175 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 160 dr. ; Irlande, 30 p. ; Italie, 2 000 L. ; Libye, 0,400 D. ; Luxembourg, 40 f. ; Norvège, 13 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 14 sh. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA, 1,50 \$ ; USA (West Coast), 1,75 \$.

سكندرية من الالهي



# Dates

Il y a vingt ans

## L'assassinat de Martin Luther King

### RENDEZ-VOUS

**Lundi 11 avril.** — Strasbourg: Session du Parlement européen (11 au 15).  
Bruxelles: Conseil « Recherches » de la CEE.  
Dakar: Rencontre Kadafi/Hissène Habré (11-12).  
Moscou: Visite d'une délégation américaine dirigée par le secrétaire américain au commerce, M. Verity. (Rencontre avec M. Gorbatchev.)  
**Mardi 12 avril.** — Paris: Colloque international organisé par l'IFRI sur le thème « Europe 1992, l'intégration financière ».  
**Mercredi 13 avril.** — Washington: Réunion du groupe des sept grands pays industriels (RFA, Etats-Unis, Canada, France, Italie, Grande-Bretagne et Japon).  
Beyrouth: Quatorzième anniversaire du début du conflit libanais.  
**Judi 14 avril.** — Washington: Réunion du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale (14-15).  
**Vendredi 15 avril.** — Vienne: Reprise des pourparlers de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).  
**Dimanche 17 avril.** — La Haye: Conseil des ministres de l'UEO.

### Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 06  
Tél. : (1) 42-47-97-27  
Tél. MONDIPAR 650 572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant:  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs:  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Faure (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société:  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social:  
620 000 F

Principaux associés de la société:  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général:  
Bernard Wolsky

Rédacteur en chef:  
Daniel Veret

Correspondant en chef:  
Claude Sales

### Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montesseny, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN: 0395-2037

### Le Monde

#### TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

#### ABONNEMENTS

EP 587 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE 687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)  
L. - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS 399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE 504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne: tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou  
provisaires: nos abonnés sont invités à  
renouveler leur demande deux semaines  
avant leur départ. Joindre la dernière  
bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire  
tous les noms propres en capitales  
d'imprimerie.

#### ABONNEMENTS PAR MINTEL

36-15 - Tapez LEMONDE

code d'accès ABO

365 jours par an, 24 heures sur 24

Le printemps n'est pas toujours cié-  
ment dans le Tennessee, mais en  
cette fin d'après-midi du jeudi  
4 avril 1968, à Memphis, la fraîcheur de  
la brise était délicate. Fatigué, agacé  
même peut-être par les préparatifs si labo-  
rieux de cette marche qu'il tentait d'orga-  
niser pour soutenir la grève des éboueurs  
locaux, Martin Luther King avait décidé  
de s'accorder un moment de répit. Il était  
dix-huit heures. Dans moins d'une minute,  
il y aurait plusieurs détonations et puis  
plus rien: le leader noir, l'apôtre de la  
non-violence, atteint en pleine tête et bai-  
gnant dans son sang. Mais pour l'heure,  
dans ces derniers instants de grâce,  
accoudé à la balustrade de fer, au premier  
étage de ce Lorraine Motel, si banalement  
semblable à tous ces hôtels minables qu'il  
avait pratiqués dans les longues errances  
de sa vie militante, Martin Luther King se  
reposait. Peut-être même dressait-il en  
pensée son propre bilan.

Les menaces, si nombreuses, s'étaient  
faites pressantes ces jours-ci. Prenant la  
parole, la veille encore à Memphis, il avait  
prononcé un sermon prémonitoire: « Je  
vois, disait-il, la terre promise! Ce qui va  
m'arriver maintenant n'importe guère.  
Car je suis allé au sommet de la monta-  
gne et je ne m'inquiète plus... »

Pourtant, ces quatre mille gardes natio-  
naux patrouillant dans une capitale du  
Tennessee encore fumante des émeutes  
qui venaient de faire, une semaine aupara-  
vant, un mort et soixante blessés, était-ce  
là la « Terre promise »? Et que dire du  
couver-feu instauré dans plusieurs villes  
de Caroline du Nord en novembre au  
terme d'une année 1967 désastreuse, qui  
avait vu la violence se répandre comme  
une traînée de poudre dans plus d'une cen-  
taine de grandes cités. Rien qu'à Détroit,  
dans le Michigan, la police devait relever  
quarante-trois morts et procéder à  
7 000 arrestations. Dans ce pays, déjà  
malade d'un conflit vietnamien de plus en  
plus impopulaire — où bien des Noirs  
étaient en première ligne — c'était main-  
tenant l'Amérique des ghettos, exaspérée,  
qui réclamait sa part du mirage économi-  
que.

Quelle ironie, pour ce précurseur de la  
« non-violence active », nourri de la pen-  
sée de Gandhi, que ces explosions de  
haine raciale! Quel échec aussi, pour ce  
jeune prix Nobel de la paix de trente-neuf  
ans, si respecté dans le monde entier, et  
incapable de se faire écouter dans son pro-  
pre pays! Pour les désespérés de Harlem  
ou de Watts, pour tous les laissés-pour-  
compte des mégapoles du Nord, ce petit  
pasteur du Sud, en dépit de son courage,  
n'est qu'un bourgeois. Un doux idéaliste,  
presque un « oncle Tom », faisant le jeu  
des Blancs.

### Condamné à une lente mort politique

De fait, ses tentatives pour lancer une  
campagne de désobéissance civile à  
Chicago en 1965, et l'année suivante une  
grève des loyers, furent un fiasco. A qui  
servait donc d'être allé « en haut de la  
montagne », pour en redescendre plus  
démuni encore? Fallait-il renoncer pour  
autant? Parce qu'après le grand élan de  
la fin des années 50, la longue croisade  
pour l'égalité des droits civiques pitié-  
nait?

Rosa Parks, la petite couturière noire  
de Montgomery (Alabama), s'était-elle  
découragée, au soir du 1<sup>er</sup> décembre 1955,  
quand, lasse de céder systématiquement  
sa place aux Blancs dans l'autobus qui la  
ramenait chez elle, elle avait décidé de  
rester assise? Cela devait déclencher le  
formidable boycottage des autobus de la  
ville.

Bien avant, il y avait eu aussi les neuf  
écoliers noirs de Little-Rock, tremblant de  
peur sous les huées à l'entrée du collège  
« blanc », et les marcheurs de la liberté,  
impuissants sous les aboiements des chiens  
policiers de « Bull » Connor à Birming-  
ham, et les cris racistes de son patron le  
gouverneur Wallace: « Ségrégation  
aujourd'hui, ségrégation demain, ségré-  
gation toujours! » Non, aucun n'avait  
renoncé. Pas même sur le pont de Selma,

quand, sous les coups, plusieurs sont  
tombés.

Mais assurément, le rêve, le beau rêve  
d'une Amérique fraternelle et égalitaire,  
que le pasteur avait fait partager à une  
foule vibrante à Washington, le 28 août  
1963, au terme d'une marche « histori-  
que » sur la capitale, ce rêve était loin  
encore d'être réalisé. Un rêve qui tournait  
même au cauchemar. Edgar Hoover, le  
pugnace directeur du FBI, anxieux de dis-  
créditer King, en recherchant l'évidence  
que son mouvement, la Southern Chris-  
tian Leadership Conference était infiltrée  
par les communistes, n'avait cessé de le  
harceler. Enregistrant ses conversations  
téléphoniques, le traquant chez ses amis,  
et perçant dans le moindre motel,  
jusqu'aux plus intimes secrets d'une vie  
privée agitée.

Persécuté non grata à la Maison Blan-  
che depuis ses prises de position contre la  
guerre au Vietnam, il se savait condamné

de la Maison Blanche. La flambée de  
colère et de violence atteint bientôt  
Chicago, où des tireurs isolés s'en pren-  
nent aux pompiers. Deux jours après, c'est  
Baltimore, Kansas-City et même la Cali-  
fornie et la Floride qui sont touchées. Au  
total, plus d'une centaine de villes améri-  
caines sont à feu et à sang. On dénom-  
bre plus tard quarante-six morts et deux  
mille six cents blessés. La capitale fédé-  
rale est une poudrière. Le maire a décrété  
le couvre-feu, et les points stratégiques  
sont gardés par des éléments de cette  
82<sup>e</sup> division aéroportée qui sauta jadis sur  
la Normandie.

### Le « rêve » récupéré

Inquiet, et comprenant qu'il lui faut  
faire très vite, le président Johnson décide  
de retarder puis d'annuler son départ pour  
Honolulu où il doit assister à une confé-  
rence cruciale sur cette guerre vietna-  
mienne dont il tente déjà de se dégager un

peu. Intervenant à la télévision quelques  
heures après le drame, il dit: « L'Amérique  
choquée » par cet assassinat et « demande  
à tous les citoyens de renoncer à la vio-  
lence aveugle qui a frappé le pasteur  
King, qui vivait par la non-violence ». Et  
tandis que, du monde entier, affluent les  
télégrammes de stupeur et d'indignation,  
une véritable veillée d'armes commence  
en Amérique. Que se passera-t-il aux obé-  
ques, le 9 avril à Atlanta?

Débordés devant cette Amérique qui  
brûle, les compagnons du pasteur assas-  
siné tentent de faire entendre raison à la  
communauté noire. Coretta King, la  
veuve, deux de ses enfants à la main, a  
conduit elle-même à Memphis la marche  
à laquelle aurait dû participer son mari.  
Toute la nuit, les cent-quarante églises de  
la ville resteront ouvertes à la foule en  
prières. A peine brisé, le « rêve » de Mar-  
tin Luther King est lui aussi récupéré.

Nourri du courage et des convictions de  
cet homme si simple et généreux, un  
mythe s'est construit, déjà, se construisait. A qui  
prophétisait-il? A la Maison Blanche, où un  
président, sinistre lui aussi, mais assésant  
sous la tâche, s'efforce de réveiller les  
consciences blanches? Drapeaux en  
berne, journée de deuil national, minute  
de silence à la Bourse, tout est fait pour  
utiliser le climat émotionnel. Le gouverne-  
ment souligne avec une ostentation satis-  
faisante, que jamais pareilles mesures n'ont  
été prises pour honorer un Noir. A moins  
que, cette nouvelle « aura » posthume de  
King ne soit plus utile, finalement, à cette  
communauté noire qui, hier encore, était  
prête à le remettre en cause, lui et ses  
idéaux dépassés?

La réponse s'impose d'elle-même le  
9 avril. Plus de cent mille personnes sui-  
vent le corbillard, tiré par deux mules

les rues d'Atlanta, jusqu'à la petite église  
baptiste Ebenezer, dont il était le pasteur.  
Dans la foule, au coude à coude, outre le  
vice-président Humphrey et plusieurs  
membres du gouvernement, des acteurs:  
Marlon Brando, Sammy Davis; l'archevê-  
que de New-York Terence Cooke, le  
magnat Henry Ford II. Et, bien sûr, le  
« clan » Kennedy; Jackie, la veuve du  
président, et Robert, le frère, les « par-  
raîns » politiques de King, auquel John en  
pleine campagne électorale, en 1960, avait  
pris le risque d'envoyer une lettre de sou-  
tien. Dans cette séance d'exorcisme col-  
lectif que sont les obéques du pasteur  
assassiné, il y a comme la bonne  
conscience d'une unité retrouvée: le mar-  
tyr du militant noir profite à l'Amérique  
tout entière.

A peine si l'on pense à l'assassin, cet  
escroc de deuxième zone, James Earl Ray,  
qui sera arrêté par la police britannique le  
8 juin, alors que les Etats-Unis sont à nou-



ROUFF

par le FBI et ses nombreux autres ennemis  
à une lente mort politique. L'évolution  
même du mouvement noir, toujours plus  
radical, poussait, elle aussi, Martin Luther  
King vers les coulisses de l'histoire immé-  
diate. Depuis deux ans déjà, Stokely Car-  
michael et Willie Ricks avaient lancé le  
mot d'ordre d'un « black power » qui  
s'accommodait mal de l'illusion libérale  
d'un « dialogue intégrationniste ». Pour-  
tant, jamais la phrase de l'ancien prési-  
dent Eisenhower n'avait, dans sa sèche-  
resse lapidaire, été aussi désespérément  
vraie: « Ce n'est pas avec des armes que  
l'on changera les mentalités. »

Dix huit heures une, un soir d'avril à  
Memphis: les coups de feu ont claqués,  
Martin Luther King s'est effondré. Son  
plus proche collaborateur, Ralph Aber-  
nathy, se précipite, le prend à bras le corps,  
le soutient: « Mon dieu, Martin est tou-  
ché! ». A l'étage du dessous, où il  
s'occupe de la voiture, le jeune Jesse Jack-  
son, la « tête brûlée » de l'entourage de  
King, qui l'aimait pourtant bien, arrive lui  
aussi, mais il est trop tard. Le blessé a été  
transporté à l'hôpital Saint-Joseph en  
ville. Rapidement les médecins ne peuvent  
que constater le décès. Quelques heures  
plus tard, l'air buté et le pull-over ostensi-  
blement maculé de sang, Jesse Jackson,  
sans se démonter, explique devant les  
caméras de télévision qu'il est le dernier  
à avoir parlé avec le pasteur assassiné et que  
celui-ci est « mort dans ses bras ». A  
peine versé, le sang du martyr de la cause  
noire était « récupéré ».

Dans les minutes qui suivent l'annonce  
de la mort de King, des bandes de jeunes  
noirs parcourent les rues de Memphis  
mais bientôt aussi celles de Washington,  
où pillages et incendies se multiplient en  
plein centre ville, à moins d'un kilomètre

veau sous le choc d'un autre assassinat.  
Celui, trois jours plus tôt à Los Angeles,  
de Robert Kennedy. Le 10 mars 1969,  
devant le tribunal de Memphis, Earl Ray,  
extradé pour la circonstance, après avoir  
toujours protesté de son innocence, plaide  
coupable pour sauver sa tête. Au cours  
d'une audience unique, après un com-  
promis passé entre l'accusation et la  
défense, il est condamné à 99 ans de pri-  
son. Pour tout un pays traumatisé,  
l'affaire est classée, et ce, en dépit de  
nombreuses incohérences. Personne, là  
non plus, n'a vraiment envie de savoir sur  
quelles pétales vérités le « mythe King »  
a été fondé.

Vingt ans après, le message d'espoir du  
pasteur King, préservé pour l'éternité  
dans son mausolée de marbre comme la  
conscience de l'Amérique, a retrouvé  
toute son acuité: « Après chaque vendredi  
saint, disait-il, Pâques arrive... ». La  
Pâque noire américaine est encore un peu  
précoce, mais quel chemin parcouru!

Même si le pouvoir économique est trop  
inégalement partagé, les Noirs ont à pré-  
sent suffisamment de poids en politique  
pour le réclamer. Un obscur gouverneur  
de l'Arizona vient d'être destitué, pour  
avoir, entre autres « maladroites », voulu  
annuler le jour férié dédié à la mémoire  
du leader noir assassiné. Enfin, son turbu-  
lent protégé, Jesse Jackson, vient de mon-  
trer au cours d'une incroyable percée dans  
les primaires présidentielles, que sa croi-  
sade contre le « violence économique »,  
inspirée à bien des égards de King, pou-  
vait rallier aussi des suffrages blancs.

Les marcheurs de Selma ont eu raison  
de ne pas s'arrêter. Ils ne sont pas encore à  
la Maison Blanche, mais déjà aux mar-  
ches du palais.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

dimanche 18h15

en direct sur

CHARLES  
MILLON

animé par  
Olivier MAZEROLLE

avec André PASSERON  
et Daniel CARTON (Le Monde)  
Paul JOLY et  
Dominique PENNEQUIN (RTL)

RTL



## L'URSS et l'accord sur l'évacuation de l'Afghanistan

## Le rapatriement du contingent soviétique pourrait se terminer avant la fin de l'année

L'accord sur le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, annoncé le vendredi 8 avril, à Genève, devrait être signé le 14 avril au plus tard. Le rapatriement du contingent de l'armée rouge, qui devrait s'achever le 15 mai, pourrait se terminer avant la fin de l'année. Tout en se réjouissant de l'accord, la Maison Blanche a fait savoir que les Etats-Unis attendaient une ultime assurance de Moscou sur la poursuite des aides militaires aux camps en présence avant de se porter garants d'un document qui n'aborde que l'aspect international du conflit.

Le gouvernement américain s'est félicité d'un accord dont il avait

comme les trois autres parties prenantes (Moscou, Islamabad et Kaboul) - souligné l'annonce. Mais la Maison Blanche a indiqué, vendredi soir, qu'elle attendait toujours une réponse soviétique sur la proposition américaine de « symétrie positive » des aides soviétiques et américaines à leurs alliés locaux respectifs avant de se porter garants de l'accord. « Je pense qu'il y a de bonnes chances pour que nous allions de l'avant et nous portons garants », a toutefois déclaré M. Howard Baker, secrétaire général de la Maison Blanche. En d'autres termes, puisque Moscou entend conserver la liberté de poursuivre ses livraisons d'armes au régime actuel de Kaboul, Washington veut pouvoir en faire autant en faveur des résistants, étant entendu que chaque Grand Tienra compte

du niveau de l'assistance offerte par l'autre. Le document, selon M. Diego Cordovez, médiateur de l'ONU, évite soigneusement cette question cruciale. La résistance ayant, en effet, rejeté par avance l'accord et s'étant engagée à poursuivre le combat jusqu'à la chute du régime actuel de Kaboul, le retrait soviétique devrait déboucher sur un redoublement des combats, entre Afghans cette fois. Les Pakistanaïes n'ont donc pas obtenu, semble-t-il, ce qu'ils voulaient : l'armement d'un règlement politique susceptible d'encourager, dans des conditions de sécurité, le retour des réfugiés. Tout porte à croire que la guerre se poursuivra, la grosse masse des réfugiés - trois millions au Pakistan et deux millions en Iran - demeurera à l'extérieur des frontières afghanes, au moins pour un temps.

La « symétrie positive » est également contraire à la lettre des accords, puisque ces derniers prévoient une clause de non-ingérence, que doivent signer Islamabad et Kaboul. Or les armes étrangères destinées à la résistance transigent par le Pakistan. Autre contradiction : Islamabad s'apprête à signer un document avec un gouvernement, celui de Kaboul, auquel il dénie toute légitimité, tout en se ralliant, en fin de compte, aux exigences de la résistance, qui refuse toute coalition avec les communistes et entend les remplacer au pouvoir.

L'ONU n'en devrait pas moins annoncer, dès lundi, une signature qui pourrait avoir lieu jeudi en présence de son secrétaire général, M. Perez de Cuellar, qui, tout en se félicitant de l'accord, espère que les parties concernées « n'entrepre-

dront rien qui soit contraire à sa lettre ou à son esprit ». Dans une allusion à la poursuite des aides militaires étrangères à chaque camp en présence, il a ajouté : « Si l'on veut parvenir à la paix en Afghanistan, on n'y parviendra pas par des actions qui tendraient à raviver les hostilités ».

Le retrait soviétique donc, mais sans la paix. Résumant cette préoccupation générale, le médiateur de l'ONU, M. Diego Cordovez, a admis vendredi à Genève que l'accord était « imparfait » et qu'il « reflétait la réalité de la situation ». Mais il a ajouté qu'il représentait une « chance historique » à ne pas laisser passer. M. Perez de Cuellar a, pour sa part, parlé de « première étape dans les efforts entrepris pour mettre fin aux souffrances du peuple afghan ». « La bonne foi dans la mise en œuvre de

l'accord, a-t-il poursuivi, reste une condition-clé pour réaliser les objectifs qui lui sont inhérents ».

Samedi matin, en dehors du calendrier du retrait soviétique - qui s'étalera sur neuf mois, la moitié des effectifs étant rapatriés dans les trois premiers mois - on ignorait encore le contenu réel des documents. Une précision, cependant : une commission de douze observateurs militaires et civils de l'ONU (dont des Japonais, pour la première fois) surveillera la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan. En outre, le Haut Commissariat pour les réfugiés de l'ONU (HCR) a commencé ses préparatifs en vue d'un éventuel rapatriement des réfugiés afghans, et son haut commissaire, M. Jean-Pierre Hocké, qui se trouvait en Malaisie, a été rappelé d'urgence à Genève.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

## Pas de quoi pavoiser...

(Suite de la première page.)

Aparage des systèmes totalitaires même en voie de restructuration, ce décalage absolu entre les faits et les mots, entre la réalité et sa traduction, vise donc à tenter de faire oublier l'ampleur de l'échec essuyé par l'URSS en Afghanistan. L'intervention militaire avait visé à progresser vers le Golfe en faisant de l'Afghanistan un atterrisseur et il y a fort à parier qu'au bout du compte les bonnes relations que Moscou avait toujours entretenues avec Kaboul sont pour très longtemps compromises.

Il s'était agi aussi d'affirmer le droit de l'Union soviétique, même en position de détente, à étendre sa zone d'influence et d'entreprendre sa terminaison sur un retrait au lieu d'une avancée. Il s'était agi, lorsque la diplomatie soviétique faisait les gros yeux devant les condamnations internationales de montrer une fois de plus que la tactique du fait accompli finissait toujours par s'imposer et le bilan à tirer est exactement inverse.

Au terme de cette intervention, ce ne sont en effet ni l'indivisibilité ni l'irréversibilité de la progression territoriale du système soviétique qui sont démontrées, mais précisément sa reversibilité - ce qui n'est bon ni pour le niveau de confiance placée en l'URSS par plusieurs de ses alliés du tiers-monde, ni, à long terme, pour la stabilité politique des républiques musulmanes de l'Union, ni même pour la consolidation du statu quo dans ces démocraties populaires où l'imaginaire érode lentement la résignation.

Si l'on ajoute à cela qu'aucun gouvernement n'aimerait expliquer, ou même laisser se déchaîner, voir à sa population que tant de jeunes gens ont laissé leur vie ou leur jeunesse dans une folle entreprise de vieillards momifiés par la toute-puissance, la discrétion de Moscou se résume à une phrase : il n'y a pas de quoi pavoiser.

Et pourtant, si M. Gorbatchev a mis, dès son arrivée au pouvoir, en presque, tant d'obstacles et de souplesse à faire sortir son pays de ce bourbier, c'est que, perdues déduites, les dividendes de la lucidité sont jugés plus qu'appréciables.

L'invasion de l'Afghanistan avait, en décembre 1979, soulevé le glas de la détente. Aujourd'hui le retrait

d'Afghanistan ne fait pas que symboliser la nouvelle diplomatie soviétique mais lui ouvre aussi de nouveaux horizons, car cet accord est la première esquisse de règlement d'un des grands conflits régionaux de la planète.

Or toute l'ambition de l'URSS est de devenir - ou de redevenir sur certains des dossiers - un partenaire irréconciliable et indispensable de la défense de la stabilité internationale sur tous les points du globe. Sa diplomatie a lancé des offensives marquées vers l'Amérique latine et l'Asie. M. Ararat - ce n'est pas un hasard - est en ce moment même à Moscou pour des entretiens sur le

vité externe, et que le sourire de M. Chevardnadze était cent mille fois plus payant que le visage féroce de M. Gromyko.

Le début du retrait d'Afghanistan va précéder de deux semaines l'arrivée de M. Reagan à Moscou pour un nouveau sommet. Il y a de bonnes probabilités pour que les discussions sur les prochaines étapes du désarmement en soient facilitées et c'est un engrenage bénéfique qui semble bien se mettre ainsi en route pour M. Gorbatchev.

Ces succès diplomatiques, s'ils ne changent rien aux difficultés et défis que doit affronter M. Gorbatchev au sein de son propre appareil, font cependant de lui un homme indis-



FRANCIS TROUSSE

processus de paix au Proche-Orient. Les quotidiens de Moscou rendent compte de la situation au Panama comme si le sort de l'humanité en dépendait, et l'Europe - bien sûr - est l'objet d'une attention, d'égards et de réflexions stratégiques aussi flatteurs que pressants.

Bref, Moscou veut transformer l'essai qu'elle a réussi, en deux ans, avec le spectaculaire réenclenchement du processus de désarmement et parvenir à se réinsérer comme super-puissance dans le jeu international. L'ambition est logique et n'a rien d'irréaliste, elle est aussi vitale pour ce pays dont les dirigeants ont fini par comprendre qu'ils n'avaient plus les moyens économiques ni de l'immobilisme interne ni de l'agres-

sionnable car, incarnation de la nouvelle image internationale de l'URSS, il ne pourrait être mis à l'écart ou même réduit au silence sans que la partie internationale lancée par Moscou ne s'en ressente durement.

Il n'y a pas, aujourd'hui, de majorité à la direction soviétique disposée à prendre ce risque, et M. Gorbatchev se prépare ainsi à passer de l'éclat du sommet américano-soviétique à une formidable bataille : la dix-neuvième conférence du parti prévue pour la fin juin. Ordre du jour : la démocratisation interne du parti. Autrement dit, le moment de vérité de la démocratisation.

BERNARD GUETTA.

## Autopsie d'une erreur

(Suite de la première page.)

Les références enthousiastes à la guerre civile espagnole s'estompent au profit de récits crus et saignants décrivant la dure vie quotidienne d'Ivan Ivanov au pays des Afghans. Parallèlement, d'autres journaux mettent l'accent sur la triste condition qui est faite aux jeunes anciens combattants de retour en Union soviétique, sur leurs réactions de révolte ou d'échec à retrouver la corruption et l'indifférence de l'arrière.

Mais c'est à la fin de 1987 que tout bascule : alors que ce genre d'articles se multiplie et que la presse évoque ouvertement les pertes subies, les diplomates sovié-

tes n'hésitent plus à reconnaître en privé que la décision d'intervenir en Afghanistan a été une erreur, tout comme celle de déployer les fameux missiles intermédiaires SS 20, qui devaient entraîner les Occidentaux à mettre en place en Europe occidentale Pershing 2 et missiles de croisière. Ce genre de discours était particulièrement répandu dans les conférences du sommet de Washington, en décembre dernier, au cours duquel MM. Reagan et Gorbatchev ont beaucoup plus parlé du conflit afghan qu'ils n'ont bien voulu le reconnaître. On s'en rendit compte deux mois plus tard, lorsque M. Gorbatchev fit part de la volonté soviétique de commencer à évacuer l'Afghanistan à partir du 15 mai, qu'un gouvernement de coalition soit ou non mis en place à Kaboul. Mais les propos du secrétaire général consacrés aux conflits régionaux étaient encore plus révélateurs d'une « nouvelle pensée ». Evoquant péle-mêle la guerre d'Afghanistan, le conflit israélo-arabe, la guerre Iran-Irak, la situation en Afrique australe, au Cambodge et en Amérique centrale, il est recouru à un langage plus de chirurgien que d'idéologue. « Ce sont, dit-il, des plaies sanglantes capables d'engendrer des foyers de guerre sur le corps de l'humanité [...] Menée à bien le règlement politique en Afghanistan constituera une percée dans la chaîne des conflits régionaux ».

Comme par hasard, c'est la semaine suivante que l'hebdomadaire *Literaturnia* Gazette soulève le « problème » des responsabilités historiques. La tâche fut confiée à un journaliste-écrivain, Alexandre Porkhanov, qui s'était pourtant illustré dans le passé par ses articles

extrêmement conventionnels consacrés à la guerre en Afghanistan. Pour l'occasion, il changea de ton et écrivit à propos de la décision d'intervenir : « Des prévisions incorrectes ont été faites : les experts se sont trompés dans leur analyse de la situation en Afghanistan, des erreurs ont été commises par les spécialistes de l'islam, les diplomates, les politiques, les militaires ».

Nouvelle « bombe » dans la *Literaturnia* Gazette du 16 mars : le journal publie ce jour-là une lettre de l'académicien Oleg Bogomolov, l'un des conseillers économiques de M. Gorbatchev, qui est aussi directeur de l'Institut des économies du monde socialiste, un établissement prestigieux qui dépend de l'Académie des sciences. Que tient à préciser M. Bogomolov, un homme qui n'est pas connu pour ses « coups médiatiques » ? Tout simplement que le 20 janvier 1980, c'est-à-dire moins d'un mois après l'invasion de l'Afghanistan, son institut a fait parvenir aux plus hautes autorités un long document pour les mettre en garde contre l'aspect « illusoire et nocif » de l'opération. Parmi les facteurs négatifs soulignés par ce mémorandum, M. Bogomolov cite notamment « les conditions géographiques et sociopolitiques défavorables » qui régnaient en Afghanistan, où l'armée rouge aurait à combattre « non seulement l'armée rebelle de cercles afghans féodaux et religieux », mais aussi « les aides des Etats-Unis et des autres pays de l'OTAN, de la Chine, de l'Australie et des pays musulmans ». Toujours selon M. Bogomolov, son mémorandum constatait également que, « pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, nous devons faire face à un conflit où, contrairement aux guerres de Corée et du Vietnam, nous devons combattre avec nos propres troupes ».

## Des témoignages concordants

Dernier argument qui ne fut pas entendu : l'invasion de l'Afghanistan risquait de « mettre un terme au processus de détente », d'éliminer les chances de progresser sur la voie du désarmement et de réduire l'influence de l'URSS dans les pays non alignés, « tout spécialement dans le monde islamique ».

M. Robert Legvold, directeur de l'Institut Harriman, qui dépend de

l'université Columbia et qui fait autorité en matière de soviétologie, a-t-il rencontré à M. Bogomolov le mois dernier, lorsqu'il a effectué un voyage d'étude en URSS ? C'est probable, et il a sans doute rencontré bien d'autres responsables. Toujours est-il qu'il a affirmé à son retour aux Etats-Unis que plusieurs interlocuteurs lui avaient assuré que la décision d'envahir l'Afghanistan avait été prise par « une poignée de membres du bureau politique » de l'époque, sans consultations préalables. Et M. Legvold de citer les noms de Leonid Brejnev, Dimitri Oustinov, l'ancien ministre de la défense, Iouri Andropov, Mikhaïl Soudoulov, l'ancien gouverneur de l'idéologie, le « faiseur de rois » de l'époque de la stagnation, Andreï Kirilenko et Andreï Gromyko.

Mis à part M. Gromyko, l'ancien ministre des affaires étrangères aujourd'hui mis sur la touche au poste de chef de l'Etat, tous ces responsables ont une caractéristique commune : ils sont morts, et ne risquent donc pas de parler. Quant à M. Gromyko, en bon stalinien lui-même, cela fait longtemps qu'il a appris à se taire sur l'essentiel, comme le prouvent les deux tomes de Mémoires qu'il vient de publier à Moscou.

Mais d'autres responsables soviétiques qui ont toujours vivants confirment que la décision d'intervenir a été prise par une poignée de vieillards fatigués, incapables d'évaluer la situation. Notamment M. Arbatov. Le directeur de l'Institut d'études sur les Etats-Unis et le Canada, qui raconte volontiers avoir appris l'invasion alors qu'il se trouvait hospitalisé à Moscou, par un coup de téléphone de M. Anatoli Dobrynine, l'ancien ambassadeur aux Etats-Unis, qui était lui aussi hospitalisé. Selon M. Arbatov, ni l'un ni l'autre n'avaient été consultés ou préalablement mis au courant.

Tous ces témoignages ne valent pas, bien sûr, paroles d'évangile. Mais ils sont concordants. Ils pourraient bien être que les premiers d'une longue série, tant il est vrai que M. Gorbatchev a intérêt à prouver que, en évacuant - c'est la première fois - un pays où un gouvernement communiste avait été mis en place, il ne fait que corriger les erreurs de ses prédécesseurs.

JACQUES AMALRIC.

## Dix ans de crise et d'affrontements

## 1978

- 27 avril : le prince Mohammed Daoud est renversé et tué. Un Conseil révolutionnaire présidé par Mohammed Taraki prend le pouvoir. Les affrontements font trois mille morts. M. Karmal devient vice-premier ministre et une « résistance islamique » prend les armes.

- 5 juillet : M. Karmal est nommé ambassadeur à Prague.

- 17 août : échec d'une tentative de coup d'Etat.

## 1979

- Mars : soulèvement dans la région de Hérat. Environ trente mille morts. Hafizullah Amin nommé premier ministre.

- 16 septembre : coup d'Etat du premier ministre Hafizullah Amin et assassinat du chef de l'Etat, Mohammed Taraki.

- 27 décembre : intervention militaire soviétique. Le 28, Hafizullah Amin, assassiné, est remplacé par M. Karmal, nommé président du Conseil révolutionnaire.

## 1980

- 14 janvier : l'ONU demande le « retrait immédiat, inconditionnel et total des forces étrangères ». Elle réitérera ce vote chaque année.

- 27 janvier : union de mouvements de résistance en une « Alliance islamique ».

- 22 février : manifestations anti-soviétiques à Kaboul. Loi martiale et couvre-feu. Au moins trois mille morts. Le contingent soviétique est estimé par les Occidentaux à 120 000 hommes.

## 1981

- 8 et 9 septembre : violentes manifestations à Kaboul après le rappel des réserves.

## 1982

- Février : M. Diego Cordovez nommé médiateur de l'ONU dans le conflit.

- Avril : offensive de la résistance dans le Pakhtia.

- Mai-juin : offensive soviétique au Panjshir.

- 16 août : premiers pourparlers, à Genève, sous la médiation de l'ONU, entre Kaboul et le Pakistan.

- 30 octobre : « accident » dans le tunnel de Salang. Plus de mille morts, dont sept cents militaires soviétiques.

## 1983-1985

- Chaque année, d'avril à juin : grandes offensives soviétiques (Hérat, Panjshir, Kunar).

- En août 1985 : offensive soviétique dans la région de Khost (Pakhtia).

## 1986

- 4 mai : limogeage officiel de Karmal, remplacé par Najibullah, chef du Khad (police secrète).

- Octobre : retrait de six régiments soviétiques. La livraison de missiles anti-aériens, fournis à la résistance, provoquent des pertes aériennes soviétiques.

- Décembre : Najibullah lance sa politique de « réconciliation nationale ».

## 1987

- 15 janvier : proclamation d'un cesse-le-feu unilatéral par Kaboul et d'une amnistie. Ces décisions sont sans lendemain.

- Décembre : A Washington, où il rencontre M. Reagan, M. Gorbatchev annonce que Moscou a pris la décision politique de retirer ses troupes. Début de l'offensive soviétique pour ouvrir la route Gardez-Khost.

## 1988

- 8 février : M. Gorbatchev annonce que le retrait militaire soviétique s'amorcera, sous condition, le 15 mai et s'étalera sur dix mois.

- 9 février : le médiateur de l'ONU annonce que le retrait militaire soviétique s'amorcera, sous condition, le 15 mai et s'étalera sur dix mois.

- 2 mars : reprise des négociations « indirectes » de Genève.

- 7 avril : rencontre Gorbatchev-Najibullah à Tachkent.

- 8 avril : annonce d'un accord à Genève sur le retrait militaire soviétique.

## CHINE

## M. Li Peng est confirmé dans ses fonctions de premier ministre

PÉKIN.  
de notre correspondant

M. Li Peng a été confirmé, le samedi 9 avril, dans son poste de premier ministre qu'il occupait à titre intérimaire depuis novembre dernier. Son élection formelle par l'Assemblée nationale populaire apporte un sceau de légalité institutionnelle à un processus de rajeunissement de la direction chinoise décidé par M. Deng Xiaoping l'an dernier.

En outre, le Parlement chinois a élu le chef du parti, M. Zhao Ziyang, et le nouveau président de la République, M. Yang Shangkun, vice-présidents - dans cet ordre - de la commission militaire d'Etat. M. Zhao, qui était déjà premier vice-président de la commission militaire du parti, prend ainsi fermement en main la direction suprême de l'armée chinoise sous l'autorité personnelle de M. Deng et avec

l'appui de M. Yang. Ce fils de propriétaire foncier est le premier civil à s'imposer ainsi à la tête de l'armée chinoise.

Outre l'élection des six membres de la commission militaire, celle des présidents de la Cour suprême (M. Ren Jianxin) et du parquet suprême (M. Liu Fuzhi), le Parlement a également adopté samedi une réforme du gouvernement destinée à ramener le nombre des ministères et commissions de même rang de quarante-cinq à quarante et un. Cette réforme est présentée comme un effort de dégraissage sans précédent de la bureaucratie. Cependant, il n'est plus question que de « réduire les effectifs du personnel » en termes non chiffrés, et la promesse de transférer quelque vingt pour cent des cinquante mille employés de l'Etat aux échelons de production n'est plus mentionnée.

FRANCIS DERON.

هكذا من الاصل



## Amériques

HONDURAS : après les violents incidents anti-américains

### L'état d'urgence est proclamé dans les deux principales villes du pays

L'état d'urgence a été proclamé, le vendredi 8 avril, dans les deux plus grandes villes du Honduras — Tegucigalpa, la capitale, et San Pedro Sula — en raison des violentes manifestations qui, la veille, avaient fait, selon les autorités, deux morts et huit blessés devant l'ambassade et le consulat des États-Unis. Pour protester contre l'expulsion du hondurien Ramon Matta Ballesteros, « calé » présumé de la drogue, plus de trois

mille étudiants avaient attaqué les missions américaines dans la capitale. Qualifiant de « très sérieuse » l'attaque de leur ambassade, les États-Unis ont appelé, vendredi, leurs ressortissants à se rendre au Honduras, à repousser leur voyage « tant que la situation ne serait pas clarifiée ». En réussissant à mettre la main sur Ramon Matta Ballesteros, les Américains, en fait, réglaient une vieille querelle.

Pour Ramon Matta Ballesteros, la vie était presque devenue « un long fleuve tranquille ». Entouré de ses gardes du corps, distribuant parfois son argent aux pauvres qui campaient devant sa somptueuse villa de Tegucigalpa, il était sur le point de devenir un homme comme les autres. Pourtant, arrêté le 5 avril sur ses terres, le « parain » de la drogue hondurienne croulait en ce moment dans une prison américaine. Placé le soir même, sans ménagement et sans passeport, par la police de son pays sur un vol à l'expiration de la République dominicaine, il s'est retrouvé en situation irrégulière à Saint-Domingue et a été expulsé vers les États-Unis.

L'extradition étant proscrite de la Constitution hondurienne, le stratagème, digne des meilleurs romans d'espionnage, s'est révélé payant. Cette fois, pour Matta, la chance a tourné. Les services antidrogue américains (DEA) le traquent depuis le 7 février 1985. Ce jour-là, Enrique Camarena, brillant agent du DEA, ayant déjà démantelé plusieurs filières, vient de quitter le consulat américain de Guadalajara (Mexique) pour déjeuner avec sa femme. A peine sorti

du bâtiment, il est entouré par quatre hommes en armes, qui le poussent dans une voiture. Quelques heures après, Alfredo Zavala Ayalar, un pilote mexicain qui travaille occasionnellement pour le DEA avec Camarena, subit le même sort. Un mois plus tard, ils seront retrouvés. Morts.

#### A l'abri de la loi ?

L'autopsie révélera que Camarena et Zavala ont été torturés, brûlés et enterrés encore vivants. Ce sanglant épisode de la lutte anti-droge avait à l'époque failli déboucher sur un incident diplomatique entre les États-Unis et le Mexique. Après avoir rappelé son ambassadeur en consultation à Washington, M. Ronald Reagan lui-même avait envoyé un message d'indignation au président Miguel de la Madrid. Les autorités mexicaines procédèrent rapidement à l'arrestation d'une trentaine de personnes, dont trois officiers de police et neuf magistrats, soupçonnés d'avoir participé au meurtre des deux agents. Mais les cerveaux de l'affaire restèrent hors d'atteinte et parmi eux : Ramon Matta.

Les responsables américains sont formels : il est « avant tout un des tra-

## PANAMA

### Washington aggrave les sanctions économiques contre le régime du général Noriega

Un groupe de deux cent quatre-vingt-dix marines a quitté, le vendredi 8 avril, les États-Unis pour Panama, où au total huit cents membres de ce corps doivent effectuer des manœuvres dans la jungle. Cet exercice, a indiqué Washington, était « prévu depuis décembre dernier et n'a rien à voir avec les troubles actuels au Panama ».

WASHINGTON  
Correspondance

Comme on s'y attendait, le président Reagan a décidé de renforcer la pression économique sur Panama. Les mesures annoncées par la Maison Blanche, ont été prises en invoquant l'International Emergency Powers Act, une loi de 1977, adoptée à la suite de la prise des otages américains en Iran, qui donne au président la plus large autorité pour agir « en cas de menace imminente extraordinaire contre la sécurité nationale, la politique étrangère ou l'économie des États-Unis ». La loi avait été appliquée précédemment par le président Carter contre l'Iran, et par le président Reagan contre la Libye.

Les nouvelles mesures visent essentiellement à interdire aux compagnies américaines, et à leurs filiales au Panama, de payer leurs impôts et redevances au régime Noriega. Le gel des avoirs pana-

méens aux États-Unis avait déjà été décidé antérieurement. Néanmoins, le président ne s'est pas prononcé pour un embargo commercial total, estimant que cela affaiblirait si gravement l'économie du Panama qu'elle aurait du mal à se rétablir. D'autre part, M. Reagan a tenu compte des réactions négatives des leaders de l'opposition panaméenne, notamment du président déchu Delvalle, soucieux de ménager le peuple panaméen. Les officiels américains soulignent cependant que l'« ébranlement » du système financier du Panama aura un effet important sur le commerce. Affichant beaucoup d'optimisme, ils considèrent comme un succès les mesures décidées antérieurement. Alors qu'en fait c'est bien parce qu'elles n'avaient pas atteint les résultats recherchés que le gouvernement américain a dû envisager de nouvelles. En effet, invités à ne plus payer leurs impôts au Panama, les compagnies américaines ont hésité, en raison des pressions exercées par le gouvernement Noriega sur leurs filiales.

Apparemment, le département d'État maintient ses suggestions d'une action militaire mais que M. Carlucci, ministre de la défense, et les chefs du Pentagone continuent à s'y opposer. Engagé délibérément dans une guerre des nerfs, la Maison Blanche déclare ne pas exclure une action militaire, mais seulement en dernier ressort.

HENRI PIERRE.

## Europe

### Rappels à l'ordre dans le camp socialiste

● TCHÉCOSLOVAQUIE : haro sur les « forces anti-communistes ».

Le secrétaire général du Parti communiste tchécoslovaque, M. Milos Jakes, a dénoncé les agissements des « forces anti-communistes » dans son pays, notamment dans les milieux religieux, dans son discours d'ouverture d'une session plénière du comité central du PCT, le vendredi 8 avril, à Prague. « Ces derniers temps, les forces anti-communistes se sont efforcées, avec l'aide de certains mass media occidentaux, d'organiser la création de groupes d'opposition, de les inciter à des actions destinées à causer des troubles et de la tension dans notre société, en les masquant même derrière des motivations religieuses », a déclaré le numéro un tchécoslovaque, faisant notamment allusion à un rassemblement catholique pour la liberté religieuse, brutalement dispersé par la police à Bratislava (Slovaquie), le 25 mars dernier.

Pour le principal dirigeant tchécoslovaque, il n'est « pas question que le rôle dirigeant du Parti communiste soit affaibli. Au contraire, il doit être renforcé ».

● HONGRIE : « mise en garde ». Les autorités hongroises ont adressé, le vendredi 8 avril, une « mise en garde » à cinq membres fondateurs de l'organisation de jeu-

nesse indépendante à but politique — FIDESZ — leur demandant « de cesser leur activité », selon l'agence de presse hongroise MTI. L'agence qualifie cette organisation créée, le 30 mars, d'« illégale ». L'hebdomadaire hongrois Magyarorszag, par ailleurs, révèle que plus de 5 % des membres du PC de Hongrie, soit 46 000 personnes, avaient quitté le parti cet hiver à l'occasion du renouvellement des cartes.

● URSS : téléphones coupés. Les lignes téléphoniques de deux rédactions de bulletins indépendants en URSS, le Bulletin de la communauté chrétienne, de M. Alexandre Ogorodnikov, et Glasnost, de M. Sergueï Grigoriant, ont été coupées le jeudi 7 avril, a indiqué M. Ogorodnikov à Moscou. Un responsable des téléphones de la ville de Moscou, lui a déclaré que cette mesure, qui concerne aussi son domicile, était prévue pour six mois. Le téléphone d'un autre dissident, M. Valeri Senderov est coupé depuis novembre. — (AFP.)

● RDA : censure. Le gouvernement ouest-allemand a protesté, le jeudi 7 avril, auprès des autorités est-allemandes contre la censure exercée actuellement en Allemagne de l'est à l'égard de nombreux journaux religieux de RDA. (AFP-Reuter.)

## Proche-Orient

Après la mort d'une jeune Israélienne en Cisjordanie

### L'armée met en garde les colons contre des représailles

JERUSALEM  
de notre correspondant

En diffusant un compte-rendu des premiers résultats de l'enquête sur la mort d'une jeune Israélienne, il y a quelques jours en Cisjordanie, l'armée semble adresser un avertissement aux colons des territoires occupés.

Le message serait le suivant : « Toute opération de représailles serait d'autant plus inacceptable que le déroulement de l'affaire reste particulièrement confus ». Du moins selon l'information recueillie au vu des révélations faites ces dernières vingt-quatre heures sur les incidents qui se sont produits dans le village de Beit-Ah-Fawka (près de Naplouse). Car la version retenue n'est pas exempte de critiques à l'égard de deux adultes armés qui accompagnaient le groupe d'adolescents de l'implantation d'Elo-Moreh, pris à partie dans ce village.

Le groupe était en promenade mercredi dernier quand il a été agressé à coups de pierres par des jeunes Palestiniens, dont deux ont été tués par les accompagnateurs des adolescents israéliens. Il semble que ceux-ci aient alors accepté de quitter les lieux en traversant le village. Là, il y aurait eu de nouveaux jets de pierres et une bagarre, à l'issue de laquelle les deux gardes (dont l'un est grièvement blessé) auraient été désarmés. C'est peut-être à ce moment que la jeune Israélienne, Tirza Porat (quinze ans) a été tuée.

Mais, contrairement aux premières informations officielles, l'armée a indiqué qu'elle était aujourd'hui incapable de déterminer les causes de cette mort. Est-ce la pierre reçue à la tête par l'adolescente ou la balle qui a aussi été trouvée dans le crâne de Tirza Porat ? Ce dernier projectile paraît bien avoir été tiré d'une des armes des accompagnateurs. Nouvelle question : le coup est-il parti alors que les armes étaient encore aux mains des accompagnateurs, lors d'une bousculade pendant qu'on les désarmait, ou après ?

Le rapport indique que le groupe n'avait pas prévu l'arrivée de cette excursion, qu'il ne disposait pas des moyens de transmission radio adéquats, et enfin qu'un des accompagnateurs était connu pour être une tête brûlée responsable de voies de fait à l'encontre de Palestiniens.

Ces informations ont commencé à filtrer de source militaire, quelques heures à peine après les funérailles de la jeune fille, jeudi. Elles paraissent clairement destinées à empêcher que les colons ne profitent de l'explosion suscitée dans le pays pour se lancer dans des représailles. Dans le même temps, un peu comme si elle voulait donner des gages de fermeté, l'armée continue à dynamiser les maisons de Beitah dont les occupants sont soupçonnés d'avoir participé à l'agression. Huit ont été démolies vendredi, cinq autres jeudi.

ALAIN FRACHON.

## IRAN

### Elections sous les missiles irakiens

L'Irak a étendu, le vendredi 8 avril, ses tirs de missiles sol-sol et ses raids aériens à plusieurs villes d'Iran, au moment où la population iranienne se rendait aux urnes pour les premières élections législatives depuis 1984. Bagdad a annoncé le tir, à trois heures d'intervalle, dans la nuit de jeudi à vendredi, d'une série de quatre missiles contre Téhéran, à près de 500 kilomètres de la frontière, Qom (sud de Téhéran), Isfahan (centre) et Tabriz (nord). L'agence iranienne IRNA a confirmé la chute de missiles irakiens sur des quartiers résidentiels de Téhéran et d'Isfahan.

Depuis le déclenchement de la « guerre des villes », le 28 février dernier, l'Irak a affirmé avoir lancé au total 149 missiles sol-sol sur l'Iran, dont 114 sur Téhéran. Bagdad, qui se trouve à moins de 150 kilomètres de l'Iran, a pour sa part été la cible de 35 engins irakiens, selon les autorités irakiennes.

L'Irak a annoncé la chute, vendredi à 14 h 55 locales (10 h 55 TU), d'un missile sol-sol iranien sur un quartier résidentiel de Mossoul (nord de l'Irak), faisant « des morts et des blessés », dont des femmes et des enfants.

#### Une participation « remarquable »

En Iran, la population était appelée, vendredi, aux urnes pour élire les 270 députés du Majlis (Parlement), et l'imam Khomeiny a demandé aux Iraniens de prendre part massivement à ces élections législatives. Selon les observateurs, la participation risque cependant d'être affectée par les conséquences de la « guerre des missiles », les villes, notamment Téhéran, ayant été désertées par une grande partie de leur population.

Selon la radio, toutefois, la participation au scrutin a été « remarquable ». Sur le front, les soldats ont pu voter et les habitants des zones insécures par la route ont déposé leurs bulletins dans des urnes transportées ensuite par hélicoptère.

Des mesures ont été prises pour protéger les électeurs des tirs de missiles et des raids aériens irakiens. Des bureaux de vote ont été ainsi installés à proximité d'abris anti-aériels là où la situation le permettait. — (AFP, Reuter.)

## Afrique

### NAMIBIE

### Les pouvoirs de l'administrateur sud-africain sont encore renforcés

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

L'administrateur général de l'Afrique du Sud en Namibie, M. Louis Pienaar, sera doté de pouvoirs accrus, a annoncé, le vendredi 8 avril, le président Pieter Botha, à l'issue de sa première visite à Windhoek depuis la mise en place, le 17 juin 1985, du gouvernement intérimaire de ce territoire. A la tête d'une importante délégation de ministres, le chef de l'État s'est entretenu avec les membres de ce gouvernement dit « de transition » pour tenter de résoudre les nombreuses difficultés qui ont surgi au sein de cette instance et apaiser les manifestations d'opposition à l'égard du pouvoir de tutelle.

Parce qu'il était sans doute difficile de recueillir les morceaux, le président Botha a décidé d'accroître les pouvoirs de son représentant au détriment d'une institution qui était censée renforcer son autorité administrative sur le territoire et de rendre sa représentativité et son poids.

Désormais, M. Pienaar, ancien ambassadeur à Paris, pourra notamment appeler à des élections, prendre les mesures nécessaires contre les médias « qui promeuvent la subversion et le terrorisme » et dissoudre « les associations existantes ou à former leur pouvoir au gouvernement ». Le retour en arrière est patent.

La première pomme de discorde entre Pretoria et le « gouvernement » local réside dans la tenue d'élections régionales sur une base ethnique, souhaitées par Pretoria mais refusées par quatre partis sur les six qui composent

le gouvernement intérimaire, ces derniers considérant qu'il s'agit là d'une perpétration du système de l'apartheid. Deuxième grain de sable, le projet de Constitution auquel les autorités sud-africaines sont hostiles parce qu'il ne prévoit pas dans ses dispositions de garantie pour les droits de la minorité blanche. M. Pienaar a clairement indiqué, à plusieurs reprises, que la nouvelle Constitution devait être bâtie sur une ligne ethnique. En accord avec lui, deux dirigeants de partis membres de la coalition gouvernementale se sont retirés du Comité constitutionnel et se proposent de rédiger leur propre Constitution. En revanche, deux ministres de ce gouvernement menacent de démissionner si Pretoria est décidé à maintenir l'apartheid sur place.

Enfin, troisième source de friction entre le pouvoir sud-africain et le « gouvernement » de Windhoek, cette institution jugée « fautive », par les opposants de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest namibien) n'est jamais parvenue à élargir sa base et sa représentativité politique dans le territoire. Or c'était là l'une des missions que lui avait confiées Pretoria. Les nouveaux pouvoirs accordés à l'administrateur général vont encore réduire son peu de crédibilité.

Le chef de l'État avait, déjà à la fin du mois dernier, sérieusement compromis son rôle de puissance tutélaire en exemptant purement et simplement des tribunaux six membres des forces armées accusés du meurtre d'un vieux militant de la SWAPO, Immanuel Shifidi, le 30 novembre 1986. Un texte existe qui permet en effet de stopper le

processus judiciaire si des coupables uniformes ont agi « de bonne foi, dans le but de combattre le terrorisme dans la zone opérationnelle ». Or aucune de ces conditions n'était présente alors que les six étaient déjà accusés de meurtre. Cette affaire avait été ressentie comme une insulte au système judiciaire, « un abus de pouvoir » qui survient quelques jours après que le chef de l'État ait refusé la grâce aux « six de Sharpville » au nom de la séparation des pouvoirs entre l'exécutif et la justice.

MICHEL BOLE-RICHARD.

## Diplomatie

### Les relations économiques ont dominé la visite de M<sup>me</sup> Thatcher en Turquie

ISTANBUL  
de notre correspondant

Au cours de la visite de deux jours de M<sup>me</sup> Margaret Thatcher en Turquie, la première d'un chef de gouvernement britannique, quatre questions ont dominé la partie politique des entretiens. Le premier ministre turc, M. Turgut Ozal, a réclamé un soutien à la demande de son pays d'adhérer à la CEE. Mais M<sup>me</sup> Thatcher n'a pas fait mystère de sa préférence pour une réactivation du traité d'association de 1963 entre Ankara et la CEE.

En déclarant à ses interlocuteurs que l'OTAN réagirait à une attaque contre la Turquie de la même façon qu'à une agression contre tout autre de ses membres, elle a coupé court aux inquiétudes exprimées depuis un an sur les réticences allées à venir éventuellement en aide à la Turquie.

Sur la question de Chypre, le langage tenu par M<sup>me</sup> Thatcher n'a pas déçu à ses hôtes. Sans évoquer le retrait des troupes turques du nord de l'île, elle a apporté, comme la Turquie, son soutien aux initiatives du secrétaire général de l'ONU tendant à la création d'un État fédéral, et demandé qu'on profite de l'élection de M. Vassiliou et de l'espérance de sommet de Davos, entre M. Ozal et M. Papandréou, pour trouver une solution aux « problèmes des deux communautés ». La formulation, qui ne mentionne pas « la République turque de Chypre nord », prédictée par M. Denktash et reconnue par la seule Turquie, a été reprise par M. Ozal : celui-ci s'était déclaré, dans un entretien à la BBC à la veille de l'arrivée de M<sup>me</sup> Thatcher, prêt à participer à un sommet quadripartite avec M. Papandréou et MM. Vassiliou et Denktash, « dirigeants des deux communautés », à condition que ces deux derniers se rencontrent avant, ce que refuse

M. Vassiliou qui considère M. Ozal comme seul interlocuteur.

Les deux premiers ministres ont enfin souhaité la fin de la guerre du Golfe. M<sup>me</sup> Thatcher a rappelé son soutien à la résolution du Conseil de sécurité et s'est félicitée des efforts de conciliation déployés par la Turquie, qu'elle a remerciée pour sa contribution à la libération des passagers britanniques de l'avion koweïtien détenu en Iran.

Les relations économiques bilatérales ont dominé le reste des entretiens. La construction d'un troisième pont sur le Bosphore, pour laquelle les Britanniques ont fait une offre moins avantageuse qu'une société turque actuellement en position de l'emporter, était le plus important des contrats discutés. Aucune décision n'a cependant été prise à ce sujet, pas plus que dans le domaine des industries de défense, dans lequel M<sup>me</sup> Thatcher estime que les deux pays « peuvent coopérer beaucoup plus qu'aujourd'hui ». Tout en se félicitant de l'accroissement de 42 % en un an des exportations turques vers le Royaume-Uni, devenu le cinquième marché de la Turquie, elle a regretté que les importations anglaises n'aient augmenté que de 18 % en 1987.

MICHEL FARRERE.

### (Publicité) TUNISIE : LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR RÉVÈLE

Haïdr Ammar expose les grands problèmes de l'heure : le rôle de la religion, le statut de la femme, l'islamisme, la démocratie, la réforme du parti dirigeant.

Dans le numéro d'avril d'Arabes, en kiosques et en librairies 78, rue Joffroy, 75017 Paris Tél. : 46.22.34.14









## Politique

### Les candidats de la majorité en Aquitaine et en Alsace

#### M. Barre, imperturbable, « pense qu'il n'y a pas moyen de faire autrement »

PAU  
de notre envoyé spécial

Les décibels d'Elektrik Band de Chick Corea, les accents contrastés de Dave MacLain (*Secret Sensation*), les sonorités d'enfer de la terre entière ne changeront rien, jamais, à l'affaire : on se tient bien, calmement, sagement, patiemment dans les rassemblements de Raymond Barre, attendant bravement tout le temps qu'il faut l'arrivée et la prestation du candidat pour lui décerner les marques d'un enthousiasme réel mais sans excès, comme par crainte des remontrances d'un père aimé et sévère.

Tout de même, à Pau, le vendredi 8 avril, la patience fut un peu ébranlée. Un tout petit peu : rares lazzi, sifflets maigrelets. C'est que Raymond Barre était vraiment en retard. Horriblement en retard. Il était près de 22 h 10 quand le député de Lyon a pénétré sous le chapiteau où plus de trois mille de ses partisans l'attendaient — certains depuis près de trois heures.

La pluie, le brouillard, les quarts d'heure perdus au cours des étapes précédentes, Bordeaux et Bayonne, avaient bon dos. La cause essentielle de ce retard était... le retard.

Comprimer à douze minutes le rituel d'entrée, à la mairie de Bordeaux, avec le maître des lieux, Jacques Chaban-Delmas n'avait servi à rien. Parcourir d'un pas fort peu barbare la rue Sainte-Catherine pour un bain de foule et une tournée chez les commerçants n'a plus.

Avant de filer à Bayonne pour une autre réunion, l'ancien premier ministre sacrifia sagement, devant plusieurs centaines de partisans serrés dans une petite salle de spectacle, à un autre rituel : celui de l'union, en présence, d'ailleurs, de M. Jacques Chaban-Delmas, du ministre Jacques Valade et d'un certain nombre d'élus RPR.

Cérémonie moins fictive qu'ailleurs, peut-être, dans cette Aquitaine, terre d'élection de cette riche palette dont toutes les nuances s'organisent autour de la couleur radicale, au mépris des tons plus vio-

lents et sans trop tenir compte des commodités électorales et des sigles. A ses partisans assemblés, qu'ils soient dix ou qu'ils soient mille, M. Barre ne fait jamais l'injure du petit mot qui ne soit que de circonstance et calibré par le chronomètre des gestionnaires de tournées.

Ceux de Bordeaux eurent donc droit aux réflexions sérieuses et rigoureuses que le candidat Barre

#### Faux et arguments

C'est comme du Barre mais ce n'est pas du Barre. Un numéro pirate « spécial élections » de Faits et Arguments, la lettre mensuelle de l'ancien premier ministre circule depuis quelques jours dans Paris. Dix feuillets bien remplis présentant dans le détail « tout ce que vous voulez savoir sur Raymond Barre sans jamais avoir osé le demander ». Est-il gaulliste ? Est-il antisémite ? Pourquoi les républicains le détestent ? Ses convergences avec Michel Rocard. Ses liens avec la Trilatérale. Bref un minimum de faits pour un maximum de faux arguments et de ragots. Les baristes ont décidé « de saisir la justice pour qu'il soit mis un terme à cette tentative de manipulation et que les auteurs en soient poursuivis ».

distille imperturbablement en tous lieux. Un clin d'œil, un seul, une référence à « la récente épître de l'apôtre François aux Gaulois », bon mot rodé la veille.

Puis ce fut le départ, Bayonne, d'autres retards, et Pau enfin. Pau, où il était fatalement menacé d'une audacieuse comparaison longuement filée avec Henri IV avant de se voir promu « Béarnais d'honneur ».

Une fois cette cordiale menace mise à exécution par M. François Bayrou, député CDS des Pyrénées-Atlantiques, M. Barre partit, alors qu'à plusieurs centaines de kilomètres de là les derniers propos de son adversaire — ô combien explicite

désormais — François Mitterrand avaient déjà cessé de faire vibrer le chapiteau rennais.

Mais le député de Lyon ne cultive pas, comme le député Bayrou, le style distribution de prix. Imperturbablement plongé dans cet exercice de grave « lucidité », qu'il reconnaît à son auditoire, il a pour la fin de la soirée point le tableau d'une France de demain qu'il dirigerait volontiers si...

S'il ne montre ni « pessimisme » ni « morosité » dans ses variations inaltérables sur l'avenir de la France dans l'Europe et dans le monde, ses enjeux et ses risques, ni le plémont ni l'ample béatitude un peu floue ne s'y élisent jamais, même par effraction. Toujours, M. Barre barisse, sans jamais faiblir : « On va vous dire, mesdames et messieurs, que ce langage-là, on ne le tient pas en période électorale. Eh bien, moi, je vous le tiens parce qu'il n'y a pas moyen de faire autrement ».

#### Tenace et un peu gris

Ce langage ? « Si la France est gouvernée, si la France est défendue, si la France réussit à retrouver son dynamisme démographique [...], sa compétitivité et si cette France est en même temps une France solidaire, alors, je vous le dis [...], non seulement nous pourrions être fiers de notre pays mais notre pays sera à l'avant-garde de l'Europe que nous voulons construire ».

Ainsi va M. Barre, dans cette dernière ligne droite comme dans tous les tours de piste déjà accomplis : ferme, précis, tenace, un peu gris, censeur jamais lassé des errements d'autrui : « Nous savons ce que l'illusionnisme nous a coûté il y a quelques années ».

Ainsi va-t-il, agissant comme si « ceux qui souhaitent me gouverner, m'effacent, me marginalisent », n'étant pas en mesure d'y parvenir. Il est vrai que le député de Lyon s'est de longue date identifié à ce pari et qu'il n'y a désormais, comme il le dirait lui-même, pas « moyen de faire autrement ».

MICHEL KAJMAN.

#### M. Chirac soupçonne M. Mitterrand de préparer des « combinaisons » sur un projet « croupion »

STRASBOURG  
de notre envoyé spécial

C'est dit : M. Jacques Chirac attaque, désormais, M. François Mitterrand pour ce qu'il se donne, et non pour ce qu'il fut ou pour ce qu'il pourrait être soupçonné d'être encore. Finie l'évocation de l'éternel « candidat socialiste » ou celle de la liberté, l'éclatement de la liberté d'enseignement, à laquelle tout socialiste serait porté « par nature ». Fini le temps où, pour tenter de saisir son insaisissable adversaire, le premier ministre suscitait le spectre d'un retour, si le chef de l'Etat était réélu, aux années 1981-1984.

Le vendredi 8 avril, à Strasbourg, M. Chirac n'a parlé qu'une fois de « candidat socialiste » et, à cette exception près, s'est intéressé à « M. Mitterrand ». Certes, à ses yeux, lorsque le président de la République adopte pour slogan « la France unie », c'est « l'uniformisation, en réalité », qui est proposée, ce qui « implique, en général, le rabotage par le bas », promet un « déclin mou » et renvoie à une « caricature de la vocation sociale des uns », opposée à « la vocation économique des autres ».

Le clivage dont M. Mitterrand cherche, ainsi, à tirer parti est, selon M. Chirac, dépassé, car « personne en France, parmi les responsables politiques, ne veut exclure personne ». « Ceci, a continué le premier ministre, ne doit pas conduire à des combinaisons — passe-moi la rhubarbe, je te passe le séné — pour une formation de gouvernement sur un embryon de projet, un croupion de projet ».

Le « rassemblement » que veut, lui aussi, M. Chirac est « un rassemblement dans l'effort ». Il dispose, lui, d'une majorité qui est une, qui est soudée », et « il est légitime qu'il y ait une opposition ». « Que chacun, a-t-il dit, prenne ses respon-



David Smith - The Independent

stabilités. Que les uns assument celles du gouvernement, et les autres celles de l'opposition ».

Derrière le « flou » qu'entretient M. Mitterrand, M. Chirac n'entrevoit plus le socialisme, mais « un monde de vague [...], d'incertitude et, surtout, d'immobilisme ». « La France, a-t-il déclaré, a besoin de tout, aujourd'hui, sauf d'immobilisme. Aujourd'hui, il faut nous secouer si nous voulons assumer les responsabilités du renforcement des solidarités nationales, de l'efficacité économique indispensable et de la construction européenne de demain. C'est avec imagination, énergie et détermination que nous devons triompher de ces obstacles, et non pas en rêvant au coin du feu ».

Le premier ministre entend juger M. Mitterrand sur pièces, celles que le chef de l'Etat a fournies dans sa Lettre à tous les Français. Si ce qu'elle annonce n'est pas dénoncé par M. Chirac comme le socialisme

d'il y a sept ans, ce n'en est pas moins l'avenir. « L'enfer, a-t-il dit, est fait de bonnes intentions. Il ne suffit pas d'exprimer de bonnes intentions, il faut, encore, inspirer aux électeurs suffisamment confiance pour qu'on vous crédite de la capacité de les mettre en œuvre ».

Or M. Chirac n'a trouvé « ni dans le comportement de M. Mitterrand pendant la période où il avait le pouvoir, ni pendant la période où il l'avait perdu tout en restant à la tête de l'Etat, ni dans l'expression de son projet des raisons de considérer que celui-ci avait une véritable valeur ».

#### La « godille » du président

Après avoir déclaré « pas très convenable » le refus de M. Mitterrand de participer, comme M. Raymond Barre et lui-même, à l'émission « l'Heure de vérité », sur Antenne 2, M. Chirac a porté d'autres attaques contre le chef de l'Etat, accusé — sans être, cette fois, nommé — de « manque d'imagination » et d'entretenir le « brouillard ». C'est à l'évolution même de M. Mitterrand que le premier ministre s'en est pris en critiquant ceux qui avancent « à la godille, au coup par coup, au gré de convictions changeantes ». C'est à l'acteur de la Lettre qu'il faisait allusion en dénonçant les « incantations creuses ».

Cela n'a pas empêché M. Chirac de relever, dans le projet de son adversaire, une volonté de « reprise en main de l'économie par l'Etat et par le Plan », de même que celle d'« accroître les charges fiscales » pour, en définitive, « pénaliser ceux qui réussissent ».

M. Chirac parlait, au Parc des expositions, devant environ cinq mille personnes, au moment même où M. Mitterrand participait à son premier meeting, à Rennes. Les journaux télévisés ayant montré le candidat du PS traversant, à 20 heures, la foule de ses partisans, le candidat RPR a fait lui aussi, une heure plus tard, une entrée par l'arrière du hall et est passé au milieu des siens en serrant des mains. Il a tenu à donner à sa réunion, par sa longueur notoire, une ampleur comparable à celle qui se tenait en Bretagne.

Au premier rang des assistants, toute la fine fleur du centrisme alsacien était présente : MM. Daniel Hoefel, Marcel Rudolf et, même, M. Pierre Pflimlin. L'ancien président du conseil n'avait pas assisté au dîner-débat qui avait réuni dans sa ville, autour de M. Barre, deux mille cinq cents personnes. Il est, en effet, en désaccord avec le député du Rhin depuis que celui-ci s'est prononcé contre la cohabitation.

M. Chirac a rendu un hommage appuyé à M. Pflimlin et souligné l'« union », la « cohésion » et la « loyauté » de la majorité. A la fin de la réunion, M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat aux affaires sociales (CDS), est monté à la tribune. Il s'agitait seulement pour lui, a-t-il expliqué, de « chanter la Marseillaise », à côté du premier ministre, de M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, de M. Jacques Boyon, secrétaire d'Etat à la défense, et de M. Yvon Briand, secrétaire général du CNI. M. Zeller est trop patriote ou trop aimable. Cela va lui jouer des tours.

PATRICK JARREAU.

#### Un appel aux électeurs du FN

Dans un entretien accordé au *Figaro Magazine*, qui paraît le samedi 9 avril, M. Raymond Barre lance aux électeurs du Front national l'appel suivant : « Vous êtes attachés à un certain nombre de valeurs fondamentales pour l'avenir du pays. Vous n'hésitez pas à marquer votre fidélité au patriotisme, à une époque où cette valeur est quelque peu galvaudée. Vous n'hésitez pas non plus à marquer votre attachement à l'identité nationale, à laquelle les Français ont toujours été très fidèles. Vous n'hésitez pas à souligner que notre société doit respecter un certain nombre de principes, faute desquels régnerait le laxisme et l'anarchie. Sur ces points vous avez raison ».

#### M. Pierre Bousset sous les flashes

Flashes, micros et caméras. M. Pierre Bousset a donné, le vendredi 8 avril, sa première conférence de presse de candidat officiel à l'élection présidentielle. L'animation était inhabituelle dans le local austère du MPPT (Mouvement pour un parti des travailleurs), situé boulevard de Strasbourg à Paris, distant de quelques rues du siège du PCI (Parti communiste internationaliste), dont M. Bousset assure la direction depuis de nombreuses années sous le pseudonyme de « Lambert ».

Celui qui se présente comme « un vieux militant ouvrier depuis l'âge de quinze ans » souhaite avant tout faire connaître son mouvement qui, selon la formule consacrée, regroupe des « lambertistes », des socialistes et des communistes, officiellement neuf mille adhérents. Ceux qui en sont partis ou en ont été exclus sont beaucoup moins optimistes quant à la diversité des origines politiques et à la quantité des troupes fraîches. Homme discret qui évoque plus un père tranquille qu'un coupeur de têtes, bien qu'il ait marginalisé, rompu ou écarté successivement tous ses rivaux potentiels dans la sphère de direction, M. Bousset exerce un certain charisme sur plusieurs générations de militants dont certains sont aujourd'hui dans le sillage d'un autre candidat... M. François Mitterrand.

M. Bousset est un personnage complexe : militant de Force ouvrière et relation personnelle de

M. André Bergeron, dont l'hostilité au communisme est connue, il a participé, et même présidé en partie, à une conférence internationale à Caracas en 1987 « contre les plans du FMI », à laquelle participaient les PC de Cuba et du Venezuela.

Le MPPT, qui l'a désigné comme candidat à l'occasion de son deuxième congrès (le Monde du 21 novembre 1987), est doté d'une charte en quatre points : « Reconnaissance de la lutte de classes ; laïcité de l'école et de l'Etat ; liquidation des institutions antidémocratiques de la V<sup>e</sup> République ; indépendance réciproque entre les partis politiques et les organisations syndicales ».

Ce candidat ne donnera pas de consigne pour le second tour afin de « ne pas séparer ceux qui vont s'abstenir et ceux qui vont voter ». Dans l'immédiat, il préconise une augmentation des salaires de 10 % qui permettrait de « relancer la consommation et donc la production », tout en ayant l'avantage, à l'en croire, de résorber le déficit de la Sécurité sociale, institution où le PCI, par l'intermédiaire de FO, est très bien implanté. Défenseur des 643 000 malades que « Séguin a chassés du remboursement à 100 % », le candidat du MPPT est pour la suppression des TUC et des SIVP, contre le gel de 1 million d'hectares de terres agricoles et contre la décentralisation.

OLIVIER BIFFAUD.

#### LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

EN pleine campagne électorale, dans la saturation des discours qui se ressemblent, dans la confusion des notions de gauche, de droite et de centre, il est, encore possible, qu'il y ait, de redécouvrir la politique à la source. Là où elle s'élabore et puise ses forces, à la conjonction des valeurs qui empruntent à l'organisation archaïque des systèmes familiaux, aux traditions religieuses, aux crises historiques qui ont duré la société. Pour cela, il suffit de suivre Emmanuel Todd dans son exploration de « la nouvelle France ».

Ce jeune historien, expert en démographie, signe là l'un des essais les plus excitants qui soient par la richesse de son contenu érudite et l'acuité de ses conclusions qui remettent en cause bien des idées reçues. Non seulement, il apprend beaucoup, mais, de plus, il oblige à désapprendre, ce qui ne va jamais sans l'irriter.

En simplifiant à l'extrême, on dira toute l'habileté de l'auteur consiste à battre et à distribuer les cartes de France et de toute son intelligence à lire les données ainsi révélées. Ces cartes sont, par exemple, celles des pratiques et des crises religieuses, des coutumes successores, des types familiaux, des médias et des branches d'activité, des degrés de scolarisation et des résultats électoraux.

L'information anthropologique domine parce qu'elle fournit à Emmanuel Todd la matière première de sa thèse : « Le lien entre structure familiale et système idéologique, écrit-il, est le déterminant le mieux connu mais le moins puissant. Il n'est jamais évoqué par les hommes politiques ou par les électeurs, mais détermine silencieusement la segmentation fondamentale du paysage idéologique français par les valeurs de liberté et d'autorité, d'égalité et d'indépendance. Il définit l'opposition du socialisme et du communisme, de la droite catholique et de la droite laïque. Il est un inconnu de la vie politique ».

Il n'est pas indifférent que, dans le sud du pays, la structure dominante soit celle de la famille de souche, comprenant plus qu'un simple noyau familial, alors que le Nord et le Bassin parisien se caractérisent par le type nucléaire. La première privilégie la transmission lignagère, s'autoré-

gule, encourage la performance scolaire et véhicule les valeurs d'autorité et d'indépendance. La structure nucléaire, moins figée, développe des conceptions plus libérales et égalitaires. Ce schéma se nuance dans la pratique et sur le terrain en fonction des données historiques et économiques propres à chaque région, mais il se révèle d'une grande permanence.

L'autre thèse d'Emmanuel Todd est que le fond politique hérité de l'Ancien Régime, modifié

#### La carte d'identité de la France

par la Révolution et les autres formes de révolution que ce soit (scolaire, industrielle, culturelle) a imploré entre 1981 et 1986 par « décomposition des gauches et des droites ». On découvre, non sans surprise, que ce qui sépare les socialistes des communistes, le RPR de la droite classique, procède beaucoup plus de valeurs enfouies dans le passé de la communauté que de différences d'appréciation sur l'actualité. On mesure ce que le déclin du PC doit à la montée des classes moyennes et au fonds libéral du Bassin parisien, et ce que l'émergence du Front national emprunte à la déchristianisation (et pas seulement à la xénophobie anti-immigrés). On aura la révélation de la double nature du PS (autoritaire-interventionniste, icl et libérale, voire libertaire, là) et de la progression d'une enquête de valeurs. Il en résulte un flottement général car, observe Emmanuel Todd, entre autres notations originales, « la France ne souffre que d'une absence d'identification idéologique ».

Michel Charzat, député socialiste, aborde à sa manière à des conclusions analogues, et, en acteur engagé dans le combat politique, il en tire une conclusion militante s'agissant de son camp : il faut, dit-il, « redonner à la gauche son identité, en conservant la sienne à la France ».

L'auteur, qui est l'un des principaux lieutenants de Jean-Pierre Chevènement, tente donc de jeter les bases d'un projet pour la gauche puisque celle-ci a déjà en raies et égalitaires. Ce schéma se nuance dans la pratique et sur le terrain en fonction des données historiques et économiques propres à chaque région, mais il se révèle d'une grande permanence.

L'autre thèse d'Emmanuel Todd est que le fond politique hérité de l'Ancien Régime, modifié par la Révolution et les autres formes de révolution que ce soit (scolaire, industrielle, culturelle) a imploré entre 1981 et 1986 par « décomposition des gauches et des droites ». On découvre, non sans surprise, que ce qui sépare les socialistes des communistes, le RPR de la droite classique, procède beaucoup plus de valeurs enfouies dans le passé de la communauté que de différences d'appréciation sur l'actualité. On mesure ce que le déclin du PC doit à la montée des classes moyennes et au fonds libéral du Bassin parisien, et ce que l'émergence du Front national emprunte à la déchristianisation (et pas seulement à la xénophobie anti-immigrés). On aura la révélation de la double nature du PS (autoritaire-interventionniste, icl et libérale, voire libertaire, là) et de la progression d'une enquête de valeurs. Il en résulte un flottement général car, observe Emmanuel Todd, entre autres notations originales, « la France ne souffre que d'une absence d'identification idéologique ».

Pour en arriver là, et c'est tout l'intérêt de sa démarche, Michel Charzat s'interroge sur la notion de déclin, ce qui le conduit à retracer l'histoire de l'utilisation du concept de décadence. Il produit une synthèse brillante et poétique de nos défaillances nationales en les restituant dans leur environnement culturel et politique. L'auteur en résume l'unification et l'identité française ont toujours été des valeurs fragiles et qu'elles sont menacées, aujourd'hui encore, par le déclin démographique, le modèle culturel dominant, l'internationalisme économique. Elles doivent beaucoup au « génie républicain » et c'est, précisément, « une nouvelle synthèse républicaine » qu'il appelle de ses vœux.

Lois des calculs tactiques, au-delà des échéances électorales, ce travail n'en est que plus politique : parce qu'il exprime un engagement politique, certes, mais surtout parce qu'il appuie son énergie volontariste sur une réflexion culturelle globale touchant à tous les fondements de la cité.

« La Nouvelle France, d'Emmanuel Todd, 285 p., 110 F. « La France et le Déclin, de Michel Charzat, PUF, 174 p., 98 F.

« Décès d'un conseiller général socialiste de l'Aude. — Conseiller général de Lagrasse (Aude), et maire de Montauriol, Louis Angély (PS) est décédé, le lundi 4 avril, des suites d'une longue maladie.

[Né le 9 décembre 1932 à Montauriol (Aude), Louis Angély, directeur d'école, avait été élu conseiller général de Lagrasse en remplacement de M. Charles Alquier (PS), qui ne s'était pas représenté. Il était maire de sa ville natale depuis 1983.]

« Inhumation de la mère de Roger Hanin. — La mère du comédien Roger Hanin a été inhumée, le mercredi 6 avril, au cimetière de Rabio-Estagnol, à Antibes. Elle était âgée de quatre-vingt-deux ans. De nombreuses personnes, proches et amis, entouraient Roger Hanin et son épouse, Christine Gouze-Rénaud. Le président de la République et M<sup>me</sup> Mitterrand avaient envoyé une gerbe de fleurs avec leurs seuls prénoms : François et Danielle. — (Corresp.)







## Société

### MÉDECINE

#### La recherche sur le cancer

## L'inspection générale des affaires sociales dénonce le pouvoir excessif de l'ARC

Dans un rapport destiné à M<sup>me</sup> Michèle Barzach, ministre déléguée chargée de la santé et de la famille, l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) met en cause le fonctionnement « opaque » de l'Institut Gustave-Roussy (IGR) (1) de Villejuif. Ce document de plus de deux cents pages dénonce, d'autre part, le pouvoir de l'Association pour la recherche sur le cancer (ARC), un pouvoir que le président, M. Jacques Crozemarie, exerce « de manière quasi théocratique ». Autant de jugements que réfute le professeur Maurice Tubiana, directeur de l'IGR, dans l'entretien qu'il nous a accordé.

Ce rapport, demandé en février 1987, à l'IGAS, était notamment motivé par les nombreuses demandes de dérogations budgétaires présentées au ministère de la santé par la direction de l'IGR.

Après plusieurs mois d'enquête, les trois inspecteurs de l'IGAS, M<sup>me</sup> Catherine Bergeal, le docteur Claude Gubler — qui est aussi le médecin personnel de M. François Mitterrand — et M. Maurice Ramond ont rédigé un rapport qui date de décembre dernier et dont les grandes lignes sont aujourd'hui révélées par l'hebdomadaire médical français. Non seulement ce document met en cause le fonctionnement de l'un des plus beaux fleurons de la médecine française, mais il dénonce aussi les pratiques jugées trop interventionnistes de l'ARC au sein de la recherche médicale.

Avant toute chose, écrivent les inspecteurs de l'IGAS, « le prestige international de l'IGR, ses succès, ses efforts permanents pour l'innovation, ne doivent en aucune façon être remis en cause ». De même, le professeur Maurice Tubiana, directeur de l'IGR, « a-t-il, selon l'IGAS, une autorité incontestée dans le secteur de la recherche et de l'organisation médicale ». Cependant, les inspecteurs de l'IGAS

disent avoir relevé, au cours de leur enquête, « un malaise profond atteignant l'IGR dans ses fondements mêmes. Malgré une convivialité affichée et vécue par l'ensemble du personnel, malgré un souci partagé d'excellence dans les soins et l'innovation, de rigueur dans la vie quotidienne, la politique générale de la direction était contestée non seulement par les syndicats, mais par une large partie de l'encadrement ».

#### Des financements occultes

Selon l'IGAS, cette « contestation larvée » tient pour l'essentiel « à l'opacité des décisions, en particulier en ce qui concerne les moyens de mise en œuvre de la recherche, à la place non mesurée de cette dernière dans le budget de l'établissement et surtout aux rapports avec l'Association pour la recherche contre le cancer (ARC) (2), dont les liens avec la direction, d'une part, et avec certains chercheurs, d'autre part, ont créé une dépendance lourde et malsaine ».

Selon le rapport, « l'organisation de la recherche est insuffisamment maîtrisée et elle entraîne des surcoûts volontairement ou involontairement non évalués ». Plus loin, on peut lire que « l'ignorance volontaire des coûts et de l'intervention de financements occultes ont mis l'IGR dans un état de dépendance tel qu'il est susceptible de porter atteinte à la sérénité qu'exige la recherche scientifique ».

A l'origine de cette dépendance, l'ARC essentiellement, qui gère notamment cinq comptes pour l'Institut et qui a ouvert des comptes au nom de quarante chercheurs de Gustave-Roussy. Ainsi, peut-on lire dans le rapport, il a pu arriver que l'IGR « ignore la présence d'équipements se trouvant dans ses murs » : il suffit pour cela que ces appareils aient été commandés directement par des chercheurs et réglés par l'ARC. Principale conséquence : ces équipements peuvent engendrer des coûts de fonctionnement imprévus. Un exemple : un accélérateur

linéaire de particules (le Saturne III) avait été financé par l'ARC (7,9 millions de francs). Mais l'IGR a dû trouver ailleurs 2 millions de francs pour construire le bâtiment destiné à abriter cet appareil.

Selon les inspecteurs, l'IGR aurait dû présenter en toute logique à l'ARC « une liste d'investissements classés par ordre décroissant de priorité ». En réalité, l'ARC ne semble pas avoir appliqué cette règle puisque, selon le rapport, cette association « entend juger de la pertinence des investissements choisis et de la qualité de la recherche menée ». Parmi les différents critères retenus par l'ARC pour décider de l'attribution de ses financements, l'IGAS remarque que « les relations personnelles que M. Jacques Crozemarie, le président de l'ARC, peut entretenir avec l'un des chercheurs qui peut servir d'image publicitaire à l'association dans le public, pèsent à l'évidence aussi sur ses décisions ».

#### Pouvoirs

##### « quasi-théocratiques »

Plus encore, l'ARC arrivait même à concurrencer l'IGR : « L'énormité des moyens publicitaires mis en œuvre par l'ARC dans le public, remarque l'IGAS, la confusion volontairement entretenue par l'association à son bénéfice entre toutes les institutions hospitalières du plateau de Villejuif (services de cancérologie de l'hôpital Paul-Brousse, institut du CNRS, IGR, ARC), sa politique extrêmement active de séduction auprès des notables et d'appropriation de legs mal libellés, ne peuvent en effet être que de nature à concurrencer sérieusement l'IGR ». « Cette concurrence, remarque l'IGAS, est extrêmement préoccupante pour l'Institut ».

« Il existe, ajoutent les rapporteurs, un marché de la bienfaisance qui, comme tout marché, doit être surveillé. Il est tout à fait normal que l'IGR laisse sans réagir l'ARC inciter les donateurs à lui adresser tous leurs dons et legs pour la

recherche contre le cancer, à charge pour cette association de décider souverainement de leur attribution entre les institutions qu'elle souhaite selon ses propres critères ».

Les rapporteurs concluent : « Force est de constater que la dépendance de l'Institut vis-à-vis de l'ARC est telle que l'IGR ne peut plus se permettre de se défendre contre les initiatives de l'association sans mécontenter son président. Nous voyons là une preuve du caractère excessif de la dépendance de l'IGR par rapport à l'ARC ». D'autant plus que, comme le souligne le rapport, le président de l'ARC « entend ses pouvoirs de manière quasi théocratique ».

D'une manière générale, note le rapport, « la direction de l'IGR ne peut se permettre de critiquer les initiatives de l'ARC ». Il en est ainsi du projet de construction d'un vaste centre de dépistage anticancéreux que beaucoup de chercheurs dénoncent en privé et que personne ne critique publiquement. Preuve s'il en était, affirment les rapporteurs, de « la puissance de l'ARC au sein de la communauté de la recherche tout entière ».

F. N.

(1) Situé à Villejuif, l'Institut Gustave-Roussy (IGR) avait en 1987 un budget global de 735 millions de francs. Cette même année, 12,15 millions de francs avaient été directement versés à l'IGR sous la forme de dons et legs. Pour sa part, l'ARC avait versé, en 1986, 2 650 personnes travaillant à l'IGR dont 360 médecins et 220 chercheurs.

(2) L'Association pour la recherche sur le cancer (ARC) est, avec la Ligue nationale française contre le cancer, l'une des deux principales associations reconnues d'utilité publique chargées de recueillir des fonds privés au profit de la recherche sur le cancer. Représentant plus de deux millions cinq cent mille adhérents, cette association gère plus de sept cents comptes au profit de laboratoires de recherche établis en France. Présidée par M. Jacques Crozemarie, l'ARC édite un magazine trimestriel, *Fondamental*.

#### Le professeur Tubiana :

### « Rancœur et jalousie »

Le professeur Maurice Tubiana, directeur de l'Institut Gustave-Roussy, réfute en bloc les accusations contenues dans le rapport de l'IGAS. « Il est exact, nous a-t-il déclaré, que nous sommes en partie financés par l'ARC, et ceci pour une simple raison : depuis quelques années, notre budget est en légère régression en francs constants. Cette érosion budgétaire est incompatible avec le développement de la recherche clinique que nous avons engagée depuis dix ans. Notre règle de fonctionnement était que nous consacrons 5 % de notre budget à la recherche, il nous a donc fallu faire appel à l'aide privée. Et c'est pourquoi nous avons fait appel à l'ARC ».

Selon le professeur Tubiana, la contribution de l'ARC au budget de l'IGR est d'environ 20 %. « Dans ces conditions, ajoute-t-il, dire que nous sommes inféodés à l'ARC est donc déraisonnable. J'ajoute, d'autre part, que l'IGR ne représente que 6 % du budget total de l'ARC ».

« Cet argument que l'ARC nous donne, poursuit le professeur, n'a jamais servi à embaucher du personnel permanent. Nous l'avons seulement utilisé pour prendre quelques vacances, accorder des bourses à certains chercheurs et acquiescer du matériel. Mais il faut, en outre, savoir que, parallèlement, nous avons encouragé les dons et legs faits directement à l'IGR : en 1981, ce mode de financement était d'environ 2 millions de francs ; il est aujourd'hui de 25 millions. Soit plus que ce que nous donne l'ARC. Il faut ajouter à cela qu'une politique active de contrats avec l'industrie nous a permis de recueillir cette année environ 10 millions de francs ».

Selon le professeur Tubiana, ces sommes ont permis, d'une part, de développer les unités de recherche (l'IGR est de ce point de vue le premier centre en Europe) ; d'autre part, de développer la recherche clinique et l'immunothérapie. « Au total, indique le professeur Tubiana, nous avons fait de l'IGR le premier centre anticancéreux de France. Un centre qui peut se comparer avec les instituts les plus prestigieux du monde ».

Alors pourquoi cette ambiance parfois difficile au sein de l'Institut ? « Il est certain, répond le P. Tubiana, que cette politique très active a suscité beaucoup de rancœur et de jalousie ».

Concernant l'accélérateur de particules mentionné dans le rapport, le professeur indique que son acquisition était devenue nécessaire pour permettre d'irradier des moelles. « Grâce à lui, nous pouvons en faire aujourd'hui environ deux cents par an. Quant au bâtiment qu'il a fallu construire pour le loger, il a été entièrement financé par un don. Dans cette affaire, la Sécurité sociale n'a pas dépensé un centime ».

#### « Des hauts et des bas »

Sur le fond, comment juge-t-il ce rapport et les conclusions qu'il tire ? « Je crois, répond le professeur Tubiana, qu'à travers l'IGR, c'est en fait l'ARC qui est visée. Nos relations avec l'ARC ont connu des hauts et des bas. Mais dans l'ensemble, je veux dire que cette association nous a donné beaucoup de moyens. Et qu'elle ne s'est jamais immiscée dans les affaires de l'IGR. Cela dit, afin d'améliorer nos rapports, nous négocions actuellement une convention de partenariat. Il ne faut pas avoir une attitude dogmatique concernant les financements privés. Regardez ce qui se passe aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne. L'ajout d'un financements privés ne tienne pas : ce centre ne sera pas construit à Villejuif, mais à l'hôpital Saint-Louis de Paris... ».

Aujourd'hui, le professeur Tubiana dit ne pas comprendre ce qui a pu motiver un tel rapport. Arrière-pensée politique ? Jalousie des milieux médicaux vis-à-vis des centres anticancéreux et de leur statut particulier ? Dans quelques mois, ce cancérologue de réputation internationale va partir à la retraite. Le 1<sup>er</sup> octobre prochain, c'est le professeur Robert Flamant qui lui succèdera à la tête de l'IGR (l'arrêté a été signé il y a huit jours par M<sup>me</sup> Barzach).

FRANCK NOUCHI.

### JUSTICE

#### La mort de Guy Floch, ancien premier vice-président du tribunal de Paris

### Tendre juge

Guy Floch est mort, le vendredi 8 avril, à l'hôpital du Val-de-Grâce à Paris. Né le 15 mars 1923 à Rambervillers (Vosges), il commença sa carrière de magistrat en 1950 dans la France d'outre-mer, avant de rentrer en métropole en 1963 où il fut substitut à Corbeil (Essonne) avant d'être nommé, à Paris, substitut du procureur de la République jusqu'en 1973, puis successivement juge d'instruction (il instruisait notamment le dossier de Broglie), président de la cour d'assises et, en 1984, premier vice-président chargé des affaires pénales, poste qu'il venait de quitter.

Il faisait froid dans la longue galerie qui mène à la Cour de cassation. Les lumières s'éteignaient progressivement, et on venait de couper le chauffage. Par petits groupes magistrats et journalistes se pressaient en attendant l'annonce, le 10 décembre dernier, du dessaisissement sans précédent du juge Grallier dans l'affaire Michel Droit.

Parmi ces magistrats d'ordinaire plus discrets, Guy Floch avait tenu à venir. Il était malade et tout le monde le savait. Fatigué, le premier vice-président du tribunal de Paris, chargé des affaires pénales et de l'instruction, n'était plus au Palais que par intermittence, grignoté par une maladie dont il savait bien qu'elle ne lui laisserait plus de répit.

Mais Guy Floch, une fois de plus, avait décidé d'être là, en signe de solidarité. Les hiérarchies de la justice se faisaient rares, et se certains venaient en curieux, sa présence ne passait pas inaperçue. Un bel hommage à un « petit juge » en difficulté qu'il n'hésita pas à convoquer dans son bureau, le sacro-saint « 101 » avec ses collègues, autour d'une coupe de champagne, au moment où il était le plus durement attaqué. Cela ne

se voulait pas une provocation ou un pied de nez, mais un signe de tendresse, dont Guy Floch n'était pas avare. Aussi, lorsque, dans l'après-midi du 8 avril, la nouvelle, pourtant attendue, de sa mort s'est répandue, l'émotion n'a pas été feinte. On se souvient bien de cet homme, qui refusait de mener une vie de retraite et continuait à la racorder, « à peine bien être debout ». Au propre comme au figuré. Mais on se souvient aussi — dans une émotion unanime pour le monde de la justice — à sa saine rigueur, son courage professionnel et son indépendance.

Commencé en 1950 dans la France d'outre-mer sa carrière de magistrat se poursuivit, au début des années 60, comme juge d'instruction dans l'Essonne puis comme substitut à Paris. Il y fut nommé juge d'instruction en 1973, avant de présider les assises puis d'être nommé premier vice-président en octobre 1984.

#### Les prolongations manquées

A l'instruction, il ne manqua pas de grands dossiers : les enlèvements de Louis Hazzan ou de Guy Thodorof, le hold-up avec prise d'otages de l'avenue de Breteuil, l'affaire de la rue Touffier où « Carlos » abattit deux inspecteurs de la DST, et un ressortissant libanais. Mais le plus dur fut sans conteste l'affaire de Broglie où il dut, par des voies détournées, se procurer les rapports de police annonçant l'assassinat trois mois avant qu'il n'ait lieu et qu'il ne joignit pas — tenu par la parole donnée à son informateur — au dossier d'instruction.

« Il y a deux façons de faire son métier : rester dans son bureau et attendre que ça aille mieux, c'est l'attitude normale. On peut aussi

vouloir en savoir un peu plus. Il y a deux juges qui en sont morts. A-t-on le droit de se boucher les yeux et les oreilles ? J'ai pris mes responsabilités » déclarait-il lors du procès. Villipendé par l'avocat général, M. Marcel Dorville-Carter, en butte aux attaques du président de la cour d'assises, M. André Gressac, qui l'accusa d'avoir dissimulé des preuves, Guy Floch dut se défendre. Il le fit avec toute sa compétence et son porte, avec répugnance, l'affaire sur la place publique — et devant la justice — que bien des années plus tard lorsque, dans un livre vengeur *Seule la vérité blesse*, M. André Gressac lui sembla avoir dépassé les bornes de l'honnêteté et de la bienséance.

Président de la cour d'assises « il était généralement sans être faible » se rappelle un avocat. « Il ne cédait jamais au bon mot ou à l'effet facile, ni ne cherchait à faire rire aux dépens d'un accusé. Il fut distingué des magistrats des juges. Lui, c'était un juge, et c'est le plus beau compliment qu'on puisse faire ».

Sans a priori politique, « très égal avec tous », chaleureux, toujours attentif aux difficultés de « ses » juges lorsqu'il fut nommé premier vice-président et quand les rémissions de son mal le lui permettaient, Guy Floch devait, à soixante-cinq ans, prendre sa retraite en mars dernier. Mais dans un petit mot envoyé à tous les juges d'instruction parisiens — et à leurs greffiers — il leur annonçait : « Au terme d'une carrière de trente-sept ans, je m'apprête à jouer les prolongations en devenant juge au tribunal et appelle à célébrer ce modeste événement », autour d'un pot dans son bureau. Ils s'y seraient rendus avec bonheur, pour une fois solidaires. La vie n'a pas laissé le temps à Guy Floch de remplir.

AGATHE LOGEART.

### URBANISME

#### Faire revivre des quartiers malades

### Mantes-la-Jolie ville-laboratoire

(Suite de la première page.)

Le 9 mars dernier, Paul Picard a piloté à travers le Val-Fourré une vingtaine de spécialistes étrangers, réunis à Paris pour un séminaire international sur les quartiers en crise. Chicago, Glasgow, Budapest, Belgrade et maintes autres villes souffrent des mêmes maux que les nôtres.

Monsieur le maire n'a pas proposé de potion magique. Il a montré au contraire qu'au dépeuplement d'un quartier on ne peut opposer qu'une somme d'efforts multiples, coûteux, prolongés et dont les résultats peuvent être à tout instant remis en cause. L'idée forte, c'est qu'on ne salue pas un grand ensemble sans associer ses habitants. On a redécouvert en somme cette idée simple : seule la démocratie au quotidien, celle qui s'exerce au ras de l'asphalte, peut garantir le bon fonctionnement d'une collectivité.

Pour que la population « y croie » il faut d'abord lui offrir un minimum de confort. Sur les 8300 logements du Val-Fourré, près de la moitié ont été réhabilités ou sont en chantier. A l'intérieur, les appartements trop vastes sont coupés en deux et les ascenseurs modernisés. A l'extérieur, les tristes et maigres façades des immeubles sont doublées de parois isolantes, agrémentées de loggias et repeintes de neuf. Pour donner un peu de dignité aux entrées, les architectes les soulignent de frontons à colonnes. Dans les cours, les jardiniers municipaux sèment du gazon et plantent des fleurs, sans se lasser.

Autre condition du mieux-vivre : l'adéquation de logements aux besoins des locataires. Vaste problème, car la plupart des appartements sont attribués de manière autoritaire à des ayants droit qui sont trop contents d'avoir un toit pour réclamer autre chose. La préfecture, le maire, les grandes entreprises logent leurs « ressortissants » dans les locaux que chacun a contribué à financer. Aucune sou-

plexe dans ce système. Solution : une bourse des logements, imaginée par Paul Picard, de manière à faciliter les échanges. Mais ce sont des montagnes administratives à soulever.

Le chômage est évidemment un problème permanent qui ronge ces territoires, où l'on n'a pas prévu la moindre zone d'activité. Le maire de Mantes fait feu des quatre fers, mais avec de bien maigres moyens. Il offre aux entreprises qui voudraient s'installer chez lui des ateliers-relais à loyers très modérés. Il fait construire un « hôtel industriel » pour celles qui ne trouvent pas de locaux. Une petite équipe de « développement économique » cherche des repreneurs pour les commerces qui ferment. Premier succès : Lodeler va rouvrir l'une des grandes surfaces.

#### Du théâtre à domicile

Mais le problème numéro un reste la participation des étrangers aux activités collectives. Elle passe évidemment par leur intégration progressive, ce qui n'est pas une mince affaire. Malgré de véhémentes protestations, Paul Picard et sa municipalité ont accepté la construction d'une mosquée à Val-Fourré. Mais en même temps, ils ont ouvert une cinquantaine de locaux municipaux où les habitants peuvent se rencontrer. Les écoliers d'origine étrangère viennent, faire leurs devoirs à la bibliothèque, inaugurée en 1984. Ils y trouvent une aide que leur famille est incapable de donner.

Les parents sont conviés à des cours d'alphabétisation. Pour faire sortir les Maghrébines de leur foyer, on leur a offert un local, où elles se réunissent chaque après-midi, par dizaines, à l'écart des hommes, mais avec des Français. Des machines à tricoter et des tables de coupe pour la confection de robes sont à leur disposition.

Puisque les immigrants ne viennent pas au théâtre, c'est le théâtre qui va chez eux. Une troupe de comédiens va jouer dans les appartements d'HLM, soir après soir. Elle a ainsi touché deux mille spectateurs en trois mois.

Réussira-t-on à arrimer le Val-Fourré à Mantes-la-Jolie ? L'aide de l'Etat au développement social des quartiers doit prendre fin cette année. Paul Picard demande un nouveau contrat de cinq ans. « Nous avons réussi à éviter ici une explosion type Minguettes », dit-il. Mais rien n'est gagné. Il faut tenir jusqu'à ce que les enfants d'immigrés parviennent à l'âge adulte. Quand les Rachida et les Mohammed — qui sont français — prendront la place de leurs parents, alors le Val-Fourré pourra devenir un quartier comme les autres. Que Mantes soit une ville banale, dont on ne parle plus, c'est tout ce que je souhaite ».

MARC AMBROISE-RENDU.

### SCIENCES

#### Démission d'un nouveau responsable à FORSTOM

Le responsable de la Mission de l'information scientifique et technique (MIST) de l'Institut français de recherche en coopération pour le développement (ORSTOM), M. Jean-Yves Martin, vient de démissionner. En juin 1987, quatre chefs de départements avaient quitté l'organisme pour protester contre sa « remise au pas autoritaire » et la présentation d'un plan de reconstruction présenté par le nouveau président du conseil d'administration, M. François Doumenge, dans lequel le nombre des départements scientifiques passait de huit à cinq.

Dans sa lettre au directeur général de l'ORSTOM, M. Jean-Yves Martin indiquait qu'il a continué à assumer les responsabilités qui étaient les siennes depuis 1983 parce qu'il pensait « qu'il était possible (...) de mener une politique cohérente de l'information scientifique et technique hors des remous politiques ». Les derniers événements n'ont pas permis dans les circonstances présentes. Elles démontrent en effet une volonté de prise en main des outils d'expression scientifique et de contrôle de cette expression ».



## CINÉMA

Les sixièmes Rencontres de Quimper

### Nicholas Ray, témoin et martyr

Après la « glasnost » soviétique l'an dernier, Quimper nous invitait cette année à « revoir » Nicholas Ray, l'un des auteurs fétiches des Cahiers du cinéma.

Père fondateur de l'inspection au cinéma, modèle jamais renié de Jean-Luc Godard, Nicholas Ray a vécu, et jusqu'à son dernier soupir, le mythe d'un cinéaste-miracle, d'un cinéaste purificateur. « Je travaille très dur », précisait-il dans l'interview la plus personnelle de sa carrière (les Cahiers du cinéma, mai 1978), à aider les gens à lever leurs inhibitions.

Né dans le Wisconsin, au cœur de l'Amérique profonde, Nicholas Ray grandit en pleine dépression. Avec Elia Kazan et Joseph Losey, il symbolise cette génération de cinéastes américains confrontés à l'effondrement du mythe américain dans les années 30 et à celui du vieux Hollywood deux décennies plus tard. Entre les deux, la seconde guerre mondiale, que Ray ignore probablement pour des raisons de santé, et l'épisode du maccarthysme, à la fin des années 40, qu'il traverse sans encombre, à l'opposé de Losey et de Kazan.

C'est par l'entremise de John Houseman, le « découvreur » d'Orson Welles, qu'il échoue à Hollywood en 1947, chez RKO. Le studio, une des cinq majors de la profession, se lance alors dans l'entreprise la plus originale conçue par les années du rêve hollywoodien : recycler la production des films B, transformer les compléments de programme en œuvres de recherche, tourner des petits films libres mais réalisés avec l'appareil technique d'un grand studio. Nicholas Ray entreprend ainsi *They Live by Night* (les Amants de la nuit) : c'est un chef-d'œuvre.

Ses héros sont jeunes, ils s'aiment, ils courent à leur perte dans cette Amérique de la crise que le cinéaste esquisse à peine. L'un et l'autre (Farley Granger et Cathy O'Donnell) se trouvent liés par le simple hasard de la naissance ou des circonstances à de minables gangsters. Bonté, le garçon, y laisse sa peau, pour le malheur de Keechie, sa bien-aimée. Nicholas Ray esquisse en mineur, sans jamais forcer la note, la romance de pauvres amants à la dérive.

#### Révolte contre la famille

Le cinéaste partage sa carrière entre les studios de RKO où il est sous contrat et ceux de Columbia et de Republic. En 1952-1954, il réalise un très beau doublet : *Les Indomptables*, avec Robert Mitchum, et *Johnny Guitar*, avec Joan Crawford et Sterling Hayden. Sur fond de western, loin des rêves héroïques de John Ford, il montre une Amérique soudainement raciste, où seule compte la passion amoureuse. Le thème, frôlé dans *Les Indomptables*, devient le cœur du récit dans *Johnny Guitar*, avec ce héros de nulle part parti retrouver, dans un coin perdu de l'Ouest, la femme qu'il a aimée et violemment trahie, mais qui l'aime toujours à la folie. Et Ray met sur l'écran, physiquement, l'objet de cette passion, un Sterling Hayden d'une élégance, d'une souplesse féline à faire pâlir les danseurs étoilés du New York City Ballet.

En 1955, Nicholas Ray rencontre James Dean et *Le Fugitif* (ou *Rebel Without a Cause*). Moins beau, moins abouti, moins équilibré que *Les Amants de la nuit*, le film s'inscrit dans cette courte période qui nous sépare de la contestation des années 60, avec une force prémonitrice : révolte contre la famille, violence, quête d'un refuge, recherche d'une autre façon de vivre, perte

de la conscience. Le réalisateur entame une dérive vers le social, qui marque définitivement sa carrière et annonce tout ce qui va suivre. *Dernière le miroir* (*Bigger Than Life*, 1956) avec James Mason permet à François Truffaut, encore critique, d'écrire une de ses plus brillantes analyses (*Les Films de ma vie*, 1975). Toute l'œuvre du cinéaste sera désormais une ouverture sur son univers intime.

La trajectoire de Nicholas Ray s'infléchit de manière décisive après les événements de 1968 auxquels il est mêlé d'assez près, tant aux États-Unis qu'en France. Interrompu volontairement, sa carrière hollywoodienne n'est qu'un souvenir. En 1969, Ray est à Chicago pour le procès des Sept, révélateur de l'encroisement de l'establishment. Toujours à Chicago, il filme au pied levé les événements qui suivent immédiatement l'assassinat du leader noir Fred Hampton. Fin 1971, il part enseigner le cinéma au Harpur College, une dépendance de l'université de New-York ; il crée une communauté cinématographique au milieu d'une ferme qu'il a achetée. Deux films témoignent de cette expérience : *We Can't Go Home Again* (impossible de rentrer chez soi), une œuvre collective, et *I'm a Stranger Here Myself* (je suis un étranger ici), un documentaire de David Hejlskov. A la fin des années 70, il vit à New-York-même le bouillonnement culturel qui a suivi la contestation. Il meurt du cancer le 18 juin 1979, coréalisateur et interprète, avec Wim Wenders, du film le plus impudique de l'histoire du cinéma, *Nick's Movie*.

LOUIS MARCOTELLE.

À lire, deux récentes monographies de Nicholas Ray, par Pierre Guilant (éd. 1987, 59 F) et de Wagner (Rivages, 1987, 45 F), ainsi que le brochure publiée par Marc Ruscart à l'occasion des Rencontres (27, rue Chapelle-Rouge, 29000 Quimper), 50 F.

« Meurtre d'un cinéaste », un livre de Sydney D. Kirkpatrick

### Une enquête de King Vidor

Au lieu d'écrire une biographie de King Vidor,

Sydney Kirkpatrick retrace une année de la vie du grand cinéaste. Celle où ce dernier tente de résoudre l'énigme d'un meurtre vieux de quarante ans. Un véritable roman policier.

Qui connaît, aujourd'hui, William Desmond Taylor, célèbre réalisateur américain du cinéma muet qui dirigea Mary Pickford et Mary Miles Minter, dont il avait essayé de faire une nouvelle « petite fiancée du monde » ? Personne, même si l'on trouve sa trace dans un ou deux dictionnaires. Né en 1870, William Desmond Taylor est mort assassiné chez lui dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 février 1922, et l'on ne sait jamais qui était coupable du meurtre. On se souvient peut-être qu'à la même époque l'acteur Fatty Arbuckle avait été mêlé à un scandale de meurtres et que Hollywood pendant ces années folles avait mauvaise réputation. Mais encore ?

En 1967, King Vidor — il avait soixante-douze ans — eut envie d'écrire un scénario et de tourner un film sur le mystère Taylor. Quarante ans avaient passé ; il restait quelques témoins de l'affaire. Vidor se transforma en détective, remonta aux sources autant qu'il le put, découvrit bien des choses bizarres dans les anciennes enquêtes de police et, en fin de compte, la vérité. Pourtant, il n'écrivit jamais le scénario.

Tout cela serait resté dans l'ombre si un journaliste et réalisateur de courts métrages, Sydney D. Kirkpatrick, n'avait, dans les années 80, en préparant une biographie « autorisée » du grand King



King Vidor et Colleen Moore sur le tournage de « The Sky Pilot » en 1922

Vidor, est venu, par la famille et les amis, d'un projet secret de cinéaste en 1967. Il finit par découvrir les documents manquants pour cette année-là dans un coffre fermé de la maison d'invités de King Vidor à Beverly Hills. Et au lieu d'écrire une biographie de King Vidor, le journaliste écrit *« L'histoire de King Vidor en train de résoudre le meurtre de William Desmond Taylor »*. Un véritable roman policier auquel vous devez, si vous vous mettez à la lire le soir, une délectable nuit blanche.

On retrouve William Desmond Taylor, individu très complexe qui avait caché son nom véritable et son homosexualité (ce ne fut pas la cause de sa mort), et les mystères d'Hollywood en 1922, mais le personnage essentiel, intéressant, déterminant, est King Vidor. Le vieil homme, écarté des studios dirigés par des technocrates, rêve à son propre Hollywood, croise Gloria Swanson et ses contemporains survivants et reprend une idylle avec Colleen Moore, vedette, elle aussi, du cinéma muet, femme jadis aimée, ce qui va lui attirer la colère de sa troisième épouse Betty. A mesure qu'il lève le voile sur l'affaire Desmond, King Vidor précipite la brouille avec Betty. Elle le chasse de leur maison et lègue tous ses biens à son berger allemand Toby, qui mourut deux ans après... King Vidor.

L'intrigue est ténue comme dans les enquêtes menées par les détectives privés de Dashiell Hammett ou de Raymond Chandler, mais, puisque l'enquêteur et son biographe sont des hommes de cinéma, on a l'impression d'entrer directement dans un film où les époques se mêlent, avec des retours en arrière. Sydney D. Kirkpatrick est un habile homme : son livre est écrit et découpé comme un scénario. Si, en 1967 (on verra pourquoi), King Vidor avait des raisons de ne pas donner suite à son projet, une fois le mystère élucidé par lui, le récit — le film possible — ne peut plus aujourd'hui gêner quiconque.

#### Un monde de mensonges enfouis

Sydney D. Kirkpatrick n'avance rien qu'il n'ait vérifié, cite toutes ses sources, mais, lorsque sur les faits rapportés se greffent des conversations dont on sait bien qu'elles n'ont pu être sténographées, son imagination donne aux comptes-rendus la dimension cinématographique de la recherche du « Rosebud » dans *Citizen Kane*, d'Orson Welles, ou de *Toute la vérité sur Eve*, le film de Mankiewicz. C'est d'ailleurs ce qui est passionnant.

Partagé entre son projet et sa vie privée, le cinéaste-détective avance dans un monde de mensonges enfouis, de fantômes évoqués, de gens très âgés qui tiennent encore en mains des lambeaux du passé. L'actrice Mabel Normand, Mary Miles Minter et sa terrible mère et « impresario » Charlotte Shelby, assurent la pérennité de l'Hollywood mythique à travers les années, et l'on est parfois tout près de *Sunset Boulevard*. Par contre, en 1967, dans l'entourage de King Vidor, il y a bien des personnages familiers, telle la secrétaire Thelma Carr, avec lesquels on vit une chronique intimiste.

Rétro années 20, rétro années 60... il n'y aurait plus, en somme, qu'à distribuer les rôles. Pour peu que la nostalgie s'en mêle... JACQUES SICLER.

★ Meurtre d'un cinéaste. La vérité sur l'affaire qui secoua Hollywood, par Sydney D. Kirkpatrick. Editions Calmann-Lévy, 272 p., ill., 96 F.

## MUSIQUE

« L'opéra autrement » à Villeneuve-lès-Avignon

### Passerelles entre paroles et musiques

Penser « l'opéra autrement », tel est le but de l'atelier pédagogique « musique et théâtre » qui vient de se tenir à la chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon.

C'est bien pour ouvrir des voies originales que Claude Samuel, l'association Acanthes et la Fondation FNAC (1) ont organisé la rencontre « musique et théâtre » à Villeneuve-lès-Avignon : de jeunes comédiens et chanteurs, déjà professionnels, étaient rassemblés pendant douze jours pour étudier des méthodes vocales et gestuelles nouvelles avec des musiciens et des gens de théâtre.

Nos moines provisoires, les cinquante-trois stagiaires retenus (sur cent vingt postulants) évoluaient avec bonheur entre la maison du procureur, la salle gothique, le tunnel et la boulangerie des chartreux. Ils commençaient leur journée par un travail de la voix (avec Lorraine Nuber, la grande pédagogue acarienne) et de la « disponibilité corporelle » (avec Alain Maratrat ou Albert Jaton), expériences très enrichissantes pour certains, tant ces techniques fondamentales de la mise en condition physique sont souvent négligées.

L'après-midi, ils se partageaient entre quatre ateliers. Les deux Jean-Claude, Malgouère et Penchenat, associés au Festival d'Aix-en-Provence pour *Tancrède* et *Psyché*, faisaient porter leurs exercices sur le parallélisme entre la tragédie de Racine et l'opéra de Lully, les relations entre déclamation musicale et déclamation théâtrale.

C'est sous des formes très différentes que Georges Aperghis et Philippe Minyana établissaient des passerelles entre paroles et musique : par exemple à partir d'un texte surréaliste, tragi-comique, découpé en sections brèves enchaînées par une quinzaine de comédiens qui apportaient chacun leurs réactions, leurs émotions, poussées peu à peu au paroxysme ; cette « machine à fabriquer des paroles explosives », selon l'expression d'Aperghis, prenait alors l'intensité d'un film d'actualité ou d'une vision d'épouvante.

Deux autres ateliers étaient plus directement liés à des spectacles placés sous le signe du mythe. A partir des *Histoires sacrées* de Carissimi, « opéras miniatures où le sonnet du détail peut en permanence être réinterprété au point de vue de l'ensemble », Christian Gagneux amenait les chanteurs à inventer sur-mesure leurs gestes et leur mise en scène dans un va-et-vient permanent avec la musique en fonction de la personnalité de chacun : « Il faut trouver la bonne distance... celle au moment où tu es en scène, si tu es en scène ». Et bientôt la vérité de l'œuvre (*Jephté*, le *Jugement de Salomon*) jaillissait, dans le réseau serré d'une analyse dramatique et la réponse instinctive, puis codifiée, de l'interprétation. Sans costumes, sans décors, par la seule évidence scénique et musicale, on était pris.

Même force envoûtante dans l'atelier de Farid Paya, l'auteur de *l'Opéra nomade*. Ici aussi on part d'un thème antique, mais la création s'étend du geste au canevas de l'action et à la musique. Tel un sorcier, Paya modèle l'improvisation, fondée sur quelques bribes de texte français et des chants populaires orientaux ou inventés, qui s'enfile jusqu'à la transe.

Ces stages forment un excellent prolongement du cycle pédagogique estival mené par le centre Acanthes dans cette même chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon, qui revêtira cet été (2) un éclat particulier avec la présence de Pierre Boulez et la création de *Repons* dans sa version définitive.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) « L'opéra autrement » est financé à hauteur de 300 000 F environ par la Fondation FNAC (400 000 F), le conseil supérieur du mécénat au ministère de la culture, le conseil régional de Languedoc-Roussillon et le SACD, les stagiaires versant un droit de 600 F, souvent pris en charge par une bourse.

(2) Du 4 au 20 juillet (renseignements : Acanthes, 146, rue de Rennes, 75006 Paris).

RECTIFICATIF. — Par suite d'un défaut de transmission, une erreur s'est glissée dans l'article de Jacques Lonchampt, *Le Monde* du 6 avril. Il ne s'agit pas de « paro » mais de « Pâques » musicales.

## ACTION CULTURELLE

Une salle pluridisciplinaire près de Central Park

### La ligne Paris-New-York

Montand, Messiaen, Cocteau, Malle et Co : la France à la (2<sup>e</sup>) conquête de l'Amérique.

L'Institut français de New-York et l'Alliance française bénéficient d'une nouvelle salle de spectacle à quelques pas de Central Park. Situé 55, East 59<sup>e</sup> rue, le Florence Gould Hall — 400 places — est un espace pluridisciplinaire. Il sera voué au théâtre, au concert, au ballet et au cinéma. Il sera également office de salle de conférences et de congrès.

Financée en partie par la fondation Florence Gould, une riche Américaine qui vint longtemps à Paris et fut une mécène des arts et lettres, — la construction du centre correspond, selon l'architecte Peter George, au dernier cri de la technique dite « d'acoustique variable » : les murs, les éléments de la scène et les plafonds sont en effet mobiles et peuvent assumer une variété de positions, à la recherche de l'angle optimal.

Le nouvel espace a été inauguré le mercredi 6 avril, avec la première américaine des *Parades de la tour Eiffel*. L'œuvre de Jean Cocteau a été exécutée par une troupe composée à la fois de Français (mise en scène) et d'Américains (chorégraphie et direction d'orchestre).

De même, les 14 et 15 avril, hommage sera rendu au compositeur Olivier Messiaen, à l'occasion de son quatre-vingtième anniversaire. La première soirée sera consacrée à *Des canyons aux étoiles*, avec Yvonne Loriod au piano et l'orchestre de l'Église Saint-Luke de New-York. A la fin du mois, le Groupe de recherche chorégraphique de l'Opéra de

Paris y fera ses premiers entrecroisements new-yorkais.

Enfin, la première manifestation cinématographique se déroulera début mai, avec une semaine consacrée aux films où la musique tient un rôle important, de *Don Giovanni* de Joseph Losey (et Mozart) à *l'Alexandre Nevsky*, d'Eisenstein (et Prokofiev).

En attendant, en collaboration avec le Musée d'art moderne (la Cinémathèque de New-York) et sous l'égide de Perspectives du cinéma français, s'est ouvert, le 8 avril, un cycle de films français inédits (aux États-Unis). Au programme, entre autres : *Tandem*, de Patrice Leconte ; *Fous rires d'ange*, d'Édouard Lémery ; *Les Kéufs*, de Joanne Balasko ; *Le Cri du hibou*, de Claude Chabrol ; *Travelling avant*, de Jean-Charles Tacchella ; *Les Innocents*, d'André Téchiné ; *Agent trouble*, de Jean-Pierre Mocky, le double Agnès Varda-Jane Birkin ; *Jane B. par Agnès V.*, et *Kung fu Master*. Nathalie Baye, Joanne Balasko, Jean-Claude Brialy et Agnès Varda feront le voyage pour « faire sonner les tambours », comme disent les Américains.

Toujours dans le cadre de ces Perspectives, seront exposées une série d'affiches de films français (collection de la Cinémathèque et archives de Martin Scorsese), et un hommage sera rendu à Louis Malle, qui saura mardi prochain s'il a obtenu l'Oscar du meilleur film étranger à Hollywood.

Enfin, soirée de gala et de bienfaisance, le Lincoln Center et la Film Society rendront un grand hommage le 25 avril prochain à Yves Montand.

HENRI BEHAR.

● PHOTO : prix Nippee 1988. — D'un montant de 70 000 F, grâce à la Fondation Hewlett-Packard, le prix Nippee 1988 a été attribué au photographe japonais Keiichi Tahara pour sa série sur les statues et ses portraits. Organisé par l'association Gens d'images, sur un mode de sélection différent, ce prix nouvelle formule est destiné à couronner une œuvre déjà confirmée.

Agé de trente-six ans, Tahara est largement connu en France, où il réside depuis 1972, et à l'étranger. Outre une exposition en juin au CNP, son travail fera l'objet d'une rétrospective à l'Espace Photo de Paris, du 20 septembre au 6 novembre prochains.

## THÉÂTRE

### Robert Hossein met en scène la Révolution de 1789

Le metteur en scène Robert Hossein avait pour la célébration du bicentenaire de la Révolution de grandes ambitions : un film de long métrage pour le cinéma et une série de six heures pour la télévision, écrits par l'académicien Alain Decaux, l'écrivain Daniel Boulanger et son complice Georges Soria. Mais, par manque de temps — le film n'aurait été achevé qu'en 1990 — et surtout par manque d'argent — « nous n'avons obtenu aucun soutien des pouvoirs publics » — il a dû renoncer, « avec déception et nostalgie » à ces projets.

Il en a suivi fait plus pour décourager celui qui avait mis en scène il y a déjà longtemps Danton et Robespierre. Devançant l'appel, Robert Hossein proposera au public dès le 18 novembre prochain un spectacle nouveau : *la Liberté ou la Mort*, signé

Decaux et Soria, sur la grande scène du Palais des congrès de Paris. Avec le soutien de ses seuls producteurs — le Palais des sports, Alap-Lumbroso, Roland Hubert, peut-être rejoints par TF1 — il retracera, avec la complicité du public assis en une sorte de forum, « l'histoire des hommes qui ont contribué à la naissance des droits de l'homme, depuis la mort de Louis XVI jusqu'au Directoire ». Les spectateurs, comme pour l'affaire du courrier de Lyon, dernière mise en scène de Robert Hossein, jugeront en leur âme et conscience de l'attitude du roi, des montagnards et des girondins, de Danton, Desmoulins, Robespierre, Saint-Just et de tous ceux qui se sont opposés, livrés un combat sans pitié, sans appel, tous dignes de foi.

هكذا من الاصل











# Chronologie

## ÉTRANGER

2. - **AFGHANISTAN**: Les négociations indirectes entre Kaboul et Islamabad reprennent à Genève sous l'égide de l'ONU. Après une entente sur les modalités du retrait soviétique, dont Moscou précise, le 14, qu'il aura lieu même si aucun accord n'est signé à Genève, les pourparlers restent bloqués sur deux points: la mise en place d'un gouvernement de transition, demandée par le Pakistan; l'arrêt simultané des livraisons d'armes soviétiques et américaines, réclamé par Washington, mais refusé par Moscou (du 3 au 31).

2-3. - **EST-OUEST**: Les chefs d'Etat et de gouvernement des seize pays membres de l'OTAN, réunis à Bruxelles pour un sommet extraordinaire, souhaitent l'ouverture rapide de négociations sur le désarmement conventionnel en Europe afin de mettre fin à la supériorité des forces militaires classiques du pacte de Varsovie. La modernisation des armes nucléaires tactiques américaines stationnées en Europe n'est pas mentionnée dans la déclaration générale en raison des divergences apparues entre les seize sur ce sujet. M. Mitterrand et Chirac, tous deux présents à Bruxelles, se montrent satisfaits des résultats du sommet (du 1<sup>er</sup> au 5).

3. - **BANGLADESH**: Les élections législatives, boycottées par les deux grands partis de l'opposition, qui ont multiplié depuis le 10 novembre 1987 les mouvements de protestation contre le régime du général Ershad, sont marquées par la fraude et une forte abstention. Le Jatiya, parti du président Ershad, remporte 238 des 279 sièges à pourvoir (du 5 au 8 et 29).

3. - **LIBAN**: M. Ralph Shray, le ressortissant ouest-allemand enlevé le 27 janvier à Beyrouth-Ouest, est libéré par ses ravisseurs sous la pression de Damas (4 et 5).

3. - **MEXIQUE**: L'opération de conversion de dettes en obligations garanties par des bons du Trésor américain ne concerne que 3,6 milliards de dollars sur une dette extérieure globale de 105 milliards (du 5 au 8 et 12).

4. - **ISRAËL**: M. George Shultz regagne Washington après avoir remis aux autorités israéliennes un plan de paix qui prévoit d'organiser dès cette année, sous les auspices d'une conférence internationale, des négociations israélo-arabes sur l'autonomie de la Cisjordanie et de Gaza. Alors que M. Shimon Pérès, ministre des affaires étrangères (travailliste), se montre favorable à ce plan, M. Itzhak Shamir, premier ministre (Likoud), le déçoit. Il confirme son opposition lors d'entretiens avec MM. Reagan et Shultz, les 15 et 16, à Washington (du 1<sup>er</sup> au 18, 22, 23 et 24).

5. - **CHINE**: Au Tibet, de nouvelles émeutes anti-chinoises à Lhasa font au moins huit morts selon les témoins. Pékin condamne les émeutiers, mais réaffirme la politique d'ouverture officiellement en vigueur au Tibet (3, du 6 au 12 et 31).

6. - **TCHÉCOSLOVAQUIE**: Plus de cinq mille personnes assistent à une cérémonie en faveur des libertés religieuses dans la cathédrale de Prague (8, 27-28 et 29).

7. - **ISRAËL**: Trois Palestiniens venus d'Egypte prennent en otages les passagers d'un autobus dans le désert du Néguev. Lors de l'assaut donné par l'armée israélienne, les trois membres du com-

mando sont tués ainsi que trois civils israéliens (8, 9 et 10).

8. - **ÉTATS-UNIS**: M. George Bush remporte largement les « primaires » organisées dans dix-sept Etats du Sud, alors que, chez les démocrates, trois hommes se détachent: M. Michael Dukakis, gouverneur du Massachusetts, le pasteur noir Jesse Jackson et M. Albert Gore, sénateur du Tennessee. A la fin du mois, le vice-président Bush est assuré d'obtenir l'investiture du parti républicain, mais M. Dukakis, tout en se maintenant en tête, ne réussit toujours pas à s'imposer aux démocrates (3, du 5 au 15, 17, 22, 24 et du 27 au 31).

10. - **INDONÉSIE**: Le président Suharto est réélu par acclamations pour un cinquième mandat de cinq ans par l'Assemblée consultative du peuple (4, 11, 12 et 23).

10. - **VIETNAM**: Mort de Pham Hung, premier ministre depuis juin 1987. M. Vo Van Kiet, partisan des réformes économiques, lui succède par intérim (12 et 13-14).

11. - **ESPAGNE**: La fusée européenne Ariane, après un lancement réussi, met en orbite les satellites de télécommunications américains Spacenet III et français Telecom 1C (11, 13-14 et 15).

11. - **ITALIE**: M. Giovanni Goria, chef du gouvernement depuis juillet 1987, présente sa démission. Après une crise en février, il avait accepté de se retirer une fois le budget voté (12, 13-14, 18 et 29).

11-13. - **AUTRICHE**: M. Kurt Waldheim, chef de l'Etat, se tient à l'écart des cérémonies officielles célébrant le cinquantième anniversaire de l'Anschluss, l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne. Les autorités reconnaissent que l'Autriche, en 1938, a été à la fois victime et actrice de l'aventure hitlérienne (du 11 au 15).

14. - **FRANCE-RFA**: M. Mitterrand s'entretient avec le chancelier Kohl à Durbach en Forêt-Noire (6-7, 15 et 16).

14-18. - **URSS** - **YUGOSLAVIE**: M. Mikhail Gorbachev se rend en visite officielle en Yougoslavie. La déclaration commune, publiée le 18 à Dubrovnik, réaffirme que doit primer « le respect mutuel des voies différentes dans l'édification du socialisme » (du 13 au 21).

15. - **GRANDE-BRETAGNE**: Le projet de budget pour 1988-1989 prévoit un excédent de 3 milliards de livres (31 milliards de francs) ainsi que d'importants allègements fiscaux: le nombre des taux de l'impôt sur le revenu passe de six à deux (40% et 25%), la tranche supérieure étant réduite de 60% à 40%. L'opposition travailliste dénonce cette réforme qui favorise les plus riches (2, 17, 18 et 26).

15. - **HONGRIE**: Près de dix mille personnes manifestent à Budapest à l'appel de l'opposition, en principe pour commémorer l'insurrection de 1848. La crise économique a vivifié le mécontentement de la population (17).

17. - **AFRIQUE DU SUD**: Après de vives pressions internationales, la Cour suprême diffère de quatre semaines l'exécution de six Noirs condamnés à mort en 1985 pour complicité dans le lynchage, au cours d'une manifestation, le 3 septembre 1984, du maire adjoint de Sharpeville. Quatorze autres condamnés à mort, dont douze Noirs, sont pendus, le 25 et le 29, ce qui porte à trente-six le nombre des exécutions en 1988 (du 16 au 19, 27-28 et 30).

17-18. - **IRAN-IRAK**: L'aviation irakienne largue des bombes chimiques sur Halabja, ville du Kurdistan irakien conquise le 15 par les forces iraniennes et leurs alliés kurdes. Téhéran affirme qu'entre trois mille et cinq mille habitants sont tués par les gaz. Tandis que le recours à l'arme chimique est dénoncé par la communauté internationale, la « guerre des villes » se poursuit: plus de deux cent cinquante missiles sol-sol sont tirés par les bellégérants dans le mois, en particulier sur Téhéran et sur Bagdad (à partir du 1<sup>er</sup>).

## 1987 en « Folio »

Comme l'année dernière, les douze chronologies mensuelles de 1987 sont publiées en livre avec une préface d'André Fontaine et augmentées d'un index détaillé.

\* Gallimard, collection « Folio Actual », 26 F.

## Mars 1988 dans le monde

La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par ÉDOUARD MASUREL

18. - **ÉTATS-UNIS**: L'italien Pirelli, qui souhaitait, avec l'aide du français Michelin, acquérir Firestone, le deuxième fabricant de pneus américain, renonce, après la nouvelle offre du japonais Bridgestone, d'un montant de 2,6 milliards de dollars (8, 9, 12, 17 et 19).

18. - **ITALIE**: M. Carlo De Benedetti se retire de l'agro-alimentaire en vendant au groupe suisse Nestlé les activités industrielles et commerciales de Buitoni pour 7,36 milliards de francs. C'est à peu près ce qu'il a déjà dû payer pour tenter en vain de prendre le contrôle de la Société générale de Belgique (du 1<sup>er</sup> au 8, 12, 17, 18, 20-21, 23, 24 et 27-28).

18. - **PANAMA**: L'état d'urgence est décrété alors que les Etats-Unis multiplient les pressions, économiques et politiques, pour obtenir le départ du général Noriega, homme fort du pays, qui tente de se maintenir au pouvoir malgré la dégradation de la situation économique. La grève générale, déclenchée le 21 par l'opposition, s'essouffle à partir du 30 (à partir du 3).

19. - **FRANCE-ESPAGNE**: M. Mitterrand rencontre M. Felipe Gonzalez en Andalousie (9, 10, 20-21 et 22).

20. - **SALVADOR**: Victoire de l'opposition de droite aux élections législatives et municipales: l'ARENA obtient 31 (+ 6) des 60 sièges de l'Assemblée nationale, contre 22 (- 10) à la Démocratie chrétienne, ainsi que près des trois quarts des maires (20-21, 23, 25 et 29).

22. - **BRESIL**: Le président José Sarney obtient que l'Assemblée constituante maintienne le système présidentiel et fixe à cinq ans la durée du mandat des chefs de l'Etat. Des sondages ont indiqué que, pour la majorité de l'opinion, le mandat de transition de M. Sarney, au pouvoir depuis mars 1985, ne devrait durer que quatre ans (13-14, 17, 24 et 25).

22. - **ÉTATS-UNIS**: Le gouvernement américain engage une action judiciaire afin d'obtenir la fermeture du bureau de l'OLP à l'ONU, décidé par un vote du Congrès, fin 1987, malgré l'opposition exprimée, à trois reprises, par la quasi-totalité des pays membres de l'ONU (2, 4, 13-14, 16, 24 et 25).

22. - **RFA**: La réforme fiscale approuvée par le conseil des ministres prévoit des allègements d'impôts pour 40 milliards de deutschemarks, à moitié compensés par 20 milliards de ressources fiscales nouvelles obtenues par la suppression de privilèges fiscaux et l'instauration d'un prélèvement à la source de 10% sur les revenus du capital (13-14 et 24).

23. - **ÉTATS-UNIS-URSS**: M. Reagan annonce qu'il se rendra à Moscou du 29 mai au 2 juin. Les entretiens entre MM. Schultz et Chervakov, du 21 au 23 à Washington, ne permettent que peu de progrès sur les armements stratégiques et sur l'Afghanistan (du 17 au 26).

23. - **URSS**: Le président du Soviet suprême rejette la demande de rattachement du Haut-Karabakh à l'Arménie. Malgré l'adoption, le 24, de mesures en faveur des Arméniens,

qui sont majoritaires dans cette région autonome intégrée depuis 1923 à l'Azerbaïdjan, une grève générale est déclenchée à Stepanakert, capitale du Haut-Karabakh. La manifestation, prévue le 26 à Erevan, capitale de l'Arménie, ayant été interdite, elle est remplacée par une opération « ville morte » (du 1<sup>er</sup> au 31/III et 2/IV).

24. - **GIBRALTAR**: Le Parti socialiste et travailliste de Gibraltar (GSLP) de M. Joe Bossoo remporte pour la première fois les élections législatives, en obtenant huit des quinze sièges du Parlement (23 et 26).

24. - **NICARAGUA**: Un accord prévoyant un cessez-le-feu pour deux mois à partir du 1<sup>er</sup> avril est conclu à Sapoa, ville proche du Costa-Rica, où les négociations directes entre sandinistes et « contras » avaient repris le 21. Auparavant la tension s'était accrue: après une offensive lancée le 15 par l'armée sandiniste contre la Contra près de la frontière hondurienne, Washington avait envoyé, le 16, trois mille deux cents militaires en « manœuvres » au Honduras. Les autorités américaines, surprises par l'accord de cessez-le-feu, obtiennent que le Congrès s'entende sur une aide humanitaire de 48 millions de dollars pour la Contra, qui est votée le 30 par la Chambre des représentants et le 31 par le Sénat (4, 5, 8, 12, 15 et du 17/III au 2/IV).

24. - **RFA**: L'Etat fédéral vend jusqu'au 28 la participation de 16% qu'il détient encore dans le capital du groupe automobile Volkswagen (23 et 30/III et 1<sup>er</sup>/IV).

28. - **ESPAGNE**: L'assassinat, à Salvatierra, dans la province basque d'Alava, d'un général en retraite confirme le gouvernement dans son refus de reprendre le dialogue avec l'ETA tant que se poursuivent les attentats (29 et 31).

29. - **ÉTATS-UNIS**: **JAPON**: Les entreprises américaines obtiennent de participer aux appels d'offres pour quatorze grands projets de travaux publics japonais. La CEE dénonce cet accord bilatéral, contraire aux règles du libre-échange (15/III et 1<sup>er</sup>/IV).

29. - **GRANDE-BRETAGNE**: L'Etat cède le groupe automobile Rover, nationalisé en 1975, au constructeur aéronautique British Aerospace, devenu privé en 1981. Les conditions de cession sont critiquées par l'opposition travailliste, qui les juge trop favorables pour l'acheteur (3, 5 et 31).

29-31. - **ISRAËL**: L'armée israélienne déclare « zones militaires » pour trois jours les territoires occupés afin de prévenir un regain de violence lors de la Journée de la terre, célébrée le 30 par les Palestiniens. Ces mesures d'isolement n'empêchent pas les affrontements de se poursuivre: la mort de cinq « lanceurs de pierres » porte à cinquante le nombre des Palestiniens tués en 1988; un soldat israélien a aussi été tué par balles, le 20, à Bethléem. Depuis le début de l'agitation, le 9 décembre, plus de trois mille Palestiniens ont été emprisonnés (du 4/III au 2/IV).

## CULTURE

1<sup>er</sup>. - Mort de Jean Le Poulain, acteur et metteur en scène, administrateur général de la Comédie-Française depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1986 (3 et 5).

2. - La *Symphonie* d'Edison Denise est créée salle Pleyel par l'Orchestre de Paris dirigé par Daniel Barenboïm (4).

3. - Mort de Henryk Szeryng, violoniste mexicain d'origine polonaise (4).

4. - M. François Mitterrand inaugure la pyramide de verre, de l'architecte Pei, par laquelle les visiteurs entreront au Musée du Louvre (5).

8. - Michel Piccoli joue le *Comte d'hiver* de Shakespeare, mis en scène par Luc Bondy au Théâtre des Amateurs de Nanterre (9 et 13-14).

8-13. - Daniel Mesguich met en scène la *Tétralogie* de Richard

Wagner à l'Acropolis de Nice (15).

9. - M. François Léotard annonce de nouvelles mesures pour la mise en valeur du domaine national de Versailles (11, 23 et 27-28).

10. - André Frossard, reçu à l'Académie française par le Père Carré, prononce l'éloge du duc de Castries (11 et 13-14).

12. - *Au revoir les enfants*, de Louis Malle, remporte sept des dix-sept Oscars décernés aux films français de long métrage (6-7 et 15).

14. - Le Palais de l'Image et du son, nouvel espace pour le cinéma et la photographie, est inauguré au Palais de Tokyo à Paris (17).

20. - Mort de Gil Evans, compositeur et musicien de jazz (23).

## FRANCE

3. - MM. Diallo, Archambeau et Mériel, les trois médecins jugés depuis le 15 février par la cour d'assises de Poitiers, sont acquittés, après avoir été déclarés non coupables de la mort d'une jeune femme lors d'une opération en octobre 1984 (du 2 au 5).

6. - M. Jacques Chirac, invité de « Questions à domicile » sur TF1, durcit le ton à l'égard de M. Mitterrand et affirme qu'il ne sera « pas question de cohabitation » s'il est réélu (du 3 au 8).

6. - Au premier tour de l'élection cantonale de Lille-Ouest, après un mois de vives querelles au sein de l'UDF, Mme Jeanne Delfosse (CDS), veuve de l'ancien conseiller général, devance M. Jean-Jacques Desamps (PR), secrétaire d'Etat au tourisme, qui avait reçu l'investiture de l'UDF. Mme Delfosse est élue le 13 (2, 3, 4, 8 et 15).

8. - Un gendarme en faction devant la caserne Battisti d'Ajaccio est assassiné par un commando de l'ex-FLNC. M. Chirac, avant de venir en Corse, le 10, assister à la levée du corps du gendarme tué, appelle la population corse à « s'associer à l'effort engagé par le gouvernement et les forces de l'ordre pour prendre les terroristes » (du 10 au 17).

9. - En janvier, le déficit du commerce extérieur a été de 600 millions de francs. Les chiffres sont publiés avec retard en raison de l'harmonisation européenne des statistiques douanaires (10 et 11).

14. - M. Edouard Balladur, inquiet de la multiplication des offres publiques d'achat (OPA), annonce des mesures afin de rendre plus difficiles les opérations « sauvages » et d'améliorer la transparence du marché. A la Bourse de Paris, depuis le début du mois, l'activité s'est ralentie et les cours se sont effondrés après la hausse de février: le 31, l'indice CAC s'inscrit en recul de 7,3% en un mois (6-7, du 12 au 17, 20-21, 25 et 27-28/III, 3-4/IV).

14. - La Chambre syndicale des agents de change décide, pour la première fois, de suspendre un de ses membres; la charge Louis Baudouin, après la découverte de « graves carences » dans sa gestion (16, 17, 18, 30 et 31).

17. - M. Balladur, dans un point de vue publié par le Monde, souhaite la création d'une confédération RPR-UDF. Mais l'UDF fait front contre ce projet, critiquant le moment et la méthode choisis (16, 18 et 19).

19. - L'équipe de France de rugby, en battant à Cardiff le XV gallois par 10 à 9, remporte, ex aequo avec le Pays de Galles, le Tournoi des cinq nations (8, 10, 12, 15, 17 et 23).

20. - Le RPR rassemble cent mille personnes à l'hippodrome de Vincennes pour une « grande réunion nationale » de soutien à M. Chirac et un spectacle Johnny Hallyday (du 19 au 22).

21. - L'hôpital pour enfants Robert-Debré, construit à Paris (19<sup>e</sup>) par l'architecte Pierre Riboulet, est inauguré par M. Chirac (22 et 23).

22. - M. François Mitterrand, invité du journal de 20 heures sur Antenne 2, annonce sa candidature à l'élection présidentielle, pour lutter contre les « germes de division » semés par les « partis qui veulent tout », les « clans », les « bandes », les « factions », qui menacent la « paix civile ». M. Chirac dénonce l'« agressivité du candidat socialiste », à qui, comme M. Barre, il conteste le droit de se poser en « rassembleur » (23, 24 et 25).

24. - Michel Debré est élu à l'Académie française, au fauteuil du duc de Broglie (24 et 26).

25. - Mort d'Apples Fenosa, sculpteur catalan qui avait émigré en France (29).

28. - Les danseurs de l'Opéra de Paris interprètent le *Mariage de saint Sébastien* dans une chorégraphie de Bob Wilson à la Maison de la culture de Bobigny (6-7/III et 2/IV).

30. - Le Musée national d'art moderne expose les œuvres de Chagall que l'Etat a obtenues en dation (30).

31. - Des précisions sont données sur l'avenir et la programmation de l'Opéra de la Bastille et du Palais Garnier. La salle Favart deviendra autonome en 1989; elle accueillera une école d'art lyrique ainsi que des spectacles d'opéras de régions (2/IV).

22. - Renault annonce un bénéfice de 3,7 milliards de francs pour 1987 après 32,5 milliards de pertes depuis 1981. La Commission européenne demande, le 29, à l'Etat, s'il veut descendre Renault en abandonnant ses 12 milliards de créances, de changer le statut de la Régie en société anonyme (23, 24, 30 et 31).

22. - Les six plongeurs qui participaient à l'expérience de plongée profonde Hydra VIII reviennent à l'air libre à Marseille: entre le 28 février et le 4 mars, il ont pu nager et travailler à plusieurs reprises à la profondeur record de 520 mètres (1<sup>er</sup>, 4, 9 et 24).

24. - M. Barre déclare sur Europe 1 qu'il ne censurerait pas automatiquement un gouvernement désigné par M. Mitterrand, si celui-ci était réélu (25).

25. - M. Mitterrand précise sur Europe 1 les accusations lancées le 22 contre M. Chirac et le RPR, toujours sans les nommer, en dénonçant « une tentative de manipulation sur l'Etat ». S'il est réélu, il n'exclut pas de choisir un premier ministre non socialiste et l'envisage de dissoudre l'Assemblée que si celle-ci renverse le nouveau gouvernement (du 25 au 29).

25. - Un rapport du Conseil d'Etat, remis au gouvernement, propose un cadre juridique pour l'ensemble des activités médicales et biologiques soulevant des problèmes éthiques et moraux (26 et 30).

25. - La cour d'assises spéciale des Pyrénées-Atlantiques condamne deux membres du GAL à la réclusion à perpétuité pour deux attentats commis contre des réfugiés basques espagnols en 1984 à Biarritz (du 23 au 28).

25. - Les quatre dirigeants d'Action directe suspendent leur grève de la faim commémorée le 1<sup>er</sup> décembre pour obtenir de meilleures conditions de détention (24, 25 et 29).

25. - En février, le nombre des chômeurs ainsi que les prix de détail ont augmenté de 0,2% (18, 26, 27-28, 30 et 31).

27. - Les PS, réuni en convention nationale extraordinaire, confirme son soutien à M. Mitterrand. M. Lionel Jospin déclare que les socialistes sont « prêts à conduire une majorité gouvernementale de progrès, rassemblée autour » d'eux (29).

27. - M. Valéry Giscard d'Estaing, invité de « Questions à domicile » sur TF1, ne prend parti ni pour M. Barre ni pour M. Chirac et ménage M. Mitterrand. En se déclarant « hostile à la dissolution », il approuve l'hypothèse d'une seconde cohabitation (29 et 30).

29. - M. Raymond Barre présente son « Projet pour la France » et chiffre son programme. Il affirme qu'il ne changera ni le rythme ni le ton de sa campagne, bien qu'il perde des points dans les sondages (30 et 31).

29. - Dulcie September, représentante en France de l'organisation anti-apartheid ANC, est assassinée à Paris. Cet attentat, dont la responsabilité est attribuée aux services secrets sud-africains, malgré les dénégations de Pretoria, suscite de vives réactions en France et provoque une polémique politique, lancée par le PCF, M. Marchais allant jusqu'à accuser M.M. Mitterrand et Chirac d'avoir « du sang sur les mains » (à partir du 30).

30. - Les OPA lancées par Schneider et Francomat sur Télé-mécanique sont prorogées jusqu'au 27 mai, après la présidentielle, sous la pression du gouvernement. M. Balladur s'était inquiété, le 1<sup>er</sup>, qu'on puisse, « contre la volonté des salariés, procéder à des regroupements forcés » (du 1<sup>er</sup> au 8, 11, 12, du 15 au 26 et 31/III, 1<sup>er</sup>/IV).

30. - Mort d'Edgar Faure, homme politique de premier plan des IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> Républiques. De nombreuses personnalités, dont M.M. Mitterrand, Giscard d'Estaing, Chirac, lui rendent hommage (11, 23 et 31/III, 1<sup>er</sup> et 5/IV).

31. - M. Mitterrand, invité de « Questions à domicile » sur TF1, insiste, en prenant l'exemple de plusieurs dossiers, sur la différence entre « une politique de progrès » et « une politique conservatrice », avant de déclarer: « Je crois que je peux rassembler plus que d'autres ». Le chef de l'Etat reste en tête et progresse même dans les sondages après l'annonce de sa candidature (du 25/III au 4/IV).

## Escalade de la violence en Irlande du Nord

Le 6, trois membres de l'IRA, qui préparaient un attentat, sont tués à Gibraltar par les forces spéciales britanniques. Il s'ensuit une vive tension dans les milieux catholiques d'Irlande du Nord, où est dénoncée l'« exécution sans sommation » de trois militants qui n'étaient pas armés.

Le 18, dix mille catholiques participent à leurs funérailles à Belfast, mais, au cimetière, un extrémiste protestant lance deux grenades et tire sur la foule, faisant trois morts et une soixantaine de blessés avant d'être arrêté.

Le 19, lors des obsèques d'un militant de l'IRA tué le 16, deux soldats britanniques en civil sont lynchés par la foule avant d'être tués par des membres de l'IRA. Cet assassinat, d'une « sauvage révolte » selon M. Thatcher, suscite une émotion très forte, encore accrue après la diffusion de la scène filmée par la télévision (du 8 au 19, 22, 23, 25, 27-28 et 29/III, 2/IV).







# Revue des valeurs

## BOURSE DE PARIS

**«L**a Bourse est un long fleuve tranquille», ironisait un banquier chypriote au terme d'une semaine pour le moins paisible. Tellement calme, d'ailleurs, que le volume des transactions quotidiennes, déjà peu élevé précédemment, a considérablement chuté. Descendu graduellement au-dessous du milliard de francs, puis de 750 millions la semaine précédente, le montant des échanges sur le marché à règlement mensuel est tombé à 444,6 millions. Un niveau inconnu depuis deux ans et demi, depuis exactement la fin-octobre 1985. Et pourtant, malgré cette inactivité, l'indice CAC est parvenu à s'apprécier de 1,1 %. Il cédait vendredi à 287,4.

Comme à l'accoutumée, le long week-end pascal, en ramenant deux fois de suite le nombre de séances hebdomadaires à quatre, a largement contribué au dévotement. Nombre de boursiers ont profité de cette période pour partir en vacances. S'ajoutant, cette année, l'insécurité politique provoquée par l'issue de l'élection présidentielle, qui incite à l'attentisme. Cette prudence, ajoutée au peu d'opérateurs présents, a suscité des journées ternes et sans relief.

Mardi, les portes vitrées du palais Brougniart s'ouvraient sur un marché atone. Pendant la majeure partie de la séance, l'indicateur instantané se maintenait à -0,45 %. Par la suite, une légère reprise lui permettait de conclure sur une modeste avance de 0,43 %. Le même mouvement de Yo-Yo était observé le lendemain dans une ambiance encore plus morose. Après avoir accusé un repli de 0,5 %, l'indicateur revenait en fin de journée à +0,27 %. Jeudi, tous les espoirs étaient permis après que la Bourse de Tokyo avait atteint un nouveau record historique effaçant définitivement les pertes provoquées par le krach d'octobre, et qu'un vent d'optimisme contre-Atlantique permettait à Wall Street de gagner 3,2 %. C'était peut-être aller un peu vite. Sans enchaînement mais avec une activité sensiblement plus soutenue, la place parisienne salua ces deux performances en s'appréciant de... 0,96 %. La torpente avait rapidement les allées et la dernière séance se termina sur un score quasi nul (-0,03 %).

## Un long fleuve tranquille

Comme la semaine précédente, la poursuite de la publication des excellents résultats des sociétés en 1987 n'entraîne pas de réaction. Les progrès sont pourtant toujours appréciables : + 68 % pour Prélucan mécanique Labinal, + 45,2 % pour Cap-Gemini-Sogefi, ou encore + 58 % pour la CGE. La Bourse, si est vrai, évolue sans direction précise depuis plusieurs semaines et la position de place de mois de mars traduit bien ce sentiment d'incertitude. Le montant des engagements à l'achat et à la vente sur le marché à règlement mensuel a continué de décroître. Les achats à découvert à fin mars ont régressé de 13,4 %, revenant à 2,99 milliards de francs. Au rythme actuel des échanges, ils représentent environ six semaines de Bourse. La position des vendeurs à découvert de son côté est revenue à 1,09 milliard de francs (-8,7 %).

Ce mouvement ne devrait pas s'inverser en avril au vu des séances écoulées. D'autant que l'enthousiasme suscité par la quinzième d'offres publiques d'achat (OPA) au cours du premier trimestre semble déjà loin. Pourtant, toutes les opérations ne sont pas terminées, même si la première d'entre elles vient officiellement de s'achever. Le canadien Seagram, par l'intermédiaire de sa filiale Maman, a acquis la quasi-totalité des titres Martell et détient ainsi près de 98 % du capital de la maison de cognac.

Alors qu'une trêve a été imposée jusqu'au 27 mai par les pouvoirs publics dans la bataille pour le rachet de la Télémanque, les autorités boursières ont autorisé Bolloré à surenchérir sur Elf-Aquitaine pour prendre le contrôle de Rhénus-Rhône. Le prix proposé pour chaque titre de la firme de distribution de combustibles est de 1 575 F. Toutefois, au ministère de l'Industrie, un accord entre les deux protagonistes est vivement souhaité. Les discussions entre Elf et Bolloré se poursuivent laborieusement en ce sens.

D'autres firmes seront-elles la cible prochaine de raiders ? Pourquoi pas, entend-on prudemment pour

toute réponse autour des colonnes de la Bourse, la même où encore récemment beaucoup n'hésitaient pas à citer des listes entières de sociétés «opéables». Certains, néanmoins, tournent leurs regards vers Clause. A la surprise générale, mercredi, le groupe Lafarge-Coppée a annoncé détecter 4,37 % de cette société de semences potagères et florales. Il entre ainsi de face en concurrence avec Sanoel, qui en possède 4 % et souhaite se renforcer, et, surtout, avec la Compagnie du Midi. Ce holding, idées qui disposent de 52 % du capital, a lancé une OPE (offre publique d'échange) en vue de détacher le maximum d'actions. L'offre lancée le 1<sup>er</sup> mars expirera le 12 avril.

Étonnamment également jeudi lorsque, au travers d'un communiqué très bref, Imetal a indiqué détecter 23,9 % d'Origny-Desrois, une société spécialiste notamment dans la fabrication de carrelages. Une entrée qui traduit la volonté de cet action-holding nain de se reconstruire vers la production et la distribution de matériaux pour la construction et l'habitat. Ira-t-il pour cela renforcer sa participation ? Enfin, la suspension des cours de Penarroya, vendredi en fin d'après-midi, a intrigué plus d'un opérateur. Cette interruption provisoire a été décidée par la Société des Bourses françaises en raison d'un désaccord trop important à la hausse des cours de l'action. Cette dernière s'était appréciée de 11,5 %. Certains ont attribué ce mouvement à des anticipations de résultats bénéficiaires pour le groupe en 1987 après une perte l'année précédente.

L'activité devrait reprendre dans les jours prochains, estimait-on surtout concernant le géant du portefeuille en quittant la Bourse vendredi. Comment et sous quelle forme ? Car la nouvelle semaine vivra au rythme de la réunion du G7 qui rassemblera les sept ministres des finances des pays les plus industrialisés et également sera dans l'attente de la publication du montant du déficit commercial américain de février. Il sera présenté le 14 avril, six mois jour pour jour après l'annonce de celui qui fut à l'origine du krach d'octobre. Finit la tranquillité ?

DOMINIQUE GALLONS.

## Semaine du 5 au 8 avril 1988

## BOURSES ÉTRANGÈRES

### NEW-YORK

Après un début depuis le krach

Le sourire est revenu à Wall Street en raison de la remontée du dollar, qui a stimulé la Bourse new-yorkaise, lui permettant de remonter à son meilleur niveau depuis le krach d'octobre. L'indice Dow Jones a gagné plus de 5 % durant la semaine, pour terminer vendredi à 2 090,18 points. Cet indicateur se retrouve ainsi au plus haut depuis le « jeudi noir » du 19 octobre, où il avait chuté de 508 points à 1 738,42. Son précédent record de l'après-krach datait du 17 mars (2 086,04). Le Big Board a donc connu quatre séances consécutives de hausse, mais c'est au cours de la journée de mercredi que le renversement de tendance a eu lieu avec une véritable envolée des cours (+3,2 %). La reprise du dollar a été à l'origine de cette brusque remontée des cours. De plus, les investisseurs étrangers, notamment japonais, sont revenus sur le marché.

|                     | Cours 31 mars | Cours 8 avril |
|---------------------|---------------|---------------|
| Alcoa (GUAL)        | 43 1/2        | 45 1/2        |
| Alcoa (GUAL)        | 83 1/4        | 86            |
| AT&T                | 27            | 28 1/8        |
| Bell                | 46 1/2        | 47 3/8        |
| Chase Man. Bank     | 25 1/8        | 25 1/2        |
| De Post de New York | 80 7/8        | 85 7/8        |
| Eastman Kodak       | 40 5/8        | 42            |
| Exxon               | 42            | 44 3/4        |
| Ford                | 42 5/8        | 46 5/8        |
| General Electric    | 40 3/8        | 42 1/2        |
| General Motors      | 71 1/2        | 75 3/8        |
| Goodyear            | 63 5/8        | 67            |
| IBM                 | 167 1/2       | 172           |
| ITT                 | 45 5/8        | 47 3/8        |
| Modell              | 44 1/2        | 47 5/8        |
| Pratt               | 55 1/8        | 57 1/2        |
| Schlumberger        | 34 3/8        | 37 5/8        |
| Tesoro              | 48            | 49 1/4        |
| Union Carbide       | 22 1/4        | 24            |
| USX                 | 28 7/8        | 31 3/8        |
| Westinghouse        | 51 3/4        | 54 1/8        |
| Xerox Corp.         | 52 7/8        | 54            |

### LONDRES

1,9 % de hausse

Le Stock Exchange a clôturé la semaine en hausse, encouragé par l'annonce, vendredi, d'une baisse d'un demi-point à 8 % du taux de base bancaire. En repli initial en raison du manque de direction clair des marchés de Wall Street et de Tokyo et des incertitudes concernant la livre, les indices ont repris de l'avance au fur et à mesure des séances, encouragés par le retour de nombreux investisseurs institutionnels au lendemain du week-end pascal. La reprise de New-York mercredi a été le facteur de soutien considérable pour le marché, qui a ainsi bien réagi à l'annonce de l'augmentation de capital de la Barclays Bank, la plus importante opération jamais réalisée en Grande-Bretagne. L'indice FT-100 a terminé à 1 413,4 (contre 1 386,7) ; Fonds d'Etat 91,01 (contre 91,03) ; mines d'or 221,4 (contre 227,3).

|                  | Cours 31 mars | Cours 6 avril |
|------------------|---------------|---------------|
| Beecham          | 457           | 461           |
| Bovril           | 381           | 387           |
| Brit. Petroleum  | 261           | 265           |
| Charter          | 328           | 334           |
| Comet            | 322           | 330           |
| De Beers (*)     | 10 7/8        | 10 1/4        |
| Free Gold        | 11 7/8        | 10 3/8        |
| Glen             | 16 1/4        | 16 1/4        |
| Gl. Univ. Stores | 16 1/4        | 16 11/32      |
| Imperial         | 480           | 482           |
| ICI              | 5,90          | 10            |
| Shell            | 10 5/16       | 10 19/32      |
| Unilever         | 462           | 470           |
| Woolworth        | 404           | 405           |
| War Lane         | 39 21/32      | 39 21/32      |

(\*) En dollars.

### FRANCOFONIE

**Neufel élan**  
Les valeurs se sont bien comportées après cette longue trêve pascale en s'appréciant globalement de 1,3 %. Le volume des transactions a été en début de semaine s'est accru par la suite grâce à la présence d'investisseurs encourageés par les bons résultats des sociétés.

|              | Cours 31 mars | Cours 6 avril |
|--------------|---------------|---------------|
| AEG          | 252,50        | 244           |
| BAF          | 245,30        | 246,60        |
| Bayer        | 263,20        | 267,30        |
| Commerzbank  | 228           | 235,50        |
| Deutschebank | 404           | 425,50        |
| Electrolux   | 261,30        | 261,50        |
| Karstadt     | 451           | 449           |
| Mannesmann   | 124,30        | 127,50        |
| Siemens      | 320           | 362           |
| Volkswagen   | 239           | 245,40        |

### TOKYO

Les pertes du krach effacées  
Le Kabuto Cho a connu un mouvement de hausse qui lui a permis de retrouver son niveau d'avant le krach. L'indice Nikkei a atteint, le jeudi 7 en clôture, le record de 26 769,22 yens, dépassant ainsi son niveau du 14 octobre dernier (26 646,43), quelques jours avant le krach noir. Durant la matinée de vendredi, il atteignait un nouveau sommet, à 26 910,90. Se méfiant d'une progression trop rapide, de nombreux investisseurs prenaient leurs bénéfices.

Indices du 8 avril : Nikkei 26 748,89 (contre 26 282,12) ; général 2 173,46 (contre 2 141,26).

### Filatures, textiles, magasins

|                    | 8-4-88 | Diff.   |
|--------------------|--------|---------|
| André Rouiller     | 198    | inch.   |
| Agache (Fla.)      | 1 448  | - 30    |
| BHV                | 293    | - 7     |
| CFAO               | 1 130  | + 4     |
| Damart-Serviposte  | 1 920  | + 50    |
| Darty              | 310    | - 5     |
| DMC                | 418,50 | + 17,50 |
| Galerie Lafayette  | 751    | + 17    |
| La Redoute         | 2 850  | + 24    |
| Nouvelles Galeries | 1 221  | + 1     |
| Primoparc          | 393    | + 17,50 |
| SCOA               | 38,50  | + 0,30  |

### Mines d'or, diamants

|                | 8-4-88 | Diff.  |
|----------------|--------|--------|
| Anglo-American | 95,50  | - 7,40 |
| Angold         | 495    | - 17   |
| Bul. Gold M.   | 104,30 | - 0,80 |
| De Beers       | 59,85  | + 2    |
| Drief. Cons.   | 66,85  | + 1,05 |
| Gencor         | 91,50  | - 1,30 |
| Gold Field     | 91,50  | - 3,40 |
| Hammarby       | 47     | - 1,10 |
| Randfontein    | 485    | - 11   |
| Saint-Helena   | 51     | - 0,30 |
| Western Deep   | 217    | - 8    |

### Valeurs à revenu fixe ou indexé

|                   | 8-4-88 | Diff.  |
|-------------------|--------|--------|
| 4 1/2 % 1973      | 1 450  | inch.  |
| 10 3/8 % 1975     | 102,30 | + 0,55 |
| PME 10 1/2 % 1976 | 102,40 | + 0,85 |
| 8 3/8 % 1977      | 128,10 | + 0,80 |
| 10 % 1978         | 101,50 | - 0,35 |
| 9 3/8 % 1978      | 101,35 | - 0,35 |
| 9 % 1979          | 106,20 | + 0,28 |
| 10 3/8 % 1982     | 104,15 | - 0,25 |
| 16 3/8 % 1982     | 112,70 | - 0,10 |
| 15 1/2 % 1982     | 114,75 | + 0,20 |
| 15 7/8 % 1982     | 109,80 | - 0,86 |
| CNE 3 %           | 3,81   | - 50   |
| CNE 5 000 F       | 102,36 | + 0,14 |
| CNE 10 000 F      | 102,45 | + 0,05 |
| CNE 20 000 F      | 102,45 | + 0,05 |
| CNE 5 000 F       | 102,35 | - 0,85 |

### Alimentation

|                   | 8-4-88 | Diff.   |
|-------------------|--------|---------|
| Béghin-Sey        | 380    | + 11    |
| Bongrain          | 1 920  | - 25    |
| Bouffier          | 3 340  | + 31    |
| Carrefour         | 2 103  | + 43    |
| Casino            | 107,50 | + 9,50  |
| Eurocassier       | 2 411  | + 121   |
| Guyonne et Gaud   | 490    | + 12    |
| Leclerc           | 1 755  | - 45    |
| Molt-Hennessy     | 1 759  | + 7     |
| Nestlé            | 34 080 | - 250   |
| Modèle (Gle)      | 650    | + 12    |
| Oldo-Cahy         | 233,50 | + 13,40 |
| Pernod-Richard    | 680    | + 12    |
| Promodis          | 1 245  | + 69    |
| St-Louis-Bouillon | 969    | + 7     |
| Sources Pariet    | 569    | + 17    |

### Mines, caoutchouc

|              | 8-4-88 | Diff.   |
|--------------|--------|---------|
| Géophysique  | 370    | + 34,90 |
| Infat        | 153    | + 3     |
| Michell      | 173    | + 7,50  |
| Min. Penroya | 30     | + 3,50  |
| ETZ          | 37,50  | + 1,50  |
| ZCI          | 1,48   | + 0,83  |

### Bâtiment, travaux publics

|                    | 8-4-88 | Diff.   |
|--------------------|--------|---------|
| Auxil. d'entr.     | 730    | + 18    |
| Bouygues           | 808    | + 41    |
| Ciments Français   | 805    | + 24    |
| Dumez              | 490    | + 6,50  |
| GTM                | 415    | + 15,10 |
| J. Lefebvre        | 652    | - 11    |
| Lafarge            | 1 104  | + 19    |
| Maitens Plénet     | 45     | - 5,50  |
| Poliet et Chausson | 429,50 | + 15,90 |
| SCRGP              | 545    | - 30    |
| SGE-SB             | 26,90  | - 0,20  |

### Banques, assurances

|                 | 8-4-88 | Diff.   |
|-----------------|--------|---------|
| Bail Équipement | 270    | - 1     |
| Banque (Cle)    | 287    | - 18    |
| Cedem           | 675    | - 5     |
| Chargem SA      | 779    | + 47    |
| CFP             | 840    | - 2     |
| CFP             | 380    | - 7     |
| Eurofinance     | 1 130  | + 9     |
| Ima. Pl.-Ménest | 310,20 | - 8,80  |
| Locofrance      | 410    | + 8     |
| Locofrance      | 890    | + 20    |
| Vallo           | 1 480  | + 123   |
| Midland Bank    | 176,20 | + 11    |
| Schneider       | 889    | - 1     |
| Paris. de réas  | 332    | + 12,50 |
| Préfabri        | 1 080  | + 3     |
| Schneider       | 240    | + 3     |
| Suez (Cle Fin.) | 226,70 | + 3,30  |
| UCB             | 172    | - 2     |

### Pétroles

|               | 8-4-88 | Diff.  |
|---------------|--------|--------|
| Elf-Aquitaine | 268,50 | - 1    |
| Elf           | 260    | - 1    |
| Exxon         | 240    | + 2,70 |
| Elf           | 240    | + 2,70 |
| Petrolina     | 1 851  | + 89   |
| R.P. France   | 63,35  | + 1,25 |
| Primagaz      | 570    | + 5    |
| Raffin        | 70     | + 0,90 |
| Royal Dutch   | 685    | + 24   |
| Sogepax       | 268    | + 33   |
| Total         | 335,50 | + 2,10 |

### Matériel électrique

### services publics

|                    | 8-4-88 | Diff.   |
|--------------------|--------|---------|
| Alcatel            | 1 707  | - 33    |
| Alcatel            | 238    | + 18,10 |
| COE                | 219    | + 10    |
| Crouzet            | 217    | + 31,90 |
| Générale des Eaux  | 620    | + 25    |
| IRM                | 916    | + 6     |
| Intertek           | 266,10 | + 16,60 |
| ITT                | 1 112  | + 6,50  |
| Legrand            | 2 375  | + 42    |
| Matra              | 143    | - 0,50  |
| Mertin-Gérin       | 1 561  | + 11    |
| Motors Leroy-Somer | 529    | - 49    |
| Montell            | 54,05  | + 1,35  |
| PM Labinal         | 584    | - 1     |
| Radiorécepteur     | 881    | - 12    |
| Schneider          | 205,50 | + 16    |
| SEB                | 621    | - 10    |
| Siemens            | 1 220  | + 20    |
| Signaux            | 494,40 | + 5,40  |
| Thomson-CSF        | 161,50 | + 11,50 |

### LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

|            | 4 avril | 5 avril   | 6 avril   | 7 avril   | 8 avril    |
|------------|---------|-----------|-----------|-----------|------------|
| RM         | -       | 532 613   | 444 639   | 657 689   | 646 822    |
| Comptant   | -       | -         | -         | -         | -          |
| R. et obl. | -       | 8 057 187 | 5 890 170 | 6 801 573 | 10 257 482 |
| Actions    | -       | 143 147   | 155 810   | 103 163   | 148 366    |
| Total      | -       | 8 732 947 | 6 490 619 | 7 562 425 | 11 052 670 |

### INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1987)

|            | 8-4-88 | Diff. |
|------------|--------|-------|
| Françaises | 99,9   | 100,4 |
| Étrangères | 105    | 106,1 |

### COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

|             | 8-4-88 | Diff. |
|-------------|--------|-------|
| Tendance    | 101,4  | 101,9 |
| Indice gén. | 101,4  | 101,9 |

### MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 8 avril 1988

|              | 6 juin 88 | Sept. 88 | Déc. 88 | Mars 89 |
|--------------|-----------|----------|---------|---------|
| Prémium      | -         | -        | -       | -       |
| + haut       | 102,25    | 101,25   | 100,70  | 99,30   |
| + bas        | 101,20    | 100,25   | 99,65   | 99,20   |
| Dernier      | 102,25    | 101,25   | 100,60  | 99,30   |
| Compensation | 102,25    | 101,25   | 100,65  | 100,15  |

Nombre de contrats : 64 105.

### VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (\*)

|                   | Nbre de titres | Val. en esp. (F) |
|-------------------|----------------|------------------|
| Midi              | 66 872         | 89 385 934       |
| Pengout           | 52 551         | 84 511 006       |
| Saint-Gobain      | 138 722        | 54 419 236       |
| Suez              | 226 954        | 32 467 268       |
| Michelin B        | 257 121        | 43 370 356       |
| Gén. des Eaux     | 44 944         | 43 166 934       |
| Club Méditerranée | 100 947        | 40 709 384       |
| Lafarge           | 34 871         | 37 841 650       |
| BSN               | 9 175          | 35 149 513       |
| Thomson-CSF       | 216 133        | 33 674 560       |
| Oldo et Cahy      | 128 949        | 29 921 276       |
| L'Air Liquide     | 64 399         | 28 138 267       |
| Eurotunnel        | 811 480        | 27 753 763       |
| Paribas           | 90 007         | 26 961 969       |

(\*) De 31 mars au 8 avril.



# Crédits, changes, grands marchés

## L'EUROMARCHÉ

### Incohérence

L'incohérence paraît être présente dans le marché international des capitaux. Les choses resteraient-elles dans l'ordre si l'on disposait d'indicateurs fiables sur le dollar. Un nouvel affaiblissement suscitait, par exemple, un surcoût d'intérêt pour les devises fortes de notre continent.

Un raffinement permettrait de la devise américaine de prendre le relais du dollar canadien, dont le rôle croissant, dans les émissions internationales, a été l'un des points forts du premier trimestre sur l'euro-marché des capitaux. Une fois de plus, on est réduit à l'attente permanente de nouvelles statistiques américaines, qui pourraient permettre de mieux interpréter les évolutions de la situation économique et donc des prévisions sur l'orientation des taux aux Etats-Unis.

Cette situation n'est pas nouvelle. Ce qui la différencie de celle à laquelle on était habitué depuis quelques mois, c'est que les taux d'intérêt, à long terme, dans les compartiments des grandes monnaies européennes semblent avoir épuisé en majeure partie leur potentiel de baisse.

Cela contribue donc à un afflux de débiteurs dans des secteurs tels que ceux du deutchemerk et du franc suisse dans le souci de bénéficier des taux d'intérêt les plus bas possibles. Pour les mêmes raisons les investisseurs ne se montrent guère pressés de souscrire. « Même les investisseurs allemands pourraient y regarder à deux fois avant d'acquiescer ces titres libellés en DM qui ont été offerts », écrit la Berliner Handels und Frankfurter Bank, un des établissements les plus écoutés d'outre-Rhin. Pour elle, comme pour de nombreux autres analystes, si les taux allemands se mettent à bouger, ce sera vers le haut.

Une correction s'impose, ne serait-ce qu'en comparaison des rémunérations offertes outre-Atlantique. La différence de rendements va jusqu'à 250-300 points de base pour les bons du Trésor à cinq ans et est de l'ordre de 200 à 225 points pour les titres de dix ans de durée. Pour le moment, toutefois, les emprunteurs font si bien jouer la concurrence entre banques qu'ils s'ajustent souvent des conditions qui leur sont particulièrement favorables.

Parmi les autres éléments qui incitent à la perplexité, l'euro-marché se ressent toujours de la menace de dispositions fiscales qui pourraient être prises dans tel ou tel pays et qui pourraient, par contagion, s'étendre à d'autres.

L'exemple autrichien est à ce sujet suivi avec la plus grande attention. On sait qu'à Vienne, dans la foulée de la réforme fiscale qui se prépare à Bonn, il est prévu d'introduire, à partir de l'an prochain, une retenue à la source sur le revenu des

placements. La mesure prévue en Autriche a ceci de particulier qu'elle concernerait non seulement les investissements effectués dans la monnaie locale, le schilling, mais aussi ceux en monnaies étrangères pour autant que les titres soient déposés auprès d'une banque autrichienne. Les non-résidents ne seraient pas concernés.

Le projet de loi, tel qu'il aura été approuvé au conseil des ministres en mai, masque une incohérence de taille, puisque la distinction entre investissements autrichiens et étrangers met directement en cause le secret bancaire dont le pays est si fier. Si les yeux sont actuellement tournés vers l'Autriche, c'est parce que ce pays est visiblement en train d'aménager sa place financière dans la perspective de l'intégration européenne de 1992 pour que, sur ce plan précis, rien ne s'oppose à un rapprochement avec les Communautés.

Serait-ce l'incertitude persistante quant à l'impact des mesures fiscales allemandes qui retarderait le lancement du grand emprunt que la Communauté économique européenne s'approprie à financer en ECU? Certains eurobanquiers le pensent. Pour assurer le succès d'une transaction de cette importance, elle-même appelée à constituer un repère majeur, il serait bon de disposer d'une référence sûre par rapport à laquelle on en fixerait les conditions. Or depuis que le marché des emprunts en ECU existe, la référence fondamentale est celle du deutchemerk.

La réussite d'une opération en ECU dépend bien souvent du respect d'une marge donnée au-dessus du rendement que procurerait un investissement comparable en marks. Il y a quelques années, quand la devise européenne avait

encore la faveur du fameux dentiste belge, l'écart devait être de l'ordre de 2 %. L'emmi est que, présentement, la situation du marché allemand se caractérise par une grande confusion.

La perspective de l'introduction d'une retenue à la source de 10 % sur les revenus des placements en Allemagne en est particulièrement la cause. Si l'on est pratiquement certain de l'introduction de cette mesure, on en ignore encore le contour précis de certains de ses aspects. Il serait, par exemple, justifié que le rendement des emprunts d'Etat allemands (soumis à la retenue à la source) se rapproche davantage de celui des euro-obligations en marks (qui, elles, demeureront à l'abri de tout impôt anticipé). Une telle évolution serait logique; elle traduirait un mouvement de correction normal dû au fait que, pour de nombreux investisseurs internationaux, le prélèvement allemand devrait être rapidement récupéré. Il se trouve que c'est précisément une évolution contraire qui s'est produite récemment. Ainsi, jeudi, l'écart entre les emprunts d'Etat à dix ans et ceux de la Banque mondiale en marks s'était-il accru à 31 points de base contre 27 une semaine plus tôt.

La composition du groupe bancaire de direction chargé de l'emprunt communautaire en ECU sera particulièrement intéressante à regarder. La question qui est sur toutes les lèvres est celle de la place qui sera réservée à la Deutsche Bank. La grande banque allemande est apparue, cette année, comme un des promoteurs les plus zélés de la devise européenne. Mais son refus de participer, en mai 1985, à un emprunt de 1,8 milliard de dollars à taux variable pour la Communauté économique est encore présent dans les mémoires.

### Succès de Pechiney en deutchemarks

Quoi qu'il en soit, il est urgent que cet emprunt soit blé. Le groupe français lance simultanément les deux seules émissions obligataires prévues à son programme pour cette année. Il s'agit d'un emprunt de 500 millions de francs français à taux variable, qui sera offert sur le marché national à compter du 18 avril, et d'une transaction euro-obligataire en deutchemarks. Cette dernière est officiellement sortie jeudi après-midi sur sept ans pour un montant de 200 millions de marks qui a été rapidement porté à 225 millions. L'augmentation a souligné le succès d'une des rares opérations nouvelles à respecter vraiment les conditions du marché. Emises à 99,75 %, les obligations sont munies de coupons de 5,50 %. L'émission est dirigée par CSFB-Effektenbank, l'eurobanque allemande du Crédit suisse.

CHRISTOPHE VETTER.

## LES MATIÈRES PREMIÈRES

### Les Etats-Unis maîtres du blé

Du blé à plus de 3 dollars le boisseau (1) au Chicago Board of Trade, le temple américain des céréales; ce signe de fermeté mérite l'attention, même si chacun sait, dans le négoce mondial, qu'il faut réduire ces prix de 20 % à parfois 40 % pour avoir une idée réelle des tensions sur le grain telles qu'elles se pratiquent aujourd'hui.

Au moment, en effet, où il est parvenu question de réduire les dépenses consacrées aux soutiens divers aux agricultures (outre-Atlantique et dans la CEE principalement), l'Amérique subventionne à tout va ses exportations de céréales, feignant d'oublier la circonstance

qu'elle est à l'origine d'un projet visant à supprimer totalement ces aides dans les dix ans. Selon un rapport récent de l'USDA, le département américain de l'Agriculture, près de 60 % des exportations de blé de l'Onco Sam au cours de la campagne s'achèveront le 31 mai prochain seront subventionnées.

L'ampleur des aides attendues est d'autant plus grande que l'USDA prévoit dans le même temps une nette progression des exportations américaines de blé. Elles atteindraient 41,8 millions de tonnes, contre 27,2 millions de tonnes l'an passé, et se situeraient ainsi à leur meilleur niveau depuis 1982. Sur ce total, 25 millions de tonnes seraient vendues dans le cadre du EEP (Export Enhancement Program), en vertu duquel les négociants américains sont autorisés à exporter dans les meilleures conditions de prix possible en nature sous forme de grain prélevé dans les stocks publics.

Depuis l'automne, les négociants constatent que les Etats-Unis se sont de nouveau rendus maîtres du marché du blé. Ils ont vendu aux Soviétiques 11,5 millions de tonnes à prix très réduit et sont sur le point de conclure avec Moscou un nouvel accord céréalière quinquennal. En autorisant, ces jours derniers, les Soviétiques à acheter 1 million de tonnes supplémentaires de grain aux meilleures conditions, Washington a conforté sa position. Un rétro d'Exportakleib, la société d'Etat soviétique pour le négoce de céréales, indiquait, le 7 avril, que 500 000 tonnes étaient d'ores et déjà sur le point d'être commandées.

Lancé début 1985, pour atténuer les effets d'un dollar alors surévalué, le programme EEP (d'abord baptisé BICEP, ou Bonus Incentive Commodity Export Program) s'est considérablement développé au cours des six derniers mois. A la mi-février, on notait que sur 1,1 milliard de dollars consacrés à cette offensive (elle a permis la vente de 31,4 millions de tonnes à treize cents), 40 % de cette somme ont été effectivement alloués depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1987.

Les Etats-Unis, qui ne détenaient plus en 1986-1987 que 30 % du marché mondial du blé, ont, selon l'USDA, redressé leur part à 41 %. Outre la baisse du billet vert, ils ont été servis par un manque de compétitivité de leurs concurrents traditionnels, réussissant ainsi à s'imposer en URSS, en Chine (Washington vient de proposer 2 millions de tonnes de blé à Pékin), mais aussi en Irak, en Egypte et dans le Maghreb.

Face à cette percée, l'Australie et le Canada sont restés en retrait, ayant, cette année, peu de grain à exporter en raison de récoltes moins bonnes qu'à l'ordinaire. Quant à la CEE, qui a de son propre gré choisi de limiter ses exportations de blé à 13 millions de tonnes, elle est actuellement hors du marché, la différence entre les prix céréalières du Marché commun et les prix mondiaux portant le niveau des restrictions (subventions à l'exportation) à plus de 100 ECU la tonne (1 ECU vaut environ 7 FF). Depuis le début de la campagne, les ventes communautaires de blé sont de l'ordre de 9 millions de tonnes.

ERIC FOTTORINO.

(1) 1 boisseau de blé = 27,216 kilos.

## LES DEVISES ET L'OR

### L'ascension de la livre stoppée

Comme revigoré par les festivités du long week-end pascal, le dollar, pourtant orienté à la baisse avant les fêtes, a retrouvé, cette semaine, quelque tonus. Sa remontée à l'égard des grandes devises n'aura été que de courte durée. Jeudi, le billet vert s'est stabilisé. Il termine, vendredi, à des cours légèrement supérieurs à ceux enregistrés huit jours auparavant, à 5,68 F (contre 5,62 F), à 1,675 deutchemerk (contre 1,6565 deutchemerk) et à 125,65 yens (contre 124 yens).

Plusieurs éléments ont poussé le billet vert à la hausse. Contrairement à l'attente de nombreux opérateurs, les compagnies d'assurances japonaises, qui se sont engagées, le 1<sup>er</sup> avril, dans le nouvel exercice fiscal nippon, n'ont pas vendu massivement les dollars dont elles disposent. Une forte demande de la devise américaine était ensuite anticipée, la firme japonaise Bridgestone ayant besoin de quelque 2,6 milliards de dollars pour financer son acquisition de la société américaine Firestone.

Le resserrement de la politique monétaire américaine (voir ci-dessous), comme les craintes inflationnistes de M. Wayne Angell, l'un des membres du conseil des gouverneurs de la Fed, lundi soir, à Washington, venaient aussi doper le dollar. Une rumeur - d'origine japonaise - comme il se doit - y contribuait aussi. Selon l'agence de presse Nikkei Telecom, le G 7, qui se réunira mercredi 13 avril à Washington, aurait l'intention de fixer à 125 yens le cours plancher du dollar.

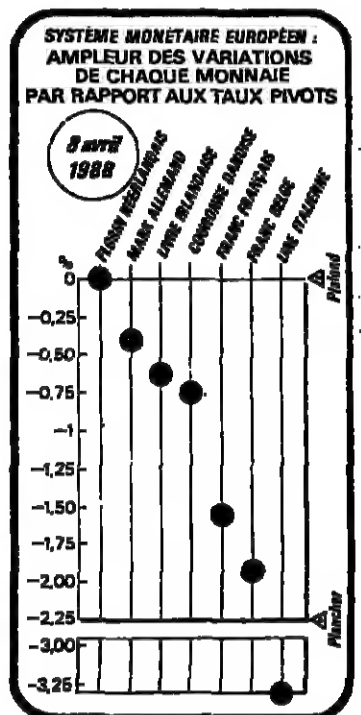
Après une série de démentis officiels à ce sujet, le dollar s'est stabilisé, jeudi 7 et vendredi 8 avril, sur des marchés nerveux, mais peu actifs. Désormais, deux grandes échéances sont attendues par les opérateurs : la réunion des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales des sept grands pays industriels, mercredi prochain, à Washington, à la veille du comité intermédiaire du FMI, et la publication, jeudi 14 avril, des résultats du commerce extérieur américain de février.

Toujours favorisée par des taux d'intérêt particulièrement élevés, la livre sterling a poursuivi quant à elle sa progression. Les opérateurs ont rapidement envisagé de tester le seuil considéré comme psychologique, important de 3,15 DM pour 1 livre. Les banques centrales ont bien tenté de s'allier pour freiner la hausse. Rien n'y a fait. Les autorités monétaires britanniques ont donc dû, une nouvelle fois, céder à la pression des marchés. La Banque d'Angleterre a annoncé, vendredi dans la matinée, une baisse de son taux d'intervention de 0,5 point, à 8 %. Il avait déjà été ramené de 9 % à 8,5 % le 17 mars dernier. Les banques de dépôt britanniques ont immédiatement suivi le mouvement, en décidant de ramener de 8,5 % à 8 % leur taux de base bancaire. Pris par surprise, les marchés ont rapidement encaissé le coup. La livre, qui avait ouvert à Londres, vendredi, à 3,14 DM et à 1,88 dollar, s'est légèrement repliée, terminant

la journée à des niveaux encore élevés : 3,1339 DM (contre 3,12 DM à la veille du week-end de Pâques), 10,63 F français (contre 10,58 FF) et 1,8710 dollar (contre 1,8835 dollar). Sans avoir ramené la devise britannique à ses cours du début de l'année (en dessous de 3 DM), cette baisse des taux d'intérêt menace maintenant de favoriser outre-Manche une hausse de la consommation, dont la vigueur pose déjà des problèmes au gouvernement de M. Thatcher. Elle risque aussi de provoquer une nouvelle détérioration des comptes extérieurs britanniques.

La remontée du dollar et la flambée autour de la livre se sont enfin accompagnées d'une baisse continue de l'or, l'once perdant environ 10 dollars par rapport à son niveau à la veille de Pâques et terminant la semaine à 449 dollars. Les devises du système monétaire européen ont vécu pour leur part dans le grand calme. Le franc français continue à bien se tenir l'égard du deutchemerk (autour de 3,19 F pour un mark). A deux semaines du premier tour de l'élection présidentielle française, les opérateurs dans leur majorité ne croient guère à un « ajustement monétaire au sein du SME » dans l'immédiat après-8 mai.

ERIK IZRALEWICZ.



### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 4 AU 8 AVRIL

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

| PLACE     | Livre   | SE.L.  | Franc suisse | Franc allemand | Mark    | Franc belge | Franc   | Lira italienne |
|-----------|---------|--------|--------------|----------------|---------|-------------|---------|----------------|
| New-York  | 1,7718  | -      | 17,5994      | 73,2228        | 29,7015 | 2,8256      | 53,2854 | 0,0886         |
|           | 1,8835  | -      | 17,7567      | 73,3137        | 29,7015 | 2,8256      | 53,2854 | 0,0886         |
| Paris     | 16,4318 | 5,6828 | -            | 410,48         | 339,25  | 16,1973     | 302,31  | 4,5713         |
|           | 16,5333 | 5,6199 | -            | 411,58         | 339,21  | 16,2165     | 302,34  | 4,5728         |
| Zurich    | 2,5944  | 1,3845 | 24,3654      | -              | 82,6567 | 3,9467      | 73,6532 | 1,1138         |
|           | 2,5891  | 1,3648 | 24,2748      | -              | 82,5422 | 3,9365      | 73,3925 | 1,1098         |
| Frankfurt | 1,1335  | 1,8758 | 28,4751      | 138,38         | -       | 4,7748      | 8,1181  | 1,5475         |
|           | 1,1320  | 1,8552 | 28,4621      | 121,44         | -       | 4,7886      | 8,1310  | 1,5478         |
| Bonn      | 65,6247 | 25,38  | 6,1759       | 25,3377        | 289,43  | -           | 16,6445 | 2,8222         |
|           | 65,2632 | 24,65  | 6,1665       | 25,4832        | 289,17  | -           | 16,6441 | 2,8193         |
| Amsterdam | 3,5165  | 3,7955 | 33,6781      | 135,75         | 112,21  | 5,3578      | -       | 1,5121         |
|           | 3,5085  | 3,8085 | 33,6753      | 136,25         | 112,19  | 5,3636      | -       | 1,5122         |
| Milan     | 335,645 | 12,95  | 216,75       | 87,58          | 742,89  | 25,4333     | 661,35  | -              |
|           | 335,615 | 12,95  | 216,72       | 88,02          | 742,85  | 25,448      | 661,39  | -              |
| Tokyo     | 235,89  | 125,45 | 22,1157      | 95,7548        | 75,0149 | 3,5812      | 66,8529 | 8,1811         |
|           | 233,55  | 124    | 22,0882      | 95,9599        | 74,8566 | 3,5786      | 66,7285 | 8,1809         |

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 8 avril, 4,522 F, contre 4,5314 F le jeudi 31 mars.

## LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### Tensions sur les taux courts

Le climat extrêmement morose qui régnait en début de semaine sur les marchés de l'argent, en France comme aux Etats-Unis, s'est finalement amélioré à la veille du week-end, le MATIF (marché à terme des instruments financiers) connaissant même une brusque flambée, vendredi 8 avril dans l'après-midi, après l'annonce d'une baisse des taux d'intérêt outre-Manche. Mais à New-York comme à Paris, de nombreuses incertitudes continuent à peser sur l'activité des marchés monétaire et obligataire.

Aux Etats-Unis tout d'abord, la publication, vendredi 1<sup>er</sup> avril, d'une nouvelle baisse du chômage en mars (le taux des sans-emploi dans la population active est passée de 5,7 % en février à 5,6 % en mars, son plus bas niveau depuis mai 1979) a provoqué, au lendemain des fêtes de Pâques de nouvelles tensions sur les marchés. Cette « bonne » nouvelle fait craindre aux opérateurs la persistance d'une « surchauffe » de l'économie américaine et un retour des pressions inflationnistes. Les taux d'intérêt à long terme ont donc augmenté lundi. Le rendement de l'emprunt à treize ans du Trésor américain, l'emprunt-phare, est remonté à 8,87 %, retrouvant ainsi pratiquement son taux à l'émission et son plus haut niveau depuis la mi-janvier.

Cette tension sur les taux a concerné, outre-Atlantique, toutes les échéances. Inquiète également des risques inflationnistes, comme l'a confirmé l'un de ses gouverneurs, M. Wayne Angell, la Réserve fédérale américaine aurait, semble-t-il, décidé de resserrer sa politique monétaire, se fixant désormais pour objectif sur les fonds fédéraux un taux de 6,75 % au lieu de 6,25 % jusqu'alors. L'injection massive de liquidités, mercredi, a cependant favorisé une légère détente sur les taux courts comme sur les taux longs, confirmée en fin de semaine.

Tensions en début de semaine, détente ensuite : la France a vécu le même scénario. Sur le marché monétaire, la semaine a commencé mardi 5 avril avec une adjudication de bons du Trésor (6,37 milliards de

francs) marquée par une légère hausse sur les rendements. Mercredi 6, puis à nouveau jeudi 7 avril, le taux de l'argent au jour le jour progressait à chaque fois d'un quart de point, atteignant près de 8 %, alors que la fourchette des taux d'intervention de la Banque de France se situe entre 7,25 % et 7,75 %. Certains opérateurs ont attribué cette tension à « la période électorale » et aux « nécessités de se prémunir contre toute attaque contre le franc ». D'autres estimaient qu'elle résultait d'une alimentation insuffisante en liquidités par la banque centrale. Des raisons techniques étaient également invoquées : certaines banques, approchant de la fin de la période de constitution de leurs réserves obligatoires, cherchant à s'approvisionner par avance. Les tensions se sont finalement progressivement réduites, le loyer de l'argent au jour le jour revenant à la fin de la semaine à l'intérieur de la fourchette des taux de la banque centrale.

Sur le marché obligataire et sur le front des émissions, c'est le « calme plat ». Les opérateurs attendaient surtout jeudi 7 avril l'adjudication d'OAT (obligations assimilables du Trésor). Celle-ci s'est bien déroulée, mais a également révélé une hausse des taux d'intérêt. Au total, le Trésor a levé pour 6,405 milliards de francs (hors souscriptions non compétitives des spécialistes en valeurs du Trésor). La tranche à taux fixe 8,70 % mai 1995 (sept ans) a été servie pour un montant de 2,63 milliards de francs (pour un montant demandé de 8,6 milliards). Son rendement ressort à 9,21 % contre 9,05 % lors de la dernière adjudication de cette tranche en février. La tranche d'OAT à quatorze ans, 8,50 % novembre 2002 a été servie pour 1,025 milliard de francs (pour une demande de 6,2 milliards) et fait ressortir un rendement de 9,54 % contre 9,49 % en février. Enfin, la nouvelle tranche à taux variable TRB (taux de rendement des bons du Trésor) juin 1988 a été servie pour un montant de 2,75 mil-

liards (une demande de 7,1 milliards).

En ne servant que 6,4 milliards de francs, c'est-à-dire dans le bas de la fourchette prévue (entre 6 et 8 milliards) et beaucoup moins qu'en février (9 milliards) malgré une forte demande, le Trésor semble indiquer qu'il escompte une prochaine baisse des taux d'intérêt. Le marché primaire des obligations reste en tout cas très calme. Pour la semaine à venir, les Caisses d'épargne vont lancer deux emprunts d'un montant total de 1,8 milliard de francs, la Caisse centrale du crédit coopératif (CCCC) annonce une émission de 200 millions.

Au cours du premier trimestre déjà, le marché obligataire n'avait pas été particulièrement actif. D'après les statistiques publiées par le Crédit lyonnais, le montant des émissions d'obligations et de titres participatifs a été, au cours des trois premiers mois de 1988 inférieur de 10 % au montant des émissions des trois premiers mois de 1987. Il était de 92,739 milliards de francs, contre 103,016 l'année passée.

Peu animé dans la semaine, le MATIF s'est brusquement emballé vendredi dans l'après-midi. La baisse des taux d'intérêt outre-Manche (la Banque d'Angleterre ayant ramené son taux d'intervention de 8,5 % à 8 %) a provoqué un afflux important d'investisseurs étrangers sur le marché français. Des Britanniques, notamment, se sont portés acquéreurs d'obligations françaises. Le taux de rendement moyen des emprunts d'Etat s'est ainsi inscrit en baisse à 9,13 % (contre 9,24 % la veille). Cette baisse des taux a favorisé une hausse sur le MATIF. Le marché est tout d'un coup devenu « fort furieux » reconnaît un opérateur. En définitive, plus de 64 000 lots ont été traités vendredi (contre 54 000 la veille). Sur le notional, l'échéance de juin a gagné en une journée plus d'un point, terminant à 102,25 (contre 101,15 jeudi et 100,45 à la veille de Pâques). Une simple cambellie ou l'arrivée de l'été ?

E. I.

سكزا من الاصل



| ÉTRANGER   | POLITIQUE  | SOCIÉTÉ  | CULTURE  | ÉCONOMIE   | SERVICES  | MINITEL   |
|--|--|--|--|--|---|---|
| 3 L'Union soviétique et l'accord sur l'évacuation de l'Afghanistan.<br>4 Etat d'urgence au Honduras. | 5 Le meeting de M. Mitterrand à Rennes.<br>6 Les candidats de la majorité en Aquitaine et en Alsace.<br>— Livres politiques, par André Laurens.<br>7 COMMUNICATION : la campagne officielle à la radio et à la télévision. | 7 L'enquête sur l'assassinat de Dulcie September.<br>8 La recherche sur le cancer : l'IGAS dénonce le pouvoir excessif de l'ARC.<br>11 Sports. | 9 Cinéma : les Rencontres de Quimper : « Meurtre d'un cinéaste », un livre de Sydney D. Kirkpatrick.<br>— Musique : « L'opéra autrement », à Villeneuve-lès-Avignon. | 13 Les Américains critiquent la politique agricole de la CEE.<br>— Les marchés financiers américain et japonais affichent leur optimisme.<br>14 Revue des valeurs.<br>15 Crédits, changes et grands marchés. | Abonnements ..... 2<br>Carnet ..... 11<br>Météorologie ..... 11<br>Mots croisés ..... 11<br>Spectacles ..... 70 | ● Election présidentielle : tous les sondages. TELÉ<br>● Les jeux primés du Monde ..... JEUX<br>● 10 h 30 chaque matin : le Mini Journal... JOUR<br>Accueil, International, Loisirs, Source, Abonnements, Télématel, 3815 Taper LEMONDE |

## Le détournement du Boeing koweïtien

### A Larnaca, la tension n'a cessé de monter...

LARNACA  
de notre correspondant

« Au nom de Dieu le tout-puissant et miséricordieux, nous luttons jusqu'au martyre ou à la victoire. » Il est 22 h 45, vendredi 8 avril, sur l'aéroport de Larnaca, et il y a un peu moins de deux heures que le Boeing 747 de la Koweït Airways s'est posé à Chypre après avoir tourné en vain à basse altitude, pendant environ trois heures, au-dessus de l'aéroport de Beyrouth.

S'exprimant en parfait anglais, l'un des pirates de l'air poursuit : « Le gouvernement koweïtien doit libérer nos dix-sept camarades. Nous luttons contre l'impérialisme, les chrétiens. Nous essayons de sauver les opprimés du monde. » Un langage très intégriste islamique pour des hommes qui veulent aussi « sauver le peuple musulman du Koweït ».

C'est peu après que l'aéroport de Chypre eut été rouvert au trafic — à la demande, semble-t-il, des autorités koweïtiennes, qui veulent avant tout éviter que l'appareil n'aille à Beyrouth — que le Boeing s'était immobilisé en bout de piste, non loin du salon d'honneur, où, quelques

heures auparavant, protégé par des blindés et des soldats en armes sur les toits, M. George Shultz s'était entretenu avec le président Gemayel.

Aucun service de sécurité n'est en revanche visible autour de l'appareil koweïtien, et les autorités chypriotes ont visiblement pris le parti de gagner du temps en refusant sous des prétextes divers — les vacances et le manque de réserves de carburant, la peur des hommes d'aller le livrer — de faire le plein de l'avion malgré les injonctions de plus en plus dures des pirates de l'air.

#### Leur patience était à bout

En effet, si, dans la nuit, le ton de ces derniers restait très courtois et poli, celui-ci s'est nettement durci aux premières heures de l'aube. Après avoir annoncé à 6 h 10 que leur patience était à bout, et qu'ils blesseraient les passagers dans un délai d'une heure si le plein de carburant n'était pas fait, les pirates ont annoncé à 7 h 10, très exactement, qu'ils avaient commencé à battre ces derniers, tous de nationalité koweïtienne. Les pirates ont d'ailleurs

répété à plusieurs reprises qu'ils rendaient le gouvernement koweïtien responsable de tout ce qui pouvait arriver à l'avion et à ses passagers.

Une délégation koweïtienne conduite par M. Dirar Razouki, directeur des organisations internationales au ministère des affaires étrangères, qu'accompagnait trois fonctionnaires de ce même ministère, est arrivée à 2 heures du matin à Larnaca, dans un jet privé. Elle s'est immédiatement entretenue avec M. Iacovou, le ministre des affaires étrangères chypriote, qui s'était rendu à l'aéroport avec le ministre de l'intérieur peu après l'atterrissage de l'avion.

Le directeur du bureau de l'OLP à Chypre était là aussi, à la demande de M. Yasser Arafat, nous a-t-il déclaré, pour une éventuelle aide. Le niveau peu élevé de la délégation koweïtienne a cependant surpris la partie chypriote. Le négociateur koweïtien a tenu à réaffirmer que la position de son pays était inchangée et, donc, que le Koweït ne céderait pas au chantage et ne libérerait pas les dix-sept prisonniers. M. Iacovou, pour sa part, a affirmé que les négociations pourraient être longues et durer plusieurs jours.

Au cours des dialogues avec les pirates, la tour de contrôle de Larnaca leur a demandé de libérer des passagers en signe de bonne volonté. Mais ceux-ci ont catégoriquement refusé, soulignant que les négociations qu'ils avaient eues à Mechhed, en Iran, avec les Koweïtiens leur avaient servi de leçon. « Nous avons libéré tous les passagers non koweïtiens, nous avons fait beaucoup de choses pour des raisons humanitaires, et nous n'avons rien eu en retour », a notamment souligné l'un des pirates de l'air. A plusieurs reprises, les pirates ont déclaré qu'ils n'avaient rien contre les autorités du gouvernement chypriote et qu'ils ne voulaient que faire le plein de carburant pour pouvoir redécoller.

Alors que le jour se levait, samedi, sur Larnaca et que le trafic se poursuivait normalement, particulièrement intense en cette période de vacances, le dialogue continuait entre la tour de contrôle et les auteurs du détournement, mais il ne faisait pas de doute que la tension montait dangereusement. En milieu de matinée, les pirates de l'air avaient encore durci le ton. Puis ils annonçèrent avoir tué un passager.

FRANÇOISE CHIPAUX.

## Sur le même aérodrome

### Une intervention égyptienne s'était terminée par un massacre en 1978

L'aéroport de Larnaca, où l'avion de Koweït Airways s'est posé vendredi soir, avait été le théâtre d'un sanglant assaut d'un commando antiterroriste égyptien contre un autre appareil détourné le 19 février 1978.

Ce jour-là, un commando d'une centaine de militaires égyptiens arrive sur l'aéroport de Larnaca près d'un DC-8 de la compagnie Cyprus Airways dans lequel deux pirates détenaient onze passagers et quatre membres d'équipage en otages. Les militaires donnent l'assaut sans l'accord des autorités chypriotes. La garde nationale chypriote riposte et, dans la confusion générale, la fusillade fait quinze tués et quinze blessés, tous membres du commando égyptien. Les otages sont libérés et les deux pirates arrêtés par les autorités chypriotes.

Tout avait commencé la veille. Les deux terroristes avaient blessé mortellement le directeur du quotidien égyptien *Al-Ahram*, Youssef El Sebati, également secrétaire général de l'Organisation de solidarité des peuples afro-asiatiques réunis en congrès à l'hôtel Hilton de Nicosie. Une cinquantaine de congressistes sont retenus en otage puis relâchés, sauf onze d'entre eux.

A la suite de négociations, les autorités chypriotes mettent un DC-8 à la disposition des terroristes. Après une escale à Djibouti, l'avion revient sur Chypre.

## D'après les statistiques mondiales

### Moins de détournements mais plus de sabotages et de morts

Les détournements d'avions sont en baisse depuis cinq ans, les terroristes agissent plutôt par des attentats à l'explosif, selon les statistiques publiées le vendredi 8 avril par la direction générale de l'aviation civile (DGAC) française. Le nombre de détournements et de tentatives de détournements a été de 27 en 1985, de 11 en 1986 et de 13 en 1987, contre 75 par an en moyenne, entre 1969 et 1972, selon les chiffres de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et de la CEAC (Commission européenne de l'aviation civile).

En revanche, le nombre des sabotages et explosions en vol est passé de 7 en 1983 à 13 en 1985. Les attentats sont de plus en plus meurtriers : 15 morts en 1983, 473 en 1985 ; trois sabotages en 1986 ont fait 112 morts et trois en 1987 ont fait 333 morts.

● AFRIQUE DU SUD : 105 personnes mortes en garde à vue en 1987. — Le ministre sud-africain de la loi et de l'ordre, M. Adriaan Vlok a déclaré jeudi 7 avril que 105 personnes étaient mortes en 1987 alors qu'elles se trouvaient en garde à vue. En réponse à une question posée au Parlement, M. Vlok a indiqué que cinquante décès étaient imputables à des suicides, trente-six à des « causes naturelles », onze à des agressions par des compagnons de prison pendant une tentative d'évasion. — (Reuters.)

● ETATS-UNIS : un ancien conseiller de la Maison Blanche condamné à trois mois d'emprisonnement. — M. Lyn Nofziger, ancien conseiller politique du président Ronald Reagan en 1981-1982, a été condamné, le vendredi 8 avril, à trois mois d'emprisonnement et 30 000 dollars d'amende pour avoir été reconnu coupable de trafic d'influence — après la fin de ses fonctions officielles. Il a été libéré en attendant un appel. Le juge a précisé que la peine devrait être suivie d'une période de mise à l'épreuve de deux ans. M. Nofziger risquait six ans d'emprisonnement, plusieurs membres du gouvernement actuel ont témoigné en sa faveur. — (AFP.)

## La campagne pour l'élection présidentielle

### M. Rocard endosse son habit de « porte-parole »

AJACCIO  
de notre envoyé spécial

Une poignée de nationalistes criant « libéra », sous la surveillance de policiers et de CRS bien plus nombreux qu'eux : pour la dernière étape de sa visite de deux jours en Corse — une réunion publique dans la gare maritime d'Ajaccio, le vendredi 8 avril, — M. Michel Rocard a reçu un accueil « classique » et est passé presque inaperçu. Les ponts sont coupés entre les socialistes et les nationalistes et ces derniers n'ont pas cherché à déjouer une surveillance constante de la part de la police et de la gendarmerie pour se manifester pendant la première visite de M. Rocard, en tant que porte-parole de M. Mitterrand, dans une région française.

Qui, en fait, porte la parole de qui ? M. Rocard joue le jeu des convergences avec M. Mitterrand avec tellement d'ardeur que les rôles paraissent parfois inversés : le président-candidat, à entendre M. Rocard, est devenu le propagandiste des idées de son ancien ministre. Ainsi, à Ajaccio, le député des Yvelines s'est-il répété d'avoir retrouvé, dans la « Lettre à tous les Français », un message qui n'est autre que celui de M. Mitterrand, les « cinq E » (1) qu'il a, depuis longtemps, définies comme étant ses priorités personnelles.

Ayant ainsi endossé cette semaine seulement son habit de porte-parole du président-candidat — rôle qui ne devrait pas s'arrêter à l'Hexagone puisqu'il effectuera une visite éclair à l'étranger pour le compte du président, — M. Rocard livre un message clair : pour la Corse, pour la France, il faut voter Mitterrand.

Au plan local, et avec toutes les précautions de langage qui s'imposent, le maire de Confians-Sainte-Honorine a tenu aux Corsees un discours sans complaisance et qui les prend parfois, volontairement, à rebrousse-poil.

A ceux qui se plaignent que la violence bloque le développement économique de l'île, M. Rocard retourne, en quelque sorte, le compliment : il mise sur la marginalisation de cette violence — qu'il a vertement, et à de multiples reprises, condamnée (2) — et juge, à tort ou à raison, qu'en poussant les feux de

développement économique cette marginalisation s'accroîtra.

De la même façon, le député des Yvelines rabroie parfois discrètement ses interlocuteurs corsees lorsqu'ils semblent attendre un peu trop de l'Etat et pas assez d'eux-mêmes. Aux chahuteurs de l'université de Corte, comme aux dirigeants d'entreprise rencontrés dans un grand hôtel d'Ajaccio, l'ancien ministre a tenu le même discours : aidez-vous, le ciel vous aidera, leur a-t-il dit en substance.

Selon lui, en dépit de leurs handicaps, les Corsees ont désormais à leur disposition, grâce aux socialistes, les outils — notamment ceux de la décentralisation — de leur propre développement. Si M. Mitterrand est réélu, la gauche, promet M. Rocard, n'oubliera pas la Corse. Mais, il prévient : « Ne demandez plus à Paris ce qui, maintenant, dépend de vous ».

Quant à son avenir M. Rocard se refuse à toute spéculation sur les fonctions qu'il pourrait occuper en cas de victoire de la gauche même si la plupart de ses interlocuteurs de la journée ont, chacun pour son compte, ouvert devant lui leur cahier de doléances au cas où il occuperait un poste ministériel de premier plan.

Si M. Mitterrand est réélu, il semble en tout cas évident que M. Rocard aura désormais joué un rôle important dans le parti et cela qu'il soit ou non membre du gouvernement : l'ancien ministre a la certitude que rien désormais ne peut se faire sans lui dans le PS et même, d'une certaine façon, qu'il représente le centre du parti. Il entend le faire savoir, notamment à l'occasion de l'élection du prochain premier secrétaire qui, jugé-t-il, ne pourra se faire contre son avis. A Ajaccio, M. Rocard caresse toujours le rêve d'une réforme du fonctionnement du PS qui assurerait une pleine collégialité dans sa direction et le respect mutuel de ses composantes.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

(1) Il s'agit des cinq priorités que, selon M. Rocard, sont portées d'urgence : école, emploi, environnement, culture, Europe.  
(2) Le maire de Confians-Sainte-Honorine s'est entretenu vendredi avec le vicaire du docteur vétérinaire Jean-Claude Lafay, récemment assassiné dans un attentat attribué à l'ex-FLNC.

## En cas de succès du rachat de Grolier

### Hachette vendrait à Walt Disney la filiale Childcraft

Le groupe de communication Hachette a conclu le 8 avril un accord avec le groupe Walt Disney. Cet accord stipule qu'en cas de succès de l'offre publique d'achat (OPA) lancée le 13 mars par Hachette sur l'éditeur américain Grolier, l'une des filiales de celui-ci, Childcraft Education Corporation, spécialisée dans la vente par correspondance de jouets, d'albums et d'équipements de loisirs destinés aux enfants, serait cédée à Walt Disney.

Childcraft est une filiale importante : en 1987, elle a réalisé un chiffre d'affaires de 250 millions de francs, ce qui traduit un doublement de ses ventes par rapport à l'année précédente. Mais Hachette préfère s'en séparer, les produits diffusés par Childcraft n'étant qu'annexes à notre activité.

A l'instar de Grolier, qui détient l'une des plus importantes licences concédées aux Etats-Unis par Walt Disney, Hachette fabrique de nombreux produits sous licence Disney : des journaux comme le *Journal de Mickey*, *Winnie*, *Mickey-Parade*, *Picou-Magazine*, etc. par le biais de sa filiale Edimonde ; des livres comme les albums *Dingo*, les *BD-Disney*, etc. grâce à ses filiales le Livre de Paris et Hachette-Jeunesse et des cassettes vidéo des aventures de Mickey, par le biais de sa filiale de distribution vidéo, Film Office.

Pour M. Yves Sabouret, vice-président-directeur général d'Hachette, l'accord qui vient d'être

signé entre son groupe et Walt Disney « est conforme aux intérêts à long terme et à court terme de Grolier » et « renforcera les liens solides de longue date entre les trois sociétés : Grolier et Disney aux Etats-Unis ; Hachette et Disney en France ».

L'intérêt de Hachette pour les jouets et les tee-shirts pour enfants que réalise la filiale de Grolier est sans doute faible. En revanche, la cession de Childcraft Education Corporation apporterait un peu d'argent frais — le prix de vente est de 250 millions de francs — à Hachette. Le groupe français risque d'avoir besoin de ce complément immédiat : après avoir proposé d'acheter l'action Grolier à 21 dollars le 13 mars, il avait été contraint de réviser sa proposition à la hausse et d'en proposer 24 dollars le 31 mars devant le refus du conseil d'administration de Grolier de céder ses parts à un « prix ne convenant pas aux actionnaires ». La clôture de l'OPA, et donc son dénouement, reste en tout cas fixée au 14 avril.

YVES-MARIE LABÉ.

## MM. Shultz et Gemayel se sont entretenus de l'avenir politique du Liban

BEYROUTH  
de notre correspondant

Le président libanais Amine Gemayel a rencontré le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, pendant près de trois heures, vendredi 8 avril, sur l'aéroport de Larnaca à Chypre (avant l'arrivée du Boeing détourné).

De son entretien avec M. Shultz, le président libanais paraît avoir recueilli deux indications importantes : la confirmation que la participation du Liban à une conférence internationale sur le conflit israélo-arabe est prévue, et l'impression que le pouvoir syrien est favorable à des

réformes au Liban de nature à faciliter l'élection d'un nouveau chef de l'Etat libanais l'été prochain.

M. Gemayel a souligné que, sur la question de la nécessité d'une participation libanaise à la conférence internationale, il y avait consensus au Liban, malgré toutes les divergences internes.

Un membre de l'entourage du secrétaire d'Etat a laissé entendre, à propos de la répartition des pouvoirs entre chrétiens et musulmans, qu'il faudrait commencer au Liban à rompre le lien établi entre les fonctions publiques et l'appartenance communautaire. M. Shultz lui-même avait souligné que certains problèmes avaient été en partie réglés avec les Syriens au sujet d'une réforme constitutionnelle au Liban.

Cependant les « durs » du camp chrétien sont irrités par l'attitude des Américains, qui disent carrément de l'avenir de leur pays avec Damas, éludant la question de l'occupation syrienne d'une grande partie du territoire libanais. Leur radio et leur télévision ont été jusqu'à affirmer que « le Liban est l'otage d'un accord syro-américain » en établissant un parallèle avec les otages... de l'avion koweïtien.

LUCIEN GEORGE.

**RAYONNAGES BIBLIOTHÈQUES A VOS MESURES**



**PRIX TRÈS COMPÉTITIFS**  
25 années d'expérience  
R.-M. Leroy, fabricant - 208, av. de Maine,  
75014 Paris. Tél. : 45-48-57-48

\*\*\*  
**HOTEL LIDO GENEVE**

Rue Chantepoulet 8  
Tél. : 19-41/22/31 55 30  
A 2 min. de la Gare  
et de l'Aéroport Terminal  
Prix modérés  
Fam. Rossier-Azzola, propr.